

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari Edotori (Italie), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre : <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental : www.cetri.be/

ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2 : <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus : www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse : www.syllepse.net

Massari Editori, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots : <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org

Les Utopiques : lesutopiques.org

M Éditeur : <https://m-editeur.info/>

New Politics : newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 14,

19 DÉCEMBRE 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES - 75020 PARIS

Illustrations : DR

TABLE DES MATIÈRES

« QUE L'INVASION CESSE ET LA GUERRE CESSERA »

MARIANA SANCHEZ & PATRICK SILBERSTEIN

5

UN POINT DE VUE DE GAUCHE SUR LES PERSPECTIVES DE NÉGOCIATIONS DE PAIX

DENYS BONDAR ET ZAKHAR POPOVYCH

10

UN ÉTUDIANT CRÉE UN SYSTÈME UNIQUE DE SUIVI DES DRONES

14

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

UN PROJET DE LOI QUI DÉMORALISE L'ARMÉE

20

LE SERVICE DE SANTÉ UKRAINIEN NE PAIE PAS LES INFIRMIÈRES ALORS QUE LA RUSSIE FRAPPE LES HÔPITAUX

KATERYNA SEMCHUK

21

PAS DE SALAIRE DEPUIS TROIS MOIS POUR LE PERSONNEL MÉDICAL

TURII ROMAN

25

16 JOURS D'ACTION ACTIVE CONTRE LES VIOLENCES DE GENRE

BILKIS

27

LE GROUPE FÉMINISTE BILKIS HARCELÉ PAR LES FASCISTES

PATRICK LE TRÉHONDAT

28

LES ÉTUDIANTS PROTESTENT CONTRE LA FERMETURE DE L'ACADÉMIE DE L'IMPRIMERIE DE LVIV

MAKSYM SHUMAKOV

31

PRISES DE POSITION

SUR LA RÉSISTANCE TCHÉTCHÈNE ET LA SOLIDARITÉ POST-COLONIALE

LILIA YULDASHEVA

36

NAVIGUER DANS LE DÉBAT DE GAUCHE

BILL FLETCHER JR, ELLY LEARY

43

L'INÉGALITÉ DE GENRE PENDANT LA GUERRE: FRONTIÈRES FERMÉES,
TRAGÉDIES PERSONNELLES ET DÉFIS DÉMOGRAPHIQUES

MARINA OVCHINNIKOVA

49

FÉDÉRATION DE RUSSIE: DANS LE VENTRE DE LA BÊTE

RÉSISTANCE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE

57

NOUS EXIGEONS LE RETRAIT DES TROUPES D'UKRAINE ET LE RETOUR DES SOLDATS CHEZ EUX

59

LA MAIN DANS LE SAC DU GÉNOCIDE

JEAN-MARC ADOLPHE

61

LA MÉMOIRE VOLÉE DE MARIOUPOL

DÉTRUIRE LA MÉMOIRE

OLGA KANUNNIKOVA

71

LE PARC DE LA MÉMOIRE DE MARIOUPOL

73

MOSAÏQUES DE MARIOUPOL ET D'AILLEURS

PATRICK LE TRÉHONDAT

74

BOÎTES ALERTES

GRAPHISTE, POÈTE ET SOCIALISTE: UNE FEMME QUI PREND DES RISQUES

ENTRETIEN AVEC KATYA GRITSEVA

94

DISSIDENCES UKRAINIENNES (1959-1981)

PATRICK LE TRÉHONDAT

104

« LE FILM LE PLUS IMPORTANT QUI SE DÉROULE ACTUELLEMENT DANS LE MONDE »

ENTRETIEN AVEC SASHKO PROTYAG

113

DES NOUVELLES DE FRANCE

118



« QUE L'INVASION CESSE ET LA GUERRE CESSERA »

MARIANA SANCHEZ & PATRICK SILBERSTEIN

« Je suis favorable au soutien de la résistance d'un pays européen envahi. Je ne peux pas être neutre ou équilibré. Ce n'est pas un match de football », Erri De Luca, 9 décembre 2022.

Voici donc le quatorzième volume de *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, publié par les Brigades éditoriales de solidarité, alors que l'on approche du terme de la première année de cette guerre qui ne devait être qu'une « opération spéciale ».

Cette tentative échouée de blitzkrieg a rencontré, comme le rappelait la chercheuse et militante Daria Saburova, lors du meeting du Réseau français le 5 décembre à la Bourse du travail¹ :

La résistance ukrainienne [qui] a permis de retenir l'escalade, de prévenir l'invasion de tout le pays et ouvert les conditions objectives pour d'autres soulèvements contre l'ordre capitaliste mondial.

Les appels au « cessez-le-feu », aux « négociations », à la « paix », à « ne pas humilier la Russie » ou à « prendre en compte ses intérêts géostratégiques » se multiplient – que ce soit dans les hautes sphères des pouvoirs ou dans les basses sphères des divers amis

1. Vous pouvez visionner l'intégralité du meeting de la Bourse du travail de Paris : www.youtube.com/watch?v=pYGuDiG8p7I.

de la Russie – désormais plus ou moins gênés aux entournures tout en se trouvant, comme le soulignait Edwy Plenel également le 5 décembre, « toutes les bonnes raisons pour au fond tourner la tête ».

C'est dans ce contexte que, à l'initiative du Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (branche française du RESU)², des forces syndicales³ – par ailleurs largement engagées dans la solidarité concrète⁴ et la dénonciation de l'impérialisme russe –, des associations de toute nature⁵, des éditeurs, des coopératives et des médias⁶, des organisations et des clubs politiques⁷ ainsi que, bien entendu, des associations d'exilés d'Ukraine, de Géorgie, de Russie, de Syrie ou d'Iran⁸, ont appelé ensemble à manifester en direction de l'ambassade de Russie, le 10 décembre 2022, avec comme mot d'ordre « Troupes de Poutine

2. www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225.

3. Confédération générale du travail (CGT), Fédération syndicale unitaire (FSU), Union syndicale Solidaires, Mouvement national lycéen (MNL), Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

4. Voir <https://laboursolidarity.org/fr/n/2448/meeting-et-manifestation?fbclid=IwAR2U54o7698X4mw-oqv7bAxeZQiXX8sFIZdd1Pclv5QsmZGTfmB0Z-P2sWk>.

5. Assemblée européenne des citoyens, Association autogestion, Attac, Cedetim, Fondation Copernic, Forum civique européen, Ligue des droits de l'homme (LDH), Mémorial 98, Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre.

6. Coopératives Longo Maï, Éditions Syllepse, *Entre les lignes entre les mots, L'Insurgé*, *Les Humanités*

7. A Manca, Aplutsoc, Club politique Bastille, Émancipation Lyon 69, Ensemble! Europe Écologie Les Verts, Gauche démocratique et sociale, Gauche écosocialiste, Nouveau Parti anticapitaliste, Pour une écologie populaire & sociale (PEPS), Régions et peuples solidaires, Rejoignons-nous, Réseau Penser l'émancipation.

8. Union des Ukrainiens de France, Russie Liberté, Socialistes russes contre la guerre, Association des Géorgiens en France, Géorgie vue de France, Collectif pour une Syrie libre et démocratique, Coordination des Syriens de France, CSDH Iran.

hors de toute l'Ukraine». Même si, comme le relevait Jean-Pierre Pasternak, de l'Union des Ukrainiens de France, cette initiative était appelée par «presque toute la gauche, malheureusement pas toute...».

Il est également très encourageant que plus d'une centaine de personnalités (syndicalistes et associatives, universitaires, artistes et politiques, dont un certain nombre d'élus, ainsi que des représentants de la diaspora ukrainienne et des oppositions russes en exil) aient signé un appel, publié dans *Mediapart*, pour «une paix juste et durable pour l'Ukraine¹». Ce texte, qui fait écho à l'appel à la manifestation² en direction de l'ambassade de la Fédération de Russie, rappelle explicitement que «la situation de conflit qui prévalait dans l'Est de l'Ukraine depuis 2014» était devenue une guerre totale «depuis l'invasion du territoire ukrainien par les troupes de Poutine, le 24 février 2022». Cette attaque avait, précise ce texte, «comme but explicite de renverser le gouvernement ukrainien et de détruire la République d'Ukraine comme entité indépendante». La résistance, armée et non armée, du peuple ukrainien ayant mis en échec, militaire et politique, l'objectif des «ruscistes» au pouvoir au Kremlin, rappellent les signataires, «les forces d'invasion mènent une guerre de destruction systématique» et «commettent des crimes de guerre».

Aux partisans de la paix à tout prix, c'est-à-dire au prix fixé par Moscou et accepté de bonne grâce par les instances internationales qui ne veulent surtout pas déstabiliser le Kremlin, les signataires du texte

paru dans *Mediapart* opposent ce qu'ils appellent des «principes» nécessaires à l'ouverture de négociations. L'une d'entre elles étant cardinale: «Le retrait de toutes les troupes d'invasion de tout le territoire de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues.»

C'est ce que rappellent Denys Bondar et Zakhar Popovych dans l'article que nous publions dans ce volume 14 (p. 10): «Volodymyr Zelensky a déclaré que les négociations sur la fin de la guerre ne pouvaient être que publiques», ce qui n'est pas un vœu maximaliste mais une exigence cohérente avec la mobilisation en masse du peuple ukrainien. C'est la seule et unique voie, écrivent-ils, pour que des négociations de paix aient «une chance d'être soutenues par la société».

Lors de la réunion parisienne du 5 décembre, Pierre Coutaz, de la CGT, a rappelé les «sept plaies ouvertes de l'Ukraine» de 1905 à 2022:

Les pogroms de 1905; la guerre civile – neuf morts sur dix sur le sol de l'Ukraine; l'Holodomor; la Seconde Guerre mondiale avec 14,5 des 27 millions de morts soviétiques sur le sol ukrainien; la guerre en Afghanistan [où les minorités de l'ex-URSS pesaient plus dans la conscription que leur vrai poids dans la composition ethnique de l'URSS, ce que reproduit la Russie aujourd'hui, crime pratiqué aussi par l'empire français avec ses «troupes indigènes»]; Tchernobyl et enfin, les deux actes de guerre au Donbass en 2014 et aujourd'hui.

Il est aussi important que lors du meeting réuni à la Bourse du travail de Paris, le 5 décembre, à l'appel du RESU France et présidé par Bernard Dréano³, se soient exprimés aux côtés d'Edwy

1. <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/091222/une-paix-juste-et-durable-pour-l-ukraine>

2. Vous pouvez retrouver des images de la manif ainsi que des extraits des différentes interventions dans cette vidéo, également reproduite sur la page Facebook du Réseau français: www.youtube.com/watch?fbclid=IwAR1qY9MsZXbYIK1jWfwGtdwP0kU1zb3Ttiz4PV-JJeQXmM_xrzi6pyWSKO0&v=3eOFWGYhfg&feature=youtu.be.

3. Bernard Dréano, *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine*, à paraître aux éditions Syllepse en février 2023.

Plenel¹, de Daria Subarova (militante ukrainienne) et de Zalina Dzmappueva (Russie libertés), venue manifester sa volonté de «tout faire pour la victoire de l'Ukraine», Pierre Coutaz (Espace international de la CGT) et Verveine Angeli (Union syndicale Solidaires) – laquelle a participé à deux convois syndicaux². La militante de Solidaires a souligné que c'est la tradition internationaliste des organisations syndicales qui a «permis d'éviter la sidération» le 24 février et de rapidement «agir en tant que militants et militantes syndicales car il y a un mouvement syndical qui existe en Ukraine»

Il s'agit là d'un arc de forces qui demande à être élargi et renforcé, mais qui est à ce jour rare dans le mouvement international de solidarité avec l'Ukraine. Quelles que soient les indiscutables difficultés à mobiliser la jeunesse mais aussi des secteurs habituellement combatifs et engagés (difficulté que l'on rencontre malheureusement pour la majorité des combats internationalistes, une fois passée l'émotion médiatique provoquée par les premières attaques ou les massacres), cette convergence solidaire est extrêmement prometteuse. Elle permet d'envisager la nécessaire construction de la solidarité de longue haleine avec le peuple ukrainien dont le mouvement ouvrier et/ou la gauche devraient être la colonne vertébrale et l'aile marchante. Une solidarité qui devrait se structurer. Il est temps, pour reprendre la formule d'Edwy Plenel au meeting de la Bourse, de «nous réveiller: il faut être à la fois contre l'impérialisme, contre le campisme et pour l'internationalisme».

1. Edwy Plenel, *L'épreuve et la contre-épreuve*, Paris, Stock, 2022.

2. Union syndicale Solidaires, *Ukraine: solidarité syndicale en temps de guerre*, Paris, Syllepse, 2022.



PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

UN POINT DE VUE DE GAUCHE SUR LES PERSPECTIVES DE NÉGOCIATIONS DE PAIX

DENYS BONDAR ET ZAKHAR POPOVYCH¹

Récemment, le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelenski, a déclaré que les négociations sur la fin de la guerre ne pouvaient être que publiques², ce à quoi l'attaché de presse de Poutine n'a réussi qu'à marmonner qu'il ne pouvait même pas imaginer une telle chose, car, à son avis, les négociations publiques n'existent pas. Il est très précieux de savoir que les négociations, dans l'optique du gouvernement russe aujourd'hui, ne peuvent avoir lieu que dans le prolongement de la pratique consistant à accumuler des mensonges à plusieurs niveaux, qui est à la base de la stratégie de communication publique du régime de Poutine.



Un excellent exemple de cette activité a été la production sur plusieurs années de nombreuses versions complotistes invraisemblables mais impressionnantes du meurtre de 298 personnes lors de l'écrasement du vol MH17 dans le ciel au-dessus de l'Ukraine, le 17 juillet 2014. Aujourd'hui, un tribunal néerlandais, sur la base des résultats d'un procès public, a établi que le meurtre avait été commis avec l'aide d'un missile Buk, importé illégalement par les Russes sur le territoire ukrainien. Mais, bien sûr, les responsables russes ont déjà cette décision de justice, et les propagandistes s'apprêtent à répandre une nouvelle dose de brouillard pour se donner à nouveau une

opportunité d'auto-justification à ceux qui souhaitent rester trompés.

QUE PROPOSE VRAIMENT LE RÉGIME DE POUTINE ?

La guerre a dessillé de manière très convaincante les yeux des Ukrainiens sur ce qu'est l'État russe moderne et a détruit toute confiance en lui. Toutes les guerres, bien sûr, se terminent par des négociations. L'Ukraine a toujours clairement souligné qu'elle n'avait pas l'intention d'aller à Moscou et d'exiger une reddition totale et inconditionnelle. Tout au plus, le retrait volontaire des troupes russes préservera-t-il la vie de la population militaire et civile ukrainienne. Peut-être que c'est exactement ce dont Poutine veut discuter? Alors pourquoi ne le rend-il pas public?

Très probablement, les autorités russes tentent à nouveau d'inventer une autre combinaison de mensonges et de manipulations afin de gagner du temps et de calmer la population apolitique à l'intérieur du pays, sensibilisée par une mobilisation partielle. Mais, malgré cela, on pourrait spéculer que, dans certaines circonstances, certains compromis seraient en faveur de l'Ukraine. Mais tout compromis n'est possible que s'il existe des raisons de croire que les accords seront respectés. Il n'y a aucune confiance dans les élites dirigeantes de la Fédération de Russie. Ces personnes ont déjà signé plus d'une fois des accords, dont le Mémoire de Budapest de 1994, et même au cours de l'année dernière, ils ont fait à plusieurs reprises des promesses qui ont été immédiatement

1. Membres du Sotsialnyi Rukh.

2. «Je veux que la conversation sur notre vision du chemin vers la paix soit publique, et non dans les coulisses», Volodymyr Zelensky a commenté son discours au sommet du G20 par ces mots.

rompues : en février, Poutine a promis qu'il n'y aurait pas d'invasion de l'Ukraine, en septembre qu'il n'y aurait pas de mobilisation en Fédération de Russie, et récemment il a promis que «la Russie sera à Kherson pour toujours.» Ce dernier cas de manquement à sa parole peut être expliqué par des circonstances indépendantes de sa volonté en raison la situation militaire.

QUE VEULENT LES UKRAINIENS ?

Les Ukrainiens font désormais confiance à leur État. On doit prendre en compte les résultats d'une enquête du groupe sociologique Rating, selon laquelle lors d'une guerre à grande échelle, la part de personnes qui pensent que le pays va dans la bonne direction est passée à 70-80 % contre 10 à 20 % au cours de la dernière décennie. Cet indicateur n'était supérieur à 30 % que pendant l'Euromaïdan et quelque temps après l'élection de Zelensky, lorsque ses efforts pour parvenir à une fin stable de la guerre dans le Donbass semblaient aboutir. Désormais, il y a un consensus dans la société ukrainienne sur le fait que pour parvenir à la paix, il est nécessaire d'expulser l'armée russe du pays (en la détruisant si possible) et aussi de «démilitariser» la Fédération de Russie, du moins jusqu'à ce qu'il ne puisse plus bombarder de paisibles villes ukrainiennes et nous faire chanter en nous privant d'électricité, d'eau et de chauffage. Tout ceci représente un pas dans la bonne direction pour les Ukrainiens. Tout le reste est perçu comme une déviation de ces objectifs.

Dans le même temps, le pourcentage de personnes qui pensent que l'Ukraine peut accepter certaines concessions territoriales au nom de la paix, selon l'Institut de sociologie de Kiev, a diminué au cours des cinq derniers mois, passant de 10 % à 7 %, et selon les dernières données disponibles, 87 % de la

population ignore quelles concessions territoriales la Fédération de Russie ne pourrait pas accepter. Il est important que l'écrasante majorité des personnes interrogées dans toutes les régions de l'Ukraine, y compris l'Ouest, l'Est et le Sud, rejette la possibilité de concessions territoriales au nom de la paix. De plus, les représentants de tous les principaux groupes ethniques et linguistiques ont cette position. Même parmi les citoyens ukrainiens qui s'identifient comme «russophones», 57 % sont contre les concessions territoriales au régime de Poutine. Il semble que le début du bombardement massif des centrales électriques et les pannes d'électricité associées n'ont fait que renforcer l'opinion des Ukrainiens selon laquelle les négociations avec les Russes n'ont toujours aucun sens. Il est clair que les sondages pendant la guerre peuvent être inexacts, mais ils montrent assez bien les grandes tendances de l'évolution de l'opinion publique.

QUAND LES UKRAINIENS ACCEPTERONT-ILS DE NÉGOCIER ?

Les personnes aux États-Unis, dans les pays européens et dans le monde qui veulent vraiment le début des négociations de paix devraient au moins parvenir à mettre fin immédiatement à la destruction des infrastructures critiques ukrainiennes par les missiles russes et à rétablir l'approvisionnement normal en électricité et en chauffage de la population. Et cela signifie des sanctions plus sévères contre la Russie, ce qui réduira sa capacité à produire de tels missiles, et fournir à l'Ukraine des systèmes de défense aérienne et de défense antimissile plus efficaces, ce qui réduira l'efficacité des attaques russes.

Au lieu de perdre du temps à parler de la façon dont le monde doit convaincre Zelensky de quelque chose, il vaudrait la peine de convaincre d'abord les

gouvernements du monde de cesser d'acheter du pétrole et du gaz russes, de fournir des systèmes de défense antimissile et au moins quelques milliers de transformateurs industriels pour rétablir l'électricité normale et, par conséquent, l'approvisionnement en eau et en chaleur (de préférence immédiatement avec l'envoi d'équipes de réparation pour leur installation). Ce n'est que si cela est fait que nous pouvons au moins hypothétiquement nous attendre à ce que l'intérêt des Ukrainiens pour les négociations de paix augmente.

Zelenski et son parti peuvent avoir de nombreuses lacunes, mais il est clair qu'ils sont très dépendants et surveillent de très près l'opinion publique. Donc, quoi qu'il arrive, les autorités ukrainiennes ne peuvent qu'accepter des négociations et une paix auxquelles une majorité convaincante du peuple ukrainien serait d'accord.

Afin de convaincre Zelenski d'entamer des pourparlers de paix avec les Russes, il est nécessaire de convaincre la majorité des Ukrainiens que les pourparlers ont un sens. Et la meilleure façon d'y parvenir serait de présenter publiquement au moins quelques propositions claires pour de telles négociations. La Russie est-elle prête à annuler immédiatement la décision d'annexion des territoires ukrainiens ou va-t-elle discuter du retrait des troupes? Sinon, il sera difficile d'expliquer aux Ukrainiens de quoi d'autre on peut parler, à part l'échange de prisonniers (ce qui arrive déjà tout le temps).

Si des négociations de paix sont possibles, alors elles devraient être tenues en public, pour avoir une chance d'être soutenues par la société. Il n'est pas exclu que si les Russes proposaient publiquement de discuter d'un plan de paix qui inclurait le retrait des troupes russes d'Ukraine et les perspectives de restauration de l'intégrité territoriale du pays, les

Ukrainiens pourraient accepter certaines négociations. Mais aucune proposition, qui inclurait le retrait des troupes russes, n'a été annoncée pour le moment. *De facto*, les Russes «n'offrent des négociations» que pour arrêter la contre-offensive ukrainienne jusqu'à ce qu'ils puissent renforcer leurs forces, et donc on ne sait pas très bien ce qui devrait intéresser les Ukrainiens.

Jusqu'à présent, seules la rhétorique guerrière et les promesses d'«atteindre à tout prix les objectifs de l'opération spéciale» sont publiquement énoncées par les dirigeants de la Fédération de Russie. La dernière chose que nous avons entendue du chef adjoint du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dimitri Medvedev, était des revendications territoriales pour la «ville russe de Kiev», et celui-ci qualifiait les Kyivais qui n'étaient pas d'accord de «cafards» (ce qui suggère des associations avec la rhétorique des organisateurs du génocide au Rwanda).¹

POURQUOI N'Y A-T-IL PAS DE POURPARLERS DE PAIX MAINTENANT ?

Par conséquent, la responsabilité du fait que les négociations de paix ne sont pas en cours, incombe entièrement à la Fédération de Russie, qui ne présente, du moins publiquement, aucune proposition qui pourrait même hypothétiquement être acceptée par la majorité des Ukrainiens. L'Ukraine a présenté de telles propositions. Avant les attaques massives contre les infrastructures civiles ukrainiennes, les propositions de l'Ukraine à la réunion d'Istanbul du 29 mars ont été annoncées publiquement, elles comprenaient le retrait des troupes russes sur la ligne le

1. L'idéologie du génocide des Ukrainiens, qui est maintenant activement formalisée et institutionnalisée dans la Fédération de Russie en tant qu'État, ainsi que la fascisation rapide du pays en général, nécessitent bien sûr une discussion séparée.



23 février et le report des questions sur la Crimée et le Donbass. Dans le même temps, la partie ukrainienne a insisté pour que toutes les questions soient résolues par des référendums organisés de manière transparente sous la supervision d'observateurs internationaux après le retour de toutes les personnes déplacées de force.

La réponse publique du ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, a été que le «statut neutre» de l'Ukraine est «conceptuellement pratique» pour elle, et en même temps, il n'a pas dit un mot sur la volonté de retirer les troupes. Il semble que les référendums, difficiles à falsifier, ne soient pas du tout considérés par le Kremlin comme une option pour une solution possible. Il ne conçoit toujours pas les Ukrainiens comme des sujets à qui reviendra la décision finale, cela ne rentre tout simplement pas dans leur tête. C'est le principal problème de la perspective des négociations de paix. Parce qu'il n'y a vraiment aucune certitude que cela ait du sens de les mener avec les dirigeants actuels de la Russie. Il n'y a aucune certitude que les autorités russes comprennent même que Zelensky ne peut pas simplement signer ce qu'il veut, et que même Biden ne peut pas forcer Zelensky à signer un accord qui ne sera pas approuvé par la majorité des Ukrainiens.

Déjà en octobre-novembre, certains pays médiateurs ont avancé des propositions pour une éventuelle conclusion de la paix sur les conditions du retrait des troupes russes du Sud et de l'Est de l'Ukraine, y compris le Donbass, mais en reportant de sept ans la question du statut de la Crimée. Moscou s'est vu proposer d'arrêter de bombarder les infrastructures critiques de l'Ukraine afin de prouver le sérieux de ses intentions. La Russie a répondu par une frappe massive de missiles lors du sommet du G20.

Aujourd'hui, après que Zelensky ait présenté un éventuel programme de négociations sous la forme de dix points dans son discours au sommet du G20 (et plus encore après qu'il ait annoncé la demande de négociations publiques), toutes les déclarations de diplomates russes sur le désir de négociations, non soutenues par des propositions publiques, peuvent être clairement qualifiées de mensonges et de manipulation.

Les Ukrainiens veulent la paix, mais pas un autre «cessez-le-feu» qui durera jusqu'à la prochaine invasion. La campagne pour la paix est en fait menée même dans les principaux médias ukrainiens, mais la confiance dans les négociations de paix et une paix durable sont impossibles sans un débat public sur ses termes. En particulier, la rédactrice en chef de *Ukrainian Pravda*, Sevgil Musaeva, qui est une Ukrainienne d'origine tatare de Crimée, malgré ce que le report de la question de la Crimée signifie pour elle personnellement, ne rejette pas les négociations, mais appelle à une formulation publique de conditions de paix équitables, car si «la société ukrainienne ne ressent pas la justice, tout accord est voué à l'échec dès le départ».

Nous, socialistes ukrainiens, devons maintenant veiller attentivement à ce que personne n'oublie que les négociations de paix doivent être publiques et uniquement publiques, et uniquement à des conditions acceptables pour les Ukrainiens. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions compter sur une paix juste et durable.

PUBLIÉ PAR LE SITE DE [SOTSIALNYI RUKH](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

UN ÉTUDIANT CRÉE UN SYSTÈME UNIQUE DE SUIVI DES DRONES

Il y a quelques mois, nous avons interviewé Maxim Shumakov avec Katya Gritseva à propos de la situation des étudiants ukrainiens et de la possible reconstruction d'un syndicat étudiant de gauche. Maxim nous avait alors expliqué qu'il était étudiant en informatique à Lviv. En septembre dernier, il était présent à la conférence du Sotsialniy Rukh à Kiev, dont il est membre, conférence où il a été élu au conseil de l'organisation socialiste. Fin octobre, son nom est apparu dans la presse ukrainienne comme l'inventeur d'un système de localisation de drones. Le quotidien ukrainien *Focus* explique ainsi son invention : «Il a créé un appareil à partir de systèmes de capteurs et d'une caméra vidéo. Les enseignants ont noté que cela n'avait jamais été fait en Ukraine auparavant. En raison de la situation sur le front, Maxim a décidé de se concentrer sur les drones. Et ainsi il a développé un système de suivi du mouvement des drones.» Maxim a bien voulu répondre à nos questions sur son invention¹



Comment as-tu mis au point cette invention? Combien de temps cela t'a-t-il pris?

Une «Petite Académie des sciences» fonctionne en Ukraine. Cette institution publique encourage les étudiants à s'engager dans la recherche scientifique au niveau des connaissances dont ils disposent. Une fois par an, elle organise un concours panukrainien

de projets dans des domaines totalement différents, de la physique à la chimie en passant par la sociologie et la philosophie. La participation à ce concours est une excellente occasion pour les jeunes chercheurs d'acquérir des compétences de base dans leur travail sur des sujets scientifiques, l'étude de la littérature et permet un développement de la créativité. Au cours de mes deux dernières

années d'études supérieures, j'ai également effectué des recherches à la Petite Académie des sciences sur les systèmes informatiques et la robotique.

Il a fallu plus de six ans avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine à grande échelle, mais même avant, la population ukrainienne ressentait la logique de la guerre dans la mesure où les opérations militaires se déroulaient dans l'Est du pays. Tous ces événements nous ont incités à déployer un maximum d'efforts pour mettre fin aux hostilités le plus rapidement possible. J'étais notamment préoccupé par

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat.

le dysfonctionnement du suivi du mouvement des drones de l'armée bon marché lorsque l'ennemi brouille leurs communications.

Le développement s'est déroulé en trois étapes, dont chacune a duré environ un an. Par conséquent, nous disposons de trois appareils différents, composés à la fois de matériel et de logiciels. Évidemment, chaque année, l'appareil devient de plus en plus fiable et sophistiqué du point de vue de la partie logicielle. Si la première version enregistrait la trajectoire du mouvement [du drone] uniquement par la caméra, qui enregistrait les changements [de trajectoire] par l'image et les corrigeait grâce à des capteurs, la dernière version utilisait des méthodes modernes d'intelligence artificielle et pouvait enregistrer des cibles et des obstacles en trois dimensions sur la trajectoire. J'ai développé la dernière version au cours de ma première année d'université.

Nous avons présenté ce projet lors de nombreuses expositions scientifiques, conférences et salons. À l'époque, je devais rencontrer les politiques les plus importants du pays pour leur présenter ces développements. Tous ces contacts politiques, militaires et scientifiques m'aident définitivement dans mon travail et mon militantisme aujourd'hui.

Tout équipement militaire exige une fiabilité et une précision maximales. Il est donc difficile de dire si ce projet aura des perspectives d'utilisation pratique. Cependant, nous avons effectué des recherches approfondies et acquis de l'expérience pour travailler à de futurs développements. Et enfin, il a également inspiré de nombreux jeunes inventeurs pour expérimenter et pour explorer.

En tant que militant socialiste et en tant que scientifique, tu veux participer à la défense militaire de votre pays? (J'ai lu que l'armée était intéressée par ton

invention). Peux-tu nous dire quelques mots sur ton engagement?

Depuis le début de l'invasion, je me suis davantage impliqué dans les campagnes humanitaires et politiques. Dans le domaine de l'aide humanitaire, j'ai participé à l'organisation de deux convois syndicaux et à la logistique du fret humanitaire, etc. Dans les derniers jours du mois de février, j'ai également passé de nombreuses nuits en tant que bénévole à la gare de Lviv, pour aider les réfugiés. Nous réalisons généralement ces activités dans le cadre du Sotsialnyi Rukh, dont je suis un militant.

Les organisations de gauche en Ukraine ont souvent des contacts et se connaissent généralement personnellement. C'est pourquoi nous entrons parfois en contact avec les anarchistes et les socialistes qui sont engagés dans la lutte armée sur la ligne de front, où il y a aussi nos militants. Nous essayons de leur fournir tout l'équipement nécessaire, etc. De nombreux syndicalistes dans l'armée ont des liens avec le Mouvement social. Sans aucun doute, nous essayons de faire tous les efforts possibles pour les aider également.

Du point de vue de l'activité scientifique, j'ai participé pendant un certain temps, dans le cadre de mon université, à un projet de développement d'un système de fabrication de portes protectrices domestiques. Il s'est avéré que ce processus nécessite des connaissances interdisciplinaires considérables et la prise en compte de nombreuses nuances, telles que l'élasticité et la flexibilité des différentes formes de soudure, etc. L'État tente, dans une certaine mesure, de financer cette recherche essentielle et de mettre en place la chaîne de production. Pourtant, le faible niveau de financement de l'éducation au cours des trente dernières années et la dégradation générale de l'éducation et de la science n'y contribuent pas.

Tu as récemment déclaré: «Le développement innovant nécessite une recherche théorique approfondie... Une telle recherche exige une infusion financière massive et le rejet des gains à court terme. L'innovation dans la fabrication de masse nécessite des changements structurels et des financements importants. Nous devrions admettre que la science est dans un état critique et que seul un remaniement fondamental de la sphère socio-économique changera les choses.» Peux-tu nous en dire plus?

Il s'agit d'une question très complexe qui peut être examinée de différentes manières. La politique néolibérale de soi-disant optimisation, les coupes dans les budgets sociaux et culturels, les réductions et la déréglementation, la voie suivie par l'Ukraine depuis l'indépendance, n'est pas seulement un défi pour le système éducatif et scientifique national. Il s'agit d'une opération cohérente visant à sa destruction. L'éducation en Ukraine n'est en aucun cas une priorité pour les autorités et est financée sur une base résiduelle. Même en l'absence d'une sociologie qualitative et de statistiques générales en matière d'éducation, on peut facilement observer la réduction des dépenses.

La conséquence de ces processus est une diminution de la qualité de l'enseignement et de la qualification des employés du monde universitaire, ainsi que sa dévalorisation. L'admission dans un établissement d'enseignement supérieur n'est pas un problème pour la plupart des candidats, car le seuil est très bas. Cependant, il serait erroné de supposer que cela entraîne une plus grande accessibilité et une plus grande démocratie de l'enseignement supérieur. Les bourses d'études sont très faibles et ne couvrent pas les besoins fondamentaux des apprenants. Par conséquent, la plupart des étudiants essaient de trouver un emploi dès que possible, ce qui les éloigne du

processus éducatif. Les étudiants ne se sentent pas partie prenante de l'université. Étant «atomisés», ils ne peuvent pas former un mouvement étudiant, s'engager dans le militantisme syndical et défendre les intérêts collectifs. Il ne leur reste plus qu'à chercher des solutions individuelles aux problèmes et à implorer l'indulgence des enseignants. Dans le même temps, les enseignants, qui n'ont pas de moyens d'organiser un réel processus éducatif de manière qualitative, recherchent l'indulgence des étudiants, en attirant l'attention sur leurs mauvaises conditions. Un tel esprit paternaliste crée ce qu'Inna Sovsun, dans l'article «Une révolution étudiante est-elle possible en Ukraine?», décrit comme l'éthique «misérable» de l'université ukrainienne. Il est extrêmement important de comprendre cette caractéristique pour appréhender la fonction sociale remplie par les universités dans notre pays.

D'autre part, l'Ukraine subit une tendance générale à la privatisation et à la marchandisation de l'enseignement supérieur. Participant au processus de Bologne¹, les autorités transforment peu à peu l'éducation en une marchandise. La logique du fondamentalisme de marché pénètre à tel point que les études et les projets théoriques profonds sont mis en veilleuse pour se concentrer sur les exigences immédiates du monde des affaires. Dès la première année dans une université ukrainienne, les enseignants prêchent que les étudiants doivent s'adapter aux réalités du monde des affaires, apprendre à vendre leurs connaissances, passer des entretiens, etc. Cela n'a rien d'étonnant puisque les entreprises technologiques ukrainiennes et transnationales s'immiscent

1. NdT: déclaration signée à Bologne en 1999 par les ministres en charge de l'enseignement supérieur de 29 pays du continent européen, et qui est à l'origine du processus de convergence des systèmes d'enseignement supérieur des pays européens



souvent dans l'espace universitaire pour recruter des spécialistes bon marché. Cette tendance entraîne une baisse générale de la qualité de l'enseignement et l'orientation de l'enseignement technique non pas sur des connaissances théoriques profondes mais sur la résolution de problèmes pratiques particuliers. Pourtant, ce sont les connaissances fondamentales profondes qui sont absolument nécessaires au développement de la science nationale et à la création d'innovations.

Comment conçois-tu le développement de la science au service d'une société socialiste démocratique et autogérée?

La question du socialisme et d'une société authentiquement démocratique doit nécessairement être considérée à l'échelle mondiale. Par conséquent, la question de l'éducation et de la science et les perspectives de leur développement ne peuvent être analysées qu'au niveau international. Aujourd'hui, le paradigme dominant de l'organisation du système universitaire est le processus de Bologne. J'ai mentionné précédemment les lacunes de la mise en œuvre de ses principes. Cependant, il convient de comprendre que le processus de Bologne est la suite logique de la logique de la mondialisation, qui bat son plein depuis la chute du mur de Berlin. Cette sorte de «consensus de Washington» dans le domaine scientifique implique un ensemble de valeurs, que l'on appelle aujourd'hui communément les valeurs du néolibéralisme, en particulier la marchandisation de l'éducation et de la science. Pour que la connaissance devienne une marchandise, on a créé les conditions permettant de comparer, d'échanger et d'évaluer l'éducation à l'échelle mondiale. Cela a permis d'activer la mobilité des étudiants, la reconnaissance des diplômes d'un pays par un autre, etc. Il serait donc faux de dire que les processus en matière

d'éducation au cours des trente dernières années ont été purement négatifs au niveau international. Par conséquent, la question se pose: quelle position les socialistes doivent-ils adopter – soutenir le processus de Bologne ou être dans l'opposition radicale, une déliaison au sens de Samir Amin? À mon avis, les deux alternatives ne sont pas satisfaisantes.

Nous avons déjà discuté des inconvénients de la première option et nous avons vu que le processus de Bologne ne peut pas être une vision alternative pour l'organisation de l'éducation démocratique et socialiste. Cependant, le retour à une situation pré-Bologne, à mon avis, est peut-être une option encore pire. Ce type d'opposition reflète une tendance politique que l'on observe de manière similaire depuis trente ans. À savoir, la recherche de la soi-disant «propre voie», mettant en avant la particularité de sa nation, des valeurs communautaires et non universelles. Cette voie conduit à la montée du nationalisme et de l'isolationnisme. L'Iran et la Russie en sont des exemples illustrants. Il n'est pas surprenant que les autorités russes aient abandonné le processus de Bologne après le début de l'invasion à grande échelle et aient mis l'accent sur la construction d'une éducation fondée sur les valeurs traditionnelles.

Je crois que pour les vrais communistes qui adhèrent aux valeurs démocratiques radicales, cette contradiction est fautive. Nous ne devons donc pas prendre parti pour l'un ou l'autre de ces voies. Notre alternative ne doit être ni la première ni la seconde, mais quelque chose comme une troisième voie, que l'on ne peut pas observer dans les faits. Choisir cette troisième position c'est créer un espace pour l'expérimentation, la construction d'une nouveauté démocratique indiscernable dans l'état actuel des choses (une logique similaire à celle du livre de Jacques Rancière *Le Maître ignorant*). Et il ne faut pas

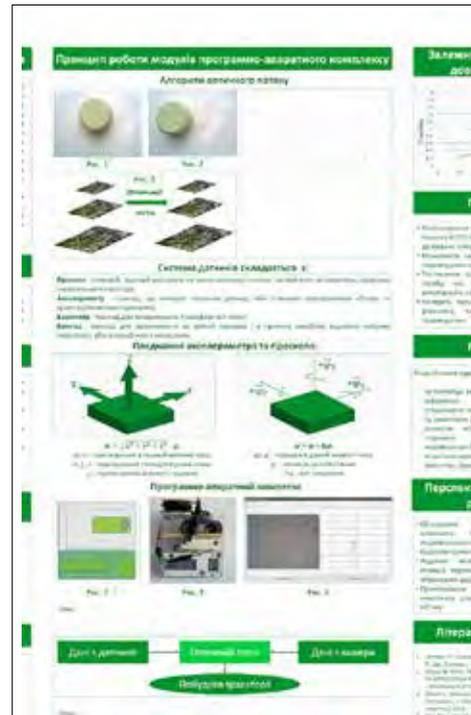
croire que cette position «impossible» n'a pas progressé: les débuts d'une telle expérimentation sont l'Université de Vincennes dans les années 1970, le mouvement coopératif dans le domaine de l'enseignement universitaire, la propriété fiduciaire sur une base publique, etc. La destruction catastrophique de l'éducation ukrainienne due à la guerre est terrible. Cependant, il convient de souligner que la reconstruction d'après-guerre ne doit pas seulement utiliser les anciens modèles, mais aussi expérimenter et proposer de nouvelles méthodes en matière d'éducation.

Sans rien révéler de secret, avez-vous d'autres projets ?

Actuellement, presque tout mon temps libre est occupé par le militantisme et le travail au sein du conseil du Sotsialnyi Rukh. En outre, je suis actuellement en train d'étudier à la faculté de philosophie et d'obtenir une maîtrise. Je ne peux pas dire grand-chose, mais en même temps, j'essaie d'établir des contacts avec l'«armée des drones» de l'armée ukrainienne. Il se peut que quelque chose en ressorte à l'avenir.



5 DÉCEMBRE 2022



Shéma du boîtier.

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

UN PROJET DE LOI QUI DÉMORALISE L'ARMÉE

Avant le 24 février, on estimait à 7 000 le nombre de femmes ayant combattu au Donbass. L'association des anciennes combattantes [du Donbass] (UWVM) s'est fixée pour but «la défense et protection des droits des femmes vétérans et du personnel militaire [féminin] actif» (voir «Ukrainiennes en armes», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 11). Elles seraient aujourd'hui 30 000 à affronter l'armée russe sur les champs de bataille. Aujourd'hui, l'UWVM tire la sonnette d'alarme. Nous publions sa déclaration du 15 décembre, dont la lecture permet de comprendre la gravité de la situation



Le projet de loi n° 8271 renforce les sanctions contre le personnel militaire, ce qui est dangereux pour la démocratie ukrainienne! Récemment, le Parlement a soutenu ce projet, qui affaiblit le droit des militaires à la protection juridique et le droit des tribunaux de prendre en compte toutes les circonstances lorsqu'ils rendent un verdict de culpabilité. Ce projet a été adopté dans la discrétion [...], sans débat public, ni possibilité d'amélioration. Le Parlement a également décidé d'envoyer immédiatement le projet au président pour signature.

Si le projet n° 8271 devient loi, un tribunal aura la capacité d'infliger aux militaires des peines de prison de trois à dix ans, pour désobéissance, non-respect d'un ordre, abandon volontaire d'un lieu de service, désertion, abandon volontaire du champ de bataille ou refus d'agir avec des armes. Dans le même temps, la possibilité de probation et de libération anticipée est supprimée. C'est-à-dire qu'il ne reste au tribunal

que la possibilité d'un licenciement en raison de circonstances atténuantes. L'interdiction de la prise en compte des circonstances atténuantes pour les militaires mis en cause est inacceptable dans un État démocratique libre, qui a la possibilité de se développer grâce aux forces armées. Les preuves et circonstances de l'affaire doivent être examinées et évaluées par le tribunal dans leur intégralité.

Ce projet de loi est non seulement illogique et cruel, mais il démoralise également l'armée et présente les militaires comme des criminels. À l'heure où ceux qui défendent les intérêts russes en Ukraine ne sont toujours pas punis, les autorités vont emprisonner des combattants pour le fait qu'ils demandent souvent simplement une meilleure gestion ou organisation de l'armée.

Cette déclaration n'a pas pour but d'inciter à l'inimitié. Alors que nos défenseurs se battent pour la liberté au front, nous devons lutter pour un État démocratique à l'arrière.

Les militaires ukrainiens méritent une justice honnête qui examine l'affaire dans son intégralité, avec la possibilité d'une réduction ou d'une exemption de peine, en tenant compte des circonstances atténuantes.

Nous exigeons des lois qui respectent l'armée ukrainienne et son service. Nous appelons à ne pas permettre l'humiliation des militaires, qui protègent directement notre présent et notre avenir avec leur vie. Signer la pétition pour le veto contre la loi n° 8271.

15 DÉCEMBRE 2022

À cette date, la pétition a récolté 26 582 signatures.

LE SERVICE DE SANTÉ UKRAÏNIEN NE PAIE PAS LES INFIRMIÈRES ALORS QUE LA RUSSIE FRAPPE LES HÔPITAUX

KATERYNA SEMCHUK¹

Depuis février, l'Organisation mondiale de la santé a recensé 703 attaques de la Russie contre des établissements de santé ukrainiens. Les travailleurs de la santé ukrainiens ne sont pas payés, car les effets de la réforme des soins de santé décidée avant-guerre affectent les salaires et la sécurité de l'emploi dans une économie ravagée par l'invasion russe.

Le personnel médical dans tout le pays a déclaré à *Open Democracy* qu'il n'avait pas reçu son salaire ces derniers mois, le résultat d'une réforme qui a débuté en 2018.

En juillet, le ministère ukrainien de la santé a décidé que les hôpitaux situés en dehors des zones de conflit ne seraient payés que pour les services qu'ils fournissent aux patient·es, annulant ainsi la garantie donnée immédiatement après l'invasion russe selon laquelle les hôpitaux recevraient chaque mois un douzième de leur revenu annuel.

Dans le cadre du nouveau système de soins de santé ukrainien, le/la patient·e choisit l'endroit où il/elle veut être soigné·e et l'État, par l'intermédiaire du service national de santé ukrainien, paie ensuite l'hôpital choisi pour les services qu'il a fournis.

En d'autres termes, les hôpitaux ukrainiens doivent gagner des fonds en attirant davantage de patient·es. Le gouvernement a déclaré que le retour aux règles du marché intérieur permettrait une utilisation «plus

efficace» des fonds publics pour les hôpitaux de première ligne touchés par l'invasion.

Mais alors que la guerre de la Russie frappe les finances de l'État ukrainien, ce système «l'argent suit le patient» a laissé au moins une douzaine d'hôpitaux et de cliniques confrontés à des problèmes budgétaires, incapables de payer les salaires des employé·es, ou se préparant à la fermeture de leurs installations, ont déclaré à *Open Democracy* des travailleur·euses de la santé à travers l'Ukraine.

Pour les travailleur·euses essentiel·les des hôpitaux ukrainiens, cela signifie une lutte pour joindre les deux bouts. Certains hôpitaux ont cessé de payer les salaires des infirmières et des autres membres du personnel de santé, ce qui a coïncidé avec la hausse des coûts quotidiens due à la dépréciation de la monnaie et à un taux d'inflation de 30 % causé par l'invasion russe.

LUTTER POUR LES SALAIRES

Dans l'Ouest de l'Ukraine, le personnel médical de l'hôpital clinique régional des maladies infectieuses d'Ivano-Frankivsk n'a pas reçu l'intégralité de ses salaires en temps voulu depuis août. Le 7 novembre, certains membres du personnel n'avaient pas reçu de salaire depuis trois mois et près de 80 travailleur·euses ont manifesté devant l'hôpital, exigeant que la direction paie leurs salaires.

Alina, une infirmière de la clinique qui a souhaité garder l'anonymat par crainte pour son emploi, a déclaré à *Open Democracy* que les infirmières avaient

1. Kateryna Semchuk est correspondante en Ukraine d'*Open Democracy*.

reçu une avance de 200 hryvnias (environ 6 euros) pour le mois de novembre et qu'elles n'avaient toujours pas reçu les arriérés pour le mois d'octobre. Le salaire moyen des infirmières en Ukraine se situe entre 10 000 et 13 000 hryvnias par mois (263 à 342 euros).

Exprimant sa frustration, Alina a déclaré que les infirmières de son hôpital devaient souvent se battre pour que leurs salaires soient payés à temps, y compris pendant la pandémie, lorsque l'hôpital traitait un grand nombre de patients atteints du coronavirus et que les médecins recevaient des salaires plus élevés que d'habitude. Après leur protestation en novembre, Alina et ses collègues ont reçu leurs salaires pour les mois d'août et de septembre, explique-t-elle.

Le directeur de l'hôpital, Mykola Stovban, a déclaré à *Open Democracy* que les coûts salariaux mensuels des employé·es s'élèvent, en moyenne, à 3 600 000 hryvnias (94 776 euros) pour les 236 membres du personnel. Stovban a déclaré qu'entre août et novembre, l'hôpital n'a reçu qu'entre 60 et 70 % de cette somme en raison du nombre de patient·es admis·es à l'hôpital, ce qui a entraîné un déficit.

Depuis le début de l'année, 36 membres du personnel de l'hôpital ont perdu leur emploi en raison de cette «optimisation», c'est-à-dire des réductions de personnel visant à réduire la pression budgétaire.

«Actuellement, l'hôpital n'est pas plein de patient·es, habituellement les lits ici sont remplis à 50 %, a déclaré Stovban aux médias locaux, nous devons traiter cent patient·es par jour [pour gagner suffisamment d'argent].»

M. Stovban a déclaré que l'hôpital percevait des revenus par le biais de contrats avec le service national de santé ukrainien et qu'il attendait actuellement des paiements supplémentaires pour octobre et novembre. Il a ajouté que dix autres hôpitaux

spécialisés sont confrontés au même problème d'insuffisance des salaires.

Le ministère de la santé nie ces faits, déclarant aux médias locaux qu'il n'a pas de dettes impayées envers la clinique d'Ivano-Frankivsk. Il affirme avoir payé à la clinique 1 790 000 hryvnia (46 926 euros) en octobre, et 1 960 000 hryvnia (51 383 euros) en septembre. Le ministère de la santé a déclaré que l'hôpital a un contrat pour sept ensembles de services médicaux, y compris, selon Stovban, avec un ensemble de financement supplémentaire de 5 000 000 hryvnias (131 079 euros) pour les salaires des employé·es pendant quatre mois.

Les salaires impayés sont un problème de long terme en Ukraine. Entre janvier et octobre 2022, le total des salaires dus aux travailleur·euses a atteint un milliard de hryvnias (26 millions d'euros), selon la Fédération des syndicats d'Ukraine, bien que 402,8 millions de hryvnias (10,5 millions d'euros) aient finalement été payés.

Le ministère ukrainien de la santé a déclaré à *Open Democracy* qu'il ne tenait plus de registre des salaires impayés ou du nombre d'hôpitaux menacés de fermeture (ou en cours de fermeture), car il a délégué ces fonctions aux autorités locales dans le cadre de la réforme des soins de santé.

«Le directeur de l'hôpital est responsable de la situation financière et du paiement des salaires des travailleurs de la santé», a déclaré le ministère.

LES HÔPITAUX MENACÉS

Les problèmes auxquels sont confrontés l'hôpital d'Ivano-Frankivsk sont typiques de la récente réforme du marché intérieur de l'Ukraine. Dans le cadre de la première étape de la réforme des soins de santé en Ukraine en 2018, la propriété des établissements de soins de santé primaires a été transférée



des institutions de l'État central aux administrations locales. Cela devait permettre aux administrations locales de signer des contrats avec le service de santé nouvellement créé et de recevoir un financement direct pour les services rendus aux patients à partir du budget de l'État.

Lors de la deuxième étape de la réforme, qui a débuté en avril 2020, au moment où le Covid a frappé le pays, les hôpitaux spécialisés ont commencé à fonctionner selon des contrats avec le ministère de la Santé. Depuis lors, les hôpitaux spécialisés sont financés sur la base des services rendus aux patients que l'État paie.

L'objectif initial de la réforme, lancée par l'ancienne ministre de la Santé Uliana Suprun, était de passer du financement des hôpitaux au financement des besoins des patients. Dans le même temps, la réforme visait à réduire les dépenses de l'État et la corruption, et à rendre les soins de santé plus accessibles aux Ukrainien·nes. Avant la réforme, bien que les soins de santé soient gratuits en Ukraine, les patient·es étaient contraint·es d'acheter des médicaments et de payer les soins de manière informelle en raison d'un financement insuffisant. Mais le nouveau système expose les hôpitaux spécialisés ou les hôpitaux des petites communautés rurales à un risque de fermeture. Avec la diminution du nombre de patients graves atteints de Covid, les pratiques actuelles de réforme des soins de santé remettent en question la nécessité même de cliniques spécialisées dans les maladies infectieuses comme celle d'Ivano-Frankivsk.

Oksana Slobodiana, du mouvement de santé Be Like Nin a rencontré l'ancien ministre de la santé Maksym Stefanov sur les effets catastrophiques de la réforme des soins de santé.

« Cette réforme, d'après ce que je comprends, est très commerciale. J'observe qu'elle vise à rendre

les soins de santé complètement privés », a déclaré Slobodiana à *Open Democracy*. « Les soins de santé [ukrainiens] ont toujours été financés par l'État. En fait, pendant trente ans, [les soins de santé] ont été sous-financés et non développés. » « Et puis la réforme arrive et dit : bon, désolé, si l'hôpital est inefficace, alors il n'a pas le droit d'exister. Qui doit déterminer cette efficacité ? », demande Slobodiana.

Bien que la pandémie de Covid et l'invasion russe aient temporairement suspendu le processus de fermeture des hôpitaux ukrainiens dans le cadre de la réforme des soins de santé, M. Slobodiana pense que les fermetures d'hôpitaux pourraient s'accélérer, malgré le fait que les villes et les infrastructures ukrainiennes soient visées sans relâche par les frappes aériennes russes.

« Pourquoi ne pas transformer [ces hôpitaux inefficaces] en centres de réadaptation, de soins palliatifs ou de soins aux personnes âgées ?, demande Slobodiana. Il est possible de résoudre ces problèmes en pensant aux Ukrainien·nes, plutôt qu'aux entreprises. »

La fermeture d'hôpitaux et de cliniques pourrait avoir des conséquences directes pour les Ukrainien·nes, d'autant plus que l'invasion russe a mis à rude épreuve le système de santé et les finances de l'État ukrainien. Depuis février, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé 703 attaques de la Russie contre des établissements de santé en Ukraine.

Les 22 et 23 novembre, des roquettes russes ont endommagé une maternité dans la ville de Zaporijia (sud-est) et une clinique locale à Koupiansk, dans l'est de l'Ukraine. À la suite d'une attaque massive de roquettes par la Russie contre l'Ukraine le même jour, les hôpitaux des grandes villes ont été privés d'électricité.

« Les attaques incessantes contre les infrastructures sanitaires et énergétiques font que des centaines

VIENT DE PARAÎTRE



d'hôpitaux et d'établissements de soins ne sont plus pleinement opérationnels et manquent de carburant, d'eau et d'électricité pour répondre aux besoins fondamentaux», a déclaré le directeur régional de l'OMS, le Dr Hans Kluge, lors d'une conférence de presse à Kiyv la semaine dernière. Il a ajouté :

La crise énergétique dévastatrice, l'aggravation de l'urgence en matière de santé mentale, les contraintes qui pèsent sur l'humanitaire et le risque d'infections virales feront de cet hiver un test formidable pour le système de santé ukrainien. Cet

hiver mettra la vie de millions de personnes en danger en Ukraine.

Le ministère de la santé a déclaré qu'il n'était pas habilité à approuver la réorganisation ou la fermeture des hôpitaux, et qu'il ne détenait pas d'informations sur leur éventuelle fermeture.

29 NOVEMBRE 2022

Publié par *Open Democracy*

Traduction Patrick Le Tréhondat

PAS DE SALAIRE DEPUIS TROIS MOIS POUR LE PERSONNEL MÉDICAL

TURII ROMAN¹

Depuis le mois d'août, le personnel médical de l'hôpital régional des maladies infectieuses d'Ivano-Frankivsk n'a pas reçu l'intégralité de son salaire. Ils et elles n'ont été payés que de 1 000 à 3 000 hryvnias (26,33 euros à 78,98 euros).

Le 7 novembre, le personnel qui n'est pas satisfait de cette situation s'est rassemblé près de l'hôpital. Certaines n'ont tout simplement pas assez d'argent pour vivre et payer leurs dépenses courantes, d'autres ne peuvent pas payer l'éducation de leurs enfants.

Pour quatre mois de travail, l'une des infirmières, Galina Humenyak, a reçu un total de 7 000 hryvnias (184,29 euros). Bien que le salaire mensuel d'une infirmière soit de 13 000 hryvnias (342,25 euros). Elle a déclaré à *Galka* :

Les médecins disent qu'ils font leur travail de manière responsable. Cependant, la direction ne donne pas de réponses claires à l'apparition des endettements. Les employé·es ont également fait appel au Fonds de retraite, où on leur a dit que depuis juillet, l'hôpital n'avait pas payé les contributions appropriées.

Le chef comptable de l'hôpital des maladies infectieuses, Zoryana Tkachuk, a tenté d'expliquer qu'en juillet, l'institution médicale a reçu 1 800 000 hryvnias (47 388 euros) de l'État, et 700 000 hryvnias (18 428 euros) supplémentaires pour le traitement des patients. Ce n'est pas suffisant. L'institution reçoit des fonds en fonction du nombre de patients traités, plus il y a de patients, mieux c'est. «L'institution manque de financement, qui devrait être d'environ 4 000 000 hryvnias (105 307 euros). Après tout, l'hôpital doit acheter des médicaments et de la nourriture, ce qui explique cette situation», explique M. Tkachuk.

1. Journaliste à *Galka*.

Le comptable dit qu'un certain pourcentage des contributions au Fonds de retraite est payé. Les travailleurs médicaux s'indignent que l'hôpital compte plusieurs adjoints qui ne sont pas en mesure de répondre à leurs questions depuis plusieurs mois.

«Si vous ne nous payez pas, n'exigez pas que nous remplissions nos fonctions. Les gens des districts ne peuvent pas se rendre au travail, alors Ivanka dépense 300 hryvnias (8 euros) pour se déplcer. Et que doit-elle faire? Comment y arriver avec un tel salaire», ajoute M. Humeniak.

Les gens disent aussi que les autres institutions médicales de la ville n'ont pas de problèmes de financement. Après une heure d'attente et de tentatives d'organiser une rencontre avec les employés, le directeur général de l'institution, Mykola Stovban, est venu à la rencontre des salariés.

Il a déclaré que l'hôpital gagne de l'argent grâce à des contrats avec le ministère de santé. L'hôpital a signé l'avenant n° 49 pour les paiements supplémentaires le 12 octobre, mais l'argent n'a pas encore été reçu. En septembre, il a reçu 795 000 hryvnias (20 834 euros), mais d'après les calculs, il aurait dû recevoir 1 800 000 hryvnias (47 171 euros). Toutes les dettes auraient dû être remboursées à la fin du mois de novembre.

«L'hôpital des maladies infectieuses emploie 236 personnes. Le fonds salarial de l'hôpital est de 4 000 000 hryvnias (104 825 euros), mais l'hôpital reçoit 2 300 000 hryvnias (60 274 euros). L'hôpital n'est pas actuellement rempli de patients, habituellement les lits sont remplis à 50 %. Nous avons besoin de traiter 100 patients par jour. Nous avons payé une seule contribution sociale d'un montant de 350 000 UAH (9 172 euros) pour le mois d'août», a déclaré M. Stovban.

Il a ajouté que la même situation concernant les salaires se retrouve dans dix autres hôpitaux. Et il a noté que «ces événements nous poussent à optimiser, mais cela ne se fera pas par le biais du personnel médical le plus jeune».

À ce propos, l'institution accuse également un retard dans le paiement des indemnités de vacances et de «santé». Stovban a dit que l'argent viendra, car le document a déjà été signé. Seulement l'argent arrivera dans un certain délai. Il a déclaré qu'il y a une pénurie de fonds dans tout le pays.

«Dans la nuit [du 6 au 7 novembre 2022], l'argent a été transféré sur le compte de l'établissement. Maintenant, nous fermons les services pour le mois de septembre aux infirmières les plus jeunes. Et nous en laisserons autant que possible pour septembre. Ceux qui ont des parents dans les forces armées, nous leur donnons des “trucs”», a déclaré Stovban.

Au total, les arriérés de salaires dans l'institution s'élèvent à 6 millions de hryvnias (157 238 euros) dont 800 000 (20 965 euros) pour la contribution sociale unique.

7 NOVEMBRE 2022

Publié par *Galka*

Traduction Patrick Le Tréhondat



16 JOURS D'ACTION ACTIVE CONTRE LES VIOLENCES DE GENRE

BILKIS

Pour la quatrième année consécutive, notre groupe a participé à la campagne internationale «Seize jours d'action active contre les violences basées sur le genre». En cette période difficile, nous avons essayé d'attirer l'attention de l'opinion sur cette question et de diffuser le plus d'informations possibles.

L'une de nos activités, qui a été et reste centrale, est la collecte et la publication d'histoires personnelles de femmes qui ont survécu à la violence sexiste. Nous savons à quel point il peut être difficile d'en parler; nous savons à quel point il peut être difficile de vivre cette expérience. Nous voyons qu'il s'agit d'un sujet très tabou dans la société et que le blâme des victimes est très courant.

Nous voulons donner de l'espace pour vos voix, pour vos réflexions sur ce sujet, pour que vous le viviez. Chaque année, nous avons publié seize histoires, cette année, nous en avons publiée dix-neuf.

En outre, nous avons mené des activités de rue: collé des affiches sur l'importance du concept de consentement, distribué des tracts sur la violence domestique et organisé une série d'actions contre la marque La Cerise ivre.

Sur l'importance du concept de consentement, nous avons utilisé des images de chats pour attirer l'attention sur nos affiches qui proposaient de courts messages: «Le silence n'est pas un signe de consentement. Le silence est un signe d'absence de réaction. Prends ça comme un non!»; «Un non-féminin veut

dire non! Oui au féminin veut dire oui! Tout comme $2 \times 2 = 4$ », etc.

Nous avons également organisé plusieurs événements: des conférences sur la violence sexiste et la violence dans l'art; une projection de films au festival de films en ligne Filma.

LVIV, LE 15 DÉCEMBRE 2022



LE GROUPE FÉMINISTE BILKIS HARCELÉ PAR LES FASCISTES

PATRICK LE TRÉHONDAT

Depuis plusieurs jours, le groupe féministe de Lviv a lancé une campagne contre la marque de liqueur La Cerise ivre qui affiche sur les étiquettes de ses bouteilles une femme dénudée. Le groupe féministe explique ainsi sa campagne :

Hier [samedi 26 novembre], nous avons organisé un rassemblement près d'un des établissements de Cerise ivre¹. Nous étions avec des affiches «Arrêtez de sexualiser les femmes», «Le corps féminin n'est pas votre publicité», «Boycottez les sexistes», et une activiste a peint un homme dans le style avec lequel la marque voit les femmes, c'est-à-dire nu et avec une cerise. Nos revendications sont inchangées : «Non à la représentation appelant à la violence et non à la sexualisation des femmes.» Malheureusement, nous ne sommes pas entendus. Alors, aujourd'hui, nous continuons notre combat et manifestons à nouveau devant le même établissement, de 15 heures à 17 heures. Rejoignez-nous!

Le week-end, Bilkis organise des rassemblements devant l'un des magasins de la Cerise ivre à Lviv. Mais, dans la semaine qui a suivi l'un de ces rassemblements, le groupe fasciste Katarsis a lancé des menaces contre Bilkis pour sa mobilisation des 3 et 4 décembre 2002. Bilkis a immédiatement réagi :

1. Marque de liqueurs à Lviv, dont les étiquettes des bouteilles affichent des femmes dénudées. Sur son site, la marque indique : «Chaque femme au foyer de Lviv fabriquait cette liqueur et chaque jeune femme connaissait ce goût. Elle aide à trouver l'amour depuis le 17^e siècle.»

Nous devons vous alerter : l'autre jour, nous avons reçu un message de Katarsis. Nous pensons qu'il s'agit d'un appel à l'intimidation. Par conséquent, nous tenons à vous avertir qu'il peut y avoir des provocations ou des attaques pendant et après la mobilisation. Et nous savons que les militants de Katarsis ou d'associations similaires peuvent attaquer des militantes après l'action. Pour nous, ces intimidations ne sont pas une raison pour ne pas avoir d'actions, car c'est exactement ce qu'ils essaient d'obtenir. Mais nous ne voulons pas vous mettre en danger, alors honnêtement nous vous avertissons de la situation.

Katarsis est un groupe néonazi très présent dans la rue, qui publie notamment des informations personnelles sur les militants de gauche. Sa chaîne Telegram compte 135 000 abonnés, principalement des néonazis et des fascistes et ses militants actifs sont nombreux. Maksym, un militant de gauche de Lviv, nous a confié : «Ça craint, parce qu'ils ont posté beaucoup de mes données perso.»

Samedi 3 décembre, Katarsis était présent lors du rassemblement de Bilkis et il y a eu un mini-affrontement entre un militant du Sotsialnyi Rukh et un nazi. Le lendemain matin Blikis déclarait :

Samedi 3 décembre, nous avons organisé pour la troisième fois une action de rue devant l'un des établissements de la Cerise ivre. Les partisans de Katharsis sont également venus avec leurs affiches : «Les nues sont bon marché», «Laissez la femme nue et envoyez les radicales au front». Ce sont les mensonges et les manipulations dans l'espace public qui sont engagés par ceux qui sont pour la discri-



mination dans la publicité. Très impérial, car ce sont les mécanismes de la propagande russe. Nous sommes encore surprises par l'argumentation des partisans du sexisme et de la culture du viol. Alors venez à la mobilisation aujourd'hui dimanche de 15 à 17 heures!

De son côté, dimanche matin, Sotsialnyi Rukh déclarait:

La Cerise ivre est connu pour son traitement terrible des droits des travailleurs, la corruption et le parasitage de stéréotypes sexistes. La manifestation du 3 décembre a attiré l'attention sur les réseaux sociaux et soulevé des questions du droit à la libre manifestation pendant la guerre. Il n'y a pas eu sur le moment de menaces de violence physique de la part de jeunes de l'ultradroite antidémocratique mais une tentative d'«attraper» des activistes une fois la mobilisation terminée. De plus, de jeunes hommes non identifiés sont venus au rassemblement, ont pris des photos en portant de fausses affiches dans le but de discréditer les activistes.

Ce dimanche 4 décembre les militantes de Bilkis étaient de nouveau présentes devant le magasin avec leurs pancartes par – 1°. Les fascistes étaient là aussi, mais en raison de la présence de la police, les choses se sont bien passées. Bilkis avait organisé un direct sur instagram du piquet.

Lundi matin 5 décembre, tirant le bilan de leur mobilisation, Bilkis déclarait:

Hier, nous avons tenu notre mobilisation devant l'un des établissements la Cerise ivre. Malgré les provocations des jeunes d'extrême droite et quelques commentaires négatifs des passants, nous avons eu un soutien incroyable tant dans la rue que sur nos réseaux sociaux ce week-end! Les policiers présents ont essayé de nous expliquer qu'il n'y a pas de sexisme et de discrimination chez la Cerise

ivre. Un des policiers a même exhorté les passants à visiter le magasin. Au total, nous avons organisé quatre mobilisations. Nous vous rappelons que ces actions ont eu lieu dans le cadre de l'action internationale de seize jours d'action active contre les violences basées sur le genre. La violence contre les femmes doit être complètement éradiquée de notre société!

5 DÉCEMBRE 2022



LES ÉTUDIANTS PROTESTENT CONTRE LA FERMETURE DE L'ACADÉMIE DE L'IMPRIMERIE DE LVIV

MAKSYM SHUMAKOV¹

Le samedi 12 novembre, une manifestation étudiante contre la fermeture de l'Académie de l'imprimerie a eu lieu à Lviv.

Le ministère de l'éducation et des sciences de l'Ukraine a préparé une ordonnance non motivée sur le devenir de l'Académie ukrainienne de l'imprimerie à l'Université nationale Ivan Franko Lviv sans notification ni accord avec les étudiants et le personnel de l'académie. Prendre une telle décision au milieu de l'année académique ne contribuera pas à la formation de qualité du personnel pour les domaines concernés pendant la loi martiale et, sans aucun doute, provoquera l'opposition des étudiants et du personnel de l'académie.

Il s'agit d'une politique délibérée visant à détruire l'éducation ukrainienne. Ainsi, en mai 2021, le conseil d'administration d'une des structures de la Banque mondiale a approuvé un prêt d'un montant de 200 millions de dollars pour l'audit des universités ukrainiennes en vue de leur fusion ou de leur fermeture. La réforme concerne les 150 plus grandes universités d'État. Selon le plan du ministère ukrainien de l'éducation et des sciences, il ne devrait pas rester plus de 80 établissements d'enseignement supérieur.

L'Académie d'imprimerie de Lviv n'est pas la première victime de cette réforme. En décembre dernier, nous avons informé de la manifestation des

étudiants et enseignants de l'Université nationale de construction et d'architecture de Kharkiv contre la fermeture de leur université.

Comme pour la situation sur l'Université nationale de construction et d'architecture de Kharkiv, nous avons des informations privilégiées selon lesquelles le promoteur fait pression pour la fermeture de l'institution afin d'acheter le terrain appartenant à l'académie.

Par conséquent, la fermeture de l'université n'est pas liée à la guerre et aurait eu lieu de toute façon. La destruction des infrastructures de l'éducation



1. Maksym Shumakov, étudiant à Lviv, membre de l'organisation Sotsialnyi Rukh.

entraînera une diminution du nombre de spécialistes et aura un effet dévastateur sur l'économie du pays.

Il peut sembler étrange que l'État soit engagé dans une forme d'autodestruction. Cependant, il remplit bien sa fonction, représentant les intérêts du capital international et local.

1. La première nécessité est de produire plus de matières premières, et non des concurrents dans les industries à forte intensité scientifique.

2. La seconde motivation – le profit immédiat. Les fonctionnaires reçoivent des pots-de-vin et le soutien des entreprises.

3. Les intérêts de la société ne sont pas inclus dans cette vision.

Lors du rassemblement des étudiants on pouvait entendre les slogans suivants: «Les étudiants sont obligés de manifester pendant la guerre!»; «Ne créez pas d'ennemi intérieur!»; «Ceux qui font chavirer le bateau ne sont pas ceux qui se battent pour leurs droits, mais ceux qui poursuivent des politiques anti-ouvrières et antisociales.»

Nous pouvons nous taire et souffrir, année après année, en perdant tout espoir d'un avenir meilleur. Ou suivre l'exemple des étudiants de Lviv et commencer la lutte ici et maintenant.

Les étudiants et les enseignants de toutes les universités ukrainiennes devraient soutenir la campagne, car demain ils vont aussi «optimiser» leur établissement.

Partagez cette information sur les réseaux sociaux! Ce n'est que grâce à la publicité et à la solidarité qu'il est possible d'arrêter cette attaque contre la société!

Vive l'Académie de l'imprimerie de Lviv!

13 NOVEMBRE 2022

Publié par le site du [Sotsialniy Rukh](https://sotsialniy.rukh.org/)

Traduction Patrick Le Tréhondat

Déclaration

L'Académie de l'imprimerie de Lviv doit vivre!

Les éditions Syllepse (Paris, France), comme l'ensemble des acteurs du livre, sont attachées à la formation de techniciens et des techniciennes de qualité dans tous les domaines qui touchent à l'édition de livres.

Fondée en 1930, l'Académie de l'imprimerie de Lviv a acquis une réputation internationale dans ces domaines de formation. Aussi, c'est avec consternation que nous apprenons la possible fermeture de cette Académie qui constituerait une grande perte pour l'édition tant en Ukraine qu'au niveau international.

Les éditions Syllepse saluent la mobilisation des étudiant·es qui s'opposent à cette fermeture. Elles leur expriment leur pleine solidarité et espèrent que la disparition programmée de l'Académie sera mise en échec.

Paris, le 17 novembre 2022





PRISES DE POSITION

SUR LA RÉSISTANCE TCHÉTCHÈNE ET LA SOLIDARITÉ POST-COLONIALE

LILIA YULDASHEVA¹

Quelles leçons peut-on tirer de l'histoire des guerres de Tchétchénie? Comment les habitants de la République ont-ils lutté pour leur liberté et leur indépendance? Liliya Yuldasheva, militante et chercheuse, parle de la colonisation du Caucase du Nord et de la résistance tchétchène.



L'agression militaire à laquelle l'Ukraine est confrontée aujourd'hui et le traitement inhumain infligé aux citoyens ukrainiens dans les territoires occupés ne sont pas propres à l'histoire de la Russie post-soviétique. La substitution de la politique étrangère par la violence directe est au cœur du régime de Poutine, qui a été établi au début de la deuxième guerre de Tchétchénie. Déjà à l'époque, en 1999, face à un Eltsine vieillissant et incapable de prendre des décisions politiques, Poutine proposait de recourir à la saisie militaire, au bombardement aveugle des centres de population et à la terreur contre les civils pour résoudre la « crise tchétchène ».

Mais en dehors de la République tchétchène d'Ichkérie, seuls quelques-uns – notamment les militant·es des droits de l'homme et les journalistes – ont pris conscience de l'horreur des événements à l'époque. La société russe, qui dans les années 1990 semblait chercher la démocratisation et à l'humanisation, est restée indifférente aux

méthodes inhumaines de la guerre en Tchétchénie. Cette myopie, alimentée par la croyance en l'image du terroriste moudjahidin propagée par les médias, a probablement été le précurseur d'une indifférence générale à l'égard des hostilités ultérieures également. Il n'y a pas eu de manifestations de masse contre l'invasion de la Géorgie en 2008, tout comme il n'y en a pas eu dans les années 2010 contre l'implication de la Russie dans la guerre en Syrie et en Afrique du Sud. Et déjà en 2014, la majorité de la population percevait l'occupation de la Crimée comme un signe du renouveau de la grandeur de la patrie.

L'instauration du régime autoritaire de Kadyrov en République tchétchène, qui a mis fin à la deuxième guerre de Tchétchénie, nous indique les objectifs du régime de Poutine dans les territoires occupés d'Ukraine: contrôle total de la sphère publique, suppression de l'opposition par la force (camps de filtration, enlèvements, torture, répression des militant·es et de leurs familles), loyauté totale, absence de droits et libertés civils, utilisation des habitant·es de la région comme ressource dans les conflits armés (mobilisation forcée).

La violence coloniale est connue pour fonctionner comme un boomerang: testée sur les territoires coloniaux, elle revient dans la métropole. Nous pouvons voir comment les méthodes de torture, de surveillance, d'enlèvement, de détentions difficiles et d'intimidation, exigeant que celles et ceux qui critiquent le régime présentent des excuses publiques (leur enregistrement vidéo), migrent de la Tchétchénie vers d'autres régions. Lorsqu'il élabore des stratégies

1. Activiste et spécialiste de la colonisation du Caucase et de la résistance tchétchène.

de résistance et des tactiques de défiance à l'égard du régime, le mouvement antiguerre peut prendre en compte l'expérience des personnes qui, au cours des 25 dernières années, ont agi dans des conditions d'urgence, certes non similaires, mais structurellement semblables.

LE COLONIALISME RUSSE ET LE CAUCASE

L'affirmation selon laquelle, contrairement aux États européens, la Russie n'a jamais mené de guerre coloniale est un élément important du récit idéologique russe contemporain. Cependant, la longue histoire de la conquête et de la répression des peuples du Caucase du Nord, qui a commencé en 1801 et se poursuit jusqu'à aujourd'hui, démontre clairement la nature coloniale des nouvelles formes d'État russe, que ce soit dans l'Empire russe, l'URSS ou la Fédération de Russie.

La vision coloniale de l'histoire du Caucase et des guerres du Caucase imprègne profondément la société russe et imprègne l'éducation et la culture. Les œuvres des classiques de la littérature russe (Lermontov, Bestuzhev-Marlinsky, Pouchkine, Tolstoï, Griboyedov, etc.), qui font partie du programme scolaire obligatoire, sont empreintes d'orientalisme et d'exotisation. Les peuples du Caucase sont ici dépeints comme des « montagnards fiers et rebelles » qui demandent la « pacification », la « soumission » et la « christianisation ». Dans le même temps, la guerre est considérée comme une « nécessité historique », et les officiers et généraux de l'armée russe (comme Alexey Ermolov), connus pour leurs méthodes de guerre brutales, apparaissent parfois comme des commandants courageux et des héros.

Il convient de noter que certains des auteurs canoniques ont exprimé leur position antiguerre et critiqué

la politique de l'Empire russe dans le Caucase, et ont cherché à créer des images poétisées et complexes des « montagnards ». Et pourtant, la plupart d'entre eux étaient simplement contraints par leur origine à devenir officiers dans l'armée russe. Dans le même temps, le point de vue des auteurs d'origine caucasienne (sur la guerre du Caucase, l'histoire du développement de la région, sa représentation, etc.) n'était pratiquement jamais représenté dans le champ culturel russe au sens large, et ce fait n'a jamais fait l'objet d'un débat public.

La littérature dans le Caucase du Nord était principalement en arabe (en raison de l'islamisation de la région, qui s'est achevée au 16^e siècle) et existait également sous forme de littérature orale dans les langues autochtones. Seuls quelques rares monuments en langue arabe ou des enregistrements folkloriques en langue tchéchène, par exemple, sont parvenus jusqu'à nous. Ce fait était directement lié à la répression et à la déportation des peuples caucasiens, et a entraîné la destruction littérale des porteurs de connaissances folkloriques, des objets culturels et des textes. Quant aux textes disponibles, ils ne trouvent pas leur place dans les programmes d'enseignement et dans le domaine culturel, en raison de l'héritage de la politique coloniale d'effacement de la mémoire et de la connaissance des cultures locales. Par exemple, l'un des rares monuments historiques et artistiques qui subsistent sur la guerre du Caucase, la chronique de Muhammed Tahir al-Qarakhi, *The Shining of Daghestan Checkers in Some Shamil Battles* (écrite en arabe dans les années 1850, traduite en russe en 1941), reste intéressante pour les spécialistes des études arabes russes (mais pas pour les étudiants en histoire ou en philologie). C'est un problème systémique : plus de 180 langues parlées, écrites et pensées dans la Russie multiethnique ne font pas

partie de son histoire littéraire. «Littérature russe», lorsqu'on se réfère aux programmes scolaires et universitaires, ne coïncide ni avec «russe» ni avec «russo-phonie». D'une part, elle exclut les œuvres d'auteurs de Russie écrites dans d'autres langues; d'autre part, les auteurs d'autres pays écrivant en russe. Cette double exclusion crée l'illusion d'un espace linguistique et artistique homogène en Russie, et d'une correspondance relative entre les zones de présence de la langue russe et les frontières de l'État. On n'est pas loin de l'idée que les territoires russophones doivent devenir des territoires russes.

L'absence de réflexion sur la manière dont la culture s'inscrit dans la politique de l'État et en est un instrument, est due, entre autres, à la vision répandue de la littérature comme un canon esthétique stable dans lequel les caractéristiques du plan artistique sont d'une importance capitale. Cette approche non critique et dépolitisée de la littérature permet de laisser de côté l'histoire et les circonstances de production du canon lui-même et des œuvres individuelles, y compris l'histoire de la violence et de l'oppression. Pour comprendre le stade actuel du colonialisme russe et la solidarité dans l'opposition politique au régime, nous devons reconsidérer l'histoire de la conquête du Caucase - pour y voir avant tout une histoire de résistance à la capture, à l'universalisation et à l'effacement de l'identité, de l'histoire et des langues de la région. Cela signifie qu'il faut voir la subjectivité du Caucase: la résistance militaire et l'opposition directe aux généraux russes pendant l'empire; la préservation des traditions folkloriques religieuses, culturelles et linguistiques pendant la première répression soviétique et les droits de l'homme, le travail journalistique et militant des trente dernières années.



LA RÉSISTANCE TCHÉTCHÈNE: DE 1991 À AUJOURD'HUI

Après l'effondrement de l'URSS, la Russie a eu l'occasion d'assumer la responsabilité de l'occupation, de la colonisation et de la répression des peuples autochtones dont les territoires avaient été incorporés à la suite de sa longue histoire d'expansion impériale. La demande de critique, ainsi que de l'autodétermination nationale, était dans l'air à l'époque. La reconnaissance par Eltsine de la République d'Ichkérie, qui avait déclaré son indépendance, aurait pu être le point de départ d'un processus de sécession des autres républiques nationales, ce qui a suscité des réticences évidentes de la part des autorités. Nous ne saurons jamais si cela aurait conduit à une fédéralisation *de facto* du pays ou si cela serait resté un précédent unique. Mais l'occasion de la décolonisation et de la démocratisation en 1991 fut ratée, et au lieu d'être abandonnée la politique coloniale fut poursuivie.

Avant même le début de la première campagne tchétchène en Ichkérie, des pratiques de résistance au nouveau gouvernement russe étaient apparues. Elles peuvent être divisées en quatre groupes: combat, politique, juridique et éthique. La résistance de combat a impliqué des affrontements armés avec les représentants des structures de pouvoir au niveau fédéral et régional (après l'établissement du régime de Kadyrov dans la région). Les revendications politiques ont été mises en œuvre sous la forme de manifestations, de rassemblements, de syndicats et de plateformes politiques. La résistance dans la sphère des droits des résident·es en Tchétchénie et l'enregistrement de leurs violations ont été et sont prises en charge par des militant·es et des groupes de défense des droits de l'homme, des avocat·es, des journalistes et des blogueurs. La résistance éthique

qui fait appel aux catégories de la justice, de la dignité, de la reconnaissance des crimes et du droit au deuil de leurs victimes, comprend la préservation de la mémoire des événements en Tchétchénie et la collecte des témoignages oraux des survivant·es (et des membres de leur famille).

Les autorités fédérales ont tenté de présenter la résistance militaire à travers une image unique de séparatiste (ou de terroriste), alors que cette résistance n'était pas homogène. Différents groupes se sont battus pour le pouvoir en Tchétchénie et contre les troupes russes. Dans les années 1990, il s'agissait des troupes de la Confédération des peuples des montagnes du Caucase (dont faisait partie Chamil Basayev, qui a ensuite formé son propre bataillon et est devenu le chef des forces séparatistes), des groupes pro-russes et de l'opposition anti-Dudayev, les troupes des présidents Dzhokhar Dudayev (1991-1996), Zelimkhan Yandarbiyev (1996-1997) et Aslan Maskhadov (1997-2003), les groupes de Salman Raduyev, Turpal-Ali Atgeriyev et Khunkar-Pasha Israpilov, entre autres. Leurs idéologies et leurs stratégies politiques ont varié et changé au fil du temps, allant de la lutte pour l'indépendance de la Tchétchénie à la création d'une confédération d'États islamiques ou d'un État unique dans le Caucase du Nord, qui englobe la Tchétchénie, le Daghestan et l'Ingouchie.

Au début des années 1990, lorsque le pouvoir en Tchétchénie est effectivement transféré à Akhmat Kadyrov (à partir de 2000, il est le chef de l'administration de la république, et à partir de 2003 le président), il devient le chef d'orchestre de la politique fédérale, et l'opposition, qui s'oppose au régime Kadyrov-Poutine, se cache. Les combats se sont poursuivis jusqu'à la fin officielle de l'«opération antiterroriste» (terme utilisé par la plupart des responsables

russes pour désigner la guerre en Tchétchénie) en 2009, mais n'ont pas cessé même après. Cependant, ils disparaissent de l'agenda médiatique et l'intérêt pour ce qui se passe en Tchétchénie diminue rapidement dans la société russe.

Ainsi, vers le milieu et la fin des années 1990, les affrontements avec les hommes de Kadyrov sont devenus plus fréquents, tant avec les militaires qu'avec les représentants des forces de police de la république. Ce sont probablement les membres des forces de sécurité qui symbolisent la politique de Kadyrov. Ce qui distingue ces affrontements, c'est qu'ils impliquent des jeunes hommes qui ont grandi dans les conditions de la guerre et qui y ont perdu des membres de leur famille. Au début des années 2020, la résistance armée s'affaiblit : lors des «opérations antiterroristes», les membres les plus actifs des groupes sont tués ou détenus. Selon la position officielle de Kadyrov, ils étaient liés à l'organisation islamiste radicale ISIS. Aucune confirmation n'a été fournie à ce sujet.

Outre les manifestations publiques et les manifestations contre la guerre (protestations politiques), pour les droits humains et le travail journalistique connexe, la collecte de preuves de crimes de guerre et d'abus par l'appareil de sécurité, la torture et les enlèvements de dissident·es, ont été menés en Tchétchénie tout au long de cette période. Alors que les événements en Tchétchénie ont été négligés depuis le début des années 2000, le journalisme en matière de droits de l'homme s'est poursuivi sans relâche au cours des vingt-cinq dernières années. La branche de Grozny du centre de commémoration, dirigée par la militante des droits humains Natalia Estemirova, mérite d'être mentionnée. Memorial a rassemblé des cas de torture, d'assassinats et de disparitions, des documents sur les actions illégales des

autorités locales et fédérales, a écrit sur les camps de filtration¹ et a documenté les témoignages de survivant·es de la violence aux mains des forces militaires et de sécurité. Après l'assassinat d'Estemirova en 2009, la branche de Grozny de Memorial était dirigée par Oyub Titiyev², mais elle ne pouvait plus fonctionner comme avant en raison des menaces, des attaques contre les journalistes et des destructions de bureaux. En 2018, une procédure pénale au titre de l'article 228 (souvent utilisé en Tchétchénie pour détenir des militant·es – acquisition illégale, possession, transport de drogues) a été engagée contre Titiev, la même année il a été condamné à quatre ans de prison (libération conditionnelle en 2019). La branche de Grozny du Memorial a cessé ses activités, mais les archives sur les victimes et les auteurs de la répression sont toujours disponibles pour une information publique.

Malgré la répression, le journalisme d'opposition et les activités de défense des droits de l'homme se sont poursuivis par le biais de divers canaux et des comptes d'activistes sur les médias sociaux, grâce à l'interaction des initiatives de base et des groupes de soutien mutuel. Depuis 2003, le journal indépendant *Dosh* («mot» en tchétchène), qui couvre la vie politique et publique de la région, a continué à fonctionner. La chaîne Telegram ADAT

publie régulièrement des listes de personnes disparues et mène ses propres enquêtes³. Au moment de la rédaction de ce rapport, la torture et le meurtre du militant de la chaîne, Salman Tepsurkayev, ont été rendus publics. Néanmoins, la chaîne continue de couvrir la situation en Tchétchénie. Un cas illustratif est la répression de la famille Yangulbagayev (les frères Ibrahim et Abubakar et leurs parents Saidi Yangulbayev et Zarema Musayeva), qui a débuté en 2015 et se poursuit à ce jour. L'activiste et avocat Abubakar Yangulbayev continue de couvrir cette affaire et d'autres (il a également travaillé sur le projet du Comité contre la torture pendant plusieurs années). Selon lui, c'est la longue histoire des guerres de Tchétchénie qui est responsable de la répression d'aujourd'hui.

Garder vivant le souvenir des traumatismes et des répressions historiques – les guerres de Crimée, la déportation forcée des peuples du Caucase du Nord vers les républiques d'Asie centrale dans les années 1930 et 1940, la répression des langues, des cultures et de la religion de la région – constitue un socle de valeurs, un impératif qui alimente d'autres formes de résistance. Les autorités le comprennent également lorsqu'elles tentent d'interdire les rassemblements et les marches lors des jours de deuil – l'anniversaire du début des déportations des Tchétchènes, des Ingouches, des Kabardins, des Balkars et des Karatchais par Staline.

Pouvoir appeler une guerre une guerre, une déportation une déportation, la violence une violence,

1. Avec le déclenchement de la guerre en 1994, un système spécial de centres de détention a été créé par les agences fédérales dans le cadre de «l'imposition de l'ordre constitutionnel». Le statut de ces «points de filtration temporaires» n'était pas défini par la loi et les détenus étaient soumis à des mauvais traitements, des passages à tabac et des actes de torture. Des détenus étaient également détenus illégalement dans des unités militaires où des exécutions extrajudiciaires et des actes de torture avaient lieu.

2. Natalia Estemirova et Oyub Titiyev ne sont pas nés en Tchétchénie, car leurs familles ont survécu à des déportations (respectivement au Kazakhstan et au Kirghizstan) avant de retourner dans leur patrie historique.

3. Adat est un mouvement populaire qui prône la fin du génocide du peuple tchétchène, l'unification du peuple tchétchène et la désoccupation de la Tchétchénie. Il met en lumière les violations des droits de l'homme en Tchétchénie occupée, les faits de corruption et les crimes commis par les vice-rois de Kadyrov, publie les appels des résidents de la Tchétchénie occupée et s'efforce de contrer et d'exposer la propagande de Poutine et de Kadyrov.



dans des conditions où ce nom est interdit, est un acte de résistance - un acte qui façonne la dignité et la subjectivité politique, personnelle et collective. L'activisme linguistique, l'apprentissage et le respect des traditions du peuple permettent de préserver les liens historiques avec les générations précédentes et les traditions de résistance, de dissidence et de réalisation du droit à la liberté.

EXPÉRIENCE ET SOLIDARITÉ TCHÉTCHÈNES

Après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, des discussions sur la culpabilité et la responsabilité collectives ont émergé dans la communauté russophone, dégénérant souvent en autorécriminations et récriminations mutuelles. J'aimerais que nous - les Russes, les citoyens russes, les personnes ayant un passeport russe, quelle que soit leur origine ethnique - arrêtions de discuter de cela et acceptions le fait que les actions du gouvernement et du président, que nous soyons d'accord ou non avec elles, ne nous privent pas de choix et d'action et donc de responsabilité.

En ce sens, l'expérience de la résistance tchétchène est particulièrement pertinente aujourd'hui. Ils ont trouvé et continuent de trouver la force de se battre lorsque les possibilités de lutte sont limitées, que les risques sont élevés et que les autorités tentent de créer l'image d'un peuple uni dont elles prétendent représenter les intérêts. Le régime de Kadyrov tente de faire appel aux traditions et aux valeurs tchétchènes/waynakhs et de s'approprier le droit de représenter les Tchétchènes. Le gouvernement fédéral s'engage de la même manière, inventant les intérêts du «monde russe», des «valeurs traditionnelles» et de l'histoire des peuples au sein de la Fédération de Russie. La propagande du Kremlin a toujours des difficultés

avec cette dernière: différents peuples apparaissent désormais comme des entités indépendantes, et se fondent dans une figure russe généralisée, voire se déclarent sous des formes hybrides et chimériques (comme le slogan de propagande «Je suis kalmouke, mais aujourd'hui nous sommes tous russes!»).

La résistance tchétchène dispose d'une stratégie pour contrer les images de la propagande, qui repose sur la connaissance de sa propre histoire, de sa religion, de sa langue et de sa culture, de ses héros et héroïnes, et d'images alternatives de représentant·es respectables du peuple. Ces éléments peuvent être opposés à la fois aux images de militants et de terroristes créées par les médias et par aux rôles sociaux pseudo-traditionnels des hommes et des femmes tchétchènes imposés par le régime de Kadyrov.

Des images alternatives sont nécessaires pour une résistance basée à la fois sur l'ethnicité et la citoyenneté. Depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, de nombreuses initiatives combinant les agendas antiguerre et anticoloniaux ont vu le jour¹. Les gens s'unissent parce qu'ils voient leur propre histoire, parlent la même langue et peuvent s'imaginer faire partie d'un peuple commun, unique, dont l'image peut être séparée de celle créée par la propagande, séparée de l'histoire de l'État, de la langue russe et de la culture coloniale. Sans un sentiment d'appartenance commune, une résistance durable est impossible.

Une analogie de cette image alternative des Russes n'est pas encore visible dans le champ politique. L'image caricaturale du «bon Russe», qui est rapidement devenue un même, démontre ce manque. Quelles pourraient être les images d'un

1. La Fondation de la Bouriatie libre, la Yakoutie libre, le mouvement des Asiatiques de Russie, la Tchouvachie en colère et la Nouvelle-Tyva.

Russe antiguerre, oppositionnel et anticolonialiste? Qu'est-ce qui pourrait devenir un point commun et un programme positif de protestation civique? Et quel type d'alliances politiques pourrait-il y avoir dans la Russie contemporaine qui n'effacent pas les différences ethniques et culturelles mais les accueillent, qui n'ocultent pas les traumatismes historiques et collectifs, qui s'engagent non pas dans la discorde mais dans la solidarité autour d'un objectif commun?

L'histoire de la résistance tchétchène pourrait aider à répondre à ces questions, non pas en raison d'une quelconque similitude de la situation, mais parce que l'expérience de la violence coloniale, si longtemps ignorée, oblige les Tchétchènes à réexaminer leurs propres positions et à développer de nouveaux motifs de solidarité. Pour les peuples dont les terres ont été occupées et colonisées, dont l'histoire et la culture sont également effacées et dont les terres et les ressources sont pompées par Moscou, la résistance tchétchène est un exemple de résistance et de solutions politiques possibles, dont la plus radicale pourrait être le séparatisme. Pour les Russes ethniques et ceux dont l'identité ethnique est compliquée ou a été négligée, il s'agit avant tout d'une question de volonté d'accepter la violence coloniale comme partie intégrante de la politique intérieure russe. Il s'agit de privilégier la solidarité sur l'identité, de défendre les droits et les libertés des autres comme les leurs: lutter pour la politique comme un bien commun.

<https://posle.media/o-chechenskom-soprotivle-nii-i-postkolonialnoj-solidarnosti/>



NAVIGUER DANS LE DÉBAT DE GAUCHE

BILL FLETCHER JR. & ELLY LEARY¹

La souveraineté et l'autodétermination sont des concepts importants à garder au cœur de l'analyse de gauche.

1. Pourquoi le principe de l'autodétermination est-il si important pour comprendre le conflit en Ukraine?

La question de l'autodétermination nationale comporte trois aspects. Premièrement, la reconnaissance du fait que les «nations» de peuples ont le droit d'affirmer leur propre identité et de former une unité politique distincte ou incluse dans un groupe géopolitique plus vaste. Deuxièmement, qu'un État-nation reconnu a le droit internationalement reconnu à la souveraineté nationale. Plus précisément, en ce qui concerne la souveraineté nationale, aucune puissance extérieure n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays (sauf dans les conditions convenues par les Nations Unies). Et troisièmement, l'autodétermination est un élément fondamental de la liberté qui a un pouvoir énorme pour forger l'unité lorsqu'elle résonne au sein d'un peuple.

1. Bill Fletcher Jr. est un syndicaliste, écrivain et conférencier de longue date. Il a également été président du Forum TransAfrica, président du conseil d'administration d'Advocates for Minor Leaguers et coordinateur de la Campagne pour mettre fin à l'occupation marocaine du Sahara occidental. Il est membre de l'équipe de travail internationale de Liberation Road.

Elly Leary est une ancienne salariée de l'automobile à la retraite qui a été active dans New Directions. Elle a participé à des ateliers d'éducation populaire avec des travailleurs du monde entier, souvent avec Transnational Information Exchange. Elle est membre de l'équipe de travail internationale de Liberation Road.

Dans le cas de l'Ukraine, les frontières internationales d'une Ukraine indépendante ont été reconnues en 1991 dans le contexte de l'effondrement de l'URSS. L'Ukraine, cependant, avait un statut national et territorial en tant que nation reconnue après la formation de l'URSS et, en outre, dans le contexte de la formation des Nations Unies. Les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine ont été affirmées en 1994, avec la signature des accords de Budapest par lesquels l'Ukraine a remis des armes nucléaires à la condition que la Russie s'engage à ne jamais envahir l'Ukraine et à toujours respecter la souveraineté ukrainienne.

La Russie a violé cet accord en 2014 avec l'invasion et l'annexion de la Crimée, sous prétexte d'un prétendu coup d'État à Kiev. Même si l'on convenait qu'un coup d'État avait eu lieu – et nous ne le faisons pas – cela ne justifierait pas une intervention étrangère.

Les États-Unis et d'autres ont une longue et sordide histoire d'ingérence dans les affaires intérieures des pays. Tout le régime américain des années 1950 d'Allan et John Foster Dulles (Département d'État et CIA) était basé sur ce principe. L'Ukraine a fait l'objet de nombreux complots et d'ingérences externes, certainement de la part des États-Unis.

Même avec l'ingérence extérieure de nombreuses forces, ce qui s'est passé en 2014 était une affaire interne à l'Ukraine – le résultat de ses propres contradictions internes. Le résultat politique n'était pas favorable à la Russie, mais n'était en aucun cas une attaque contre la Russie. En tant que tel, il n'aurait dû justifier aucune intervention. Prenons l'invasion américaine du Panama en 1989. Elle était

basée sur le prétexte que Manuel Noriega était un criminel et que les États-Unis devaient le traduire en justice. Alors que Noriega était certainement un criminel – et quelqu'un qui avait régulièrement travaillé en coopération avec les États-Unis, il était aussi le président d'une nation souveraine. Comme pour l'Ukraine, il n'y avait aucune justification juridique internationale pour une invasion américaine (du Panama).

L'autodétermination nationale de l'Ukraine revêt une importance supplémentaire compte tenu des relations semi-coloniales que le pays a historiquement entretenues avec la Russie, malgré les liens linguistiques et culturels étroits. Affirmer que la Russie n'a pas besoin de reconnaître la souveraineté ukrainienne en raison de liens historiques équivaldrait à suggérer que les États-Unis n'ont pas besoin de reconnaître la souveraineté canadienne étant donné les liens linguistiques et culturels étroits qui remontent à au moins deux cents ans.



2. *S'agit-il d'une guerre par procuration entre les États-Unis/l'OTAN et la Russie?*

Il est devenu presque à la mode, chez certains segments de la gauche, d'appeler la guerre russo-ukrainienne une «guerre par procuration» entre la Russie et l'OTAN: c'est une guerre dans laquelle la contradiction principale est l'instigation de la guerre par des puissances étrangères, et dans laquelle les contradictions internes sont secondaires.

Un excellent exemple de «guerre par procuration» serait les conflits en République démocratique du Congo après 1997, où les forces nationales ont été largement éclipsées ou dominées par des acteurs étrangers, par exemple le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Angola et les sociétés multinationales. Bien qu'il y ait certainement un conflit interne,

diverses milices obéissaient aux ordres d'acteurs étrangers.

La guerre russo-ukrainienne n'est pas plus une «guerre par procuration» que ne l'était la guerre du Vietnam. Pourtant, il est important de se rappeler que de nombreux libéraux et de droite ont décrit la guerre du Vietnam comme une guerre par procuration entre les États-Unis, d'une part, et l'URSS et la Chine, d'autre part. Ils ont ignoré la question nationale – le fait que la guerre du Vietnam concernait l'agression américaine contre le peuple du Vietnam (et, plus tard, les peuples du Laos et du Cambodge). Une guerre par procuration a lieu lorsqu'il y a de mauvais acteurs des deux côtés, pas lorsqu'un côté se bat pour son indépendance – même si le camp qui lutte pour l'indépendance cherche l'aide d'autres nations.

La guerre russo-ukrainienne est le résultat direct de la violation par la Russie de la souveraineté de l'Ukraine. À ce sujet, il y a peu de débats. La question est de savoir si leur violation était justifiée par des actes de l'OTAN. Puisqu'il n'y avait aucune preuve que l'OTAN ait armé l'Ukraine avec des armes nucléaires et qu'il existe de nombreuses preuves que plusieurs États membres de l'OTAN étaient activement opposés à l'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN, l'argument tombe à plat.

L'objectif déclaré de Poutine est de mettre fin à la souveraineté nationale de l'Ukraine. Toute mention du rôle de l'OTAN est un leurre qui cache le véritable objectif de la Russie d'étendre sa sphère d'influence.

3. *Quel a été le rôle de l'OTAN? Est-ce l'agresseur dans le conflit actuel?*

Soyons clairs: la chute du mur de Berlin a offert une occasion unique de reconfigurer les relations

internationales dans le monde entier. Les gauchistes et les progressistes ont vigoureusement plaidé pour la dissolution de l'OTAN et pour qu'un nouveau cadre soit établi basé sur le respect mutuel, la démocratie et la sécurité. Cela ne s'est pas produit. Malgré des preuves suffisantes que les États-Unis ont accepté ou laissé entendre que l'OTAN ne s'étendrait pas, sans que cela soit codifié par écrit, tous les paris étaient ouverts une fois que l'URSS s'est effondrée.

L'ironie est que l'invasion a mis fin à tout espoir d'un nouveau cadre au-delà de l'OTAN; En fait, il a accompli le contraire. Il semble y avoir eu des conflits majeurs au sein de la communauté de l'OTAN concernant ce qui devrait se passer. Ce qui s'est passé, cependant, c'est que l'OTAN s'est étendue vers l'Est en direction de la frontière russe lorsque des pays qui avaient été auparavant dans le bloc soviétique ont indiqué qu'ils avaient besoin de protection contre une menace expansionniste / hégémonique russe potentielle. L'OTAN n'a pas été poussée sur ces pays, bien que l'OTAN ait pu et aurait dû arrêter l'expansion. L'expansion s'est en grande partie arrêtée en 2004.

Ce qui a changé, c'est la crise de 2014 en Ukraine. Rappelez-vous que les accords de Budapest de 1994 ne comportaient aucune sorte de clause d'«exception» qui justifierait une invasion russe. Lorsque la crise de 2014 a éclaté, les soi-disant soulèvements de Maïdan, une administration pro-russe a été chassée du pays par une large coalition au sein de laquelle il y avait des forces dures et de droite. C'est à cette époque que les chauvins ukrainiens ont commencé à promouvoir une politique russe antiethnique, en particulier en ce qui concerne les usages de la langue. Le régime Poutine a utilisé le conflit interne ukrainien comme prétexte pour une intervention. Cela

comprenait la saisie de la Crimée et le soutien aux régimes séparatistes dans la région du Donbass.

C'est dans le contexte de l'intervention russe dans les affaires intérieures de l'Ukraine que la question de l'OTAN s'est posée. Avant 2014, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN suscitait peu d'intérêt. À la suite de l'ingérence russe en Ukraine, y compris, mais sans s'y limiter, la saisie de la Crimée, l'intérêt pour l'OTAN a émergé.

Dans la période qui a précédé l'invasion de février 2022, le gouvernement ukrainien a fait savoir à Poutine qu'il ne rejoindrait pas l'OTAN. Cela n'a pas arrêté l'invasion, en grande partie parce que l'invasion avait peu à voir avec l'OTAN. Poutine a rendu les objectifs très clairs le jour de l'invasion où il a déclaré que l'Ukraine était une «fiction nationale». Ainsi, pour Poutine, l'invasion ne concernait pas une prétendue menace de l'OTAN mais plutôt le destin de l'Ukraine en tant que pays.

4. Est-il juste d'appeler à un monde divisé en sphères d'influence afin que la paix puisse être maintenue? Est-ce dans l'intérêt des classes populaires?

Il y a eu beaucoup de progressistes sincères et de gauchistes qui ont fait valoir que les grands pays, par exemple la Russie, ont un intérêt légitime dans une sphère d'influence. Certains à gauche proposent spécifiquement la notion de «multipolarité» qui dit qu'il doit y avoir plusieurs pôles majeurs – puissances – pour contrer l'hégémonisme des États-Unis. C'est une définition différente de celle que d'autres membres de la gauche ont utilisée où la multipolarité signifie le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de toutes les nations. C'est le premier point de vue qui nous oppose.

Alors que beaucoup de monde, y compris certains révolutionnaires et progressistes, parle de sphères d'influence, nous croyons que le principe de

l'autodétermination doit être notre point de départ. Nous avons toujours protesté contre le fait que les États-Unis invoquent la soi-disant doctrine Monroe pour justifier des violations sans fin de la souveraineté nationale des pays de l'hémisphère occidental. Les arguments de la sphère d'influence ont toujours été utilisés par les grandes puissances pour supprimer l'autodétermination nationale. L'antipathie des États-Unis envers Cuba (depuis 1959) et le Nicaragua (années 1980) est liée à des revendications de sphères d'influence. Les invasions soviétiques de la Hongrie (1956) et de la Tchécoslovaquie (1968) étaient justifiées par des sphères d'influence.

L'argument concernant la multipolarité peut ressembler, lors d'une première audience, à une demande progressiste de restreindre l'impérialisme américain. Mais ce n'est pas toujours le cas. Le monde d'avant 1914 était multipolaire, tout comme le monde d'avant 1939. Cela ne les a pas rendus progressistes le moins du monde. Certes, l'expansion actuelle des régimes autoritaires de droite à travers la planète laisse peu de doute que la multipolarité pourrait facilement aboutir à un monde profondément réactionnaire.

Les progressistes soutiennent l'autodétermination nationale et non les sphères d'influence. Notre revendication doit porter sur l'autodétermination nationale et un monde guidé par les principes du droit international.

5. Les États-Unis ne sont-ils pas hypocrites dans leur position? Cela n'explique-t-il pas pourquoi de nombreux pays du Sud ont été réticents à s'exprimer?

Les États-Unis ont une histoire de profonde hypocrisie. Dans la guerre actuelle, il ne fait guère de doute que la position des États-Unis est hypocrite. En condamnant l'agression russe, il ignore l'agression israélienne contre les Palestiniens et l'agression

marocaine contre les Sahraouis, et notre propre invasion illégale de l'Irak. Et, oui, c'est une raison pour laquelle de nombreux gouvernements du Sud ont tergiversé – du moins jusqu'à récemment – en refusant de condamner pleinement l'agression russe. Et il y a la question de la nourriture: la Russie et l'Ukraine sont les greniers de l'Afrique. Il n'est pas trop impoli d'étiqueter ce chantage alimentaire.

Cela dit, il est important de noter que de nombreux gouvernements des pays du Sud sont également influencés par les accords commerciaux et financiers qu'ils ont conclus avec la Russie et l'Occident, ce qui les amène à être prudents dans leur réponse.

Il est important d'ajouter que l'hypocrisie américaine n'a pas empêché les progressistes du monde entier de s'exprimer sur d'autres outrages. Par exemple, les atrocités indonésiennes contre le Timor oriental ont été dénoncées par des personnes de bonne volonté à l'échelle internationale et ont forcé les États-Unis à renoncer à leur alliance traditionnelle avec le régime indonésien réactionnaire. Les violations du droit international et des droits de l'homme ont été dénoncées parce qu'elles étaient mauvaises.

En ce sens, la réponse à l'invasion russe de l'Ukraine par de véritables internationalistes est tout à fait cohérente avec les approches du passé. Les partisans américains de la libération irlandaise ne sont pas restés silencieux sur l'impérialisme britannique simplement parce que les États-Unis étaient une puissance impérialiste. Et les partisans de la libération africaine ne sont pas restés silencieux sur le colonialisme européen simplement parce que les États-Unis étaient aussi un oppresseur colonial, par exemple contre les Philippines.

6. Même si nous nous opposons à l'invasion, est-il correct de soutenir des armes à l'Ukraine ou cela ne



fait-il pas que prolonger les combats et nous rapprocher de la guerre mondiale?

Si l'on s'oppose à l'invasion russe et soutient la souveraineté ukrainienne, la question logique est vraiment la suivante : comment les Ukrainiens sont-ils censés résister à l'agression russe ? Avec un langage simplement dur ? Un appel aux Nations Unies ?

Ceux qui disent que les armes ne devraient pas aller aux Ukrainiens ne sont pas sincères. Ils demandent, en substance, aux Ukrainiens de se rendre. Ils peuvent croire que les Ukrainiens peuvent mener une résistance passive contre les Russes sur le modèle de la résistance danoise à l'Allemagne nazie. Le seul problème est que les Danois ne résistaient pas aux nazis dans le vide. Il y avait une guerre mondiale en cours.

Lorsque les Vietnamiens résistaient aux États-Unis, il y avait ceux qui appelaient les Vietnamiens à faire des concessions et à retarder leurs luttes. En fait, en 1954, l'URSS et la Chine ont appelé le Vietminh à accepter la division « temporaire » du Vietnam en deux régions comme moyen de mettre fin au conflit. Nous voyons où cela s'est arrêté.

On dit régulièrement aux opprimés qu'ils doivent suspendre leurs demandes et modérer leurs efforts. De tels arguments ont été présentés au mouvement américain des droits civiques dans les années 1960, arguments auxquels le Dr King a répondu, condamnant les modérés blancs qui voulaient que le Black Freedom Movement se restreigne. Si nous demandons à l'Ukraine de modérer ses efforts, nous lui disons essentiellement de se soumettre aux exigences de l'agresseur, la Russie de Poutine.

Y a-t-il un danger de guerre mondiale ? Absolument. Tant qu'il y aura des puissances impérialistes, un tel danger existera. Cependant, cela ne devrait pas signifier que les opprimés et ceux qui sont victimes d'agression doivent restreindre leur résistance.

7. Pourquoi a-t-il été impossible de parvenir à un règlement négocié de ce conflit ?

En termes simples, le régime Poutine ne voit aucune raison de négocier. Comme on le voit maintenant (octobre 2022), le régime Poutine a l'intention de mettre en œuvre l'approche qu'il a adoptée pour la répression des Tchétchènes, c'est-à-dire la répression totale par un usage massif et aveugle de la violence. Cela a également été reproduit dans l'assaut soutenu par la Russie contre le mouvement révolutionnaire syrien, par exemple, des barils d'explosifs, des attaques contre des hôpitaux.

En fin de compte, le gouvernement russe devra décider quelle est sa ligne de fond. Ils peuvent décider d'une « solution coréenne », c'est-à-dire d'un armistice sans traité et avec une « guerre froide » se poursuivant entre la Russie et l'Ukraine. Cela peut ne pas être acceptable pour les Ukrainiens. En outre, l'expérience ukrainienne avec la Russie dans les négociations a été très problématique, à commencer par les accords de Budapest en 1994 qui garantissaient la souveraineté ukrainienne en échange du retour des armes nucléaires à la Russie et en continuant avec les accords de Minsk.

Nous devons reconnaître qu'il y a eu beaucoup de désinformation organisée propagée par le régime Poutine et ses alliés. Ces forces ont suggéré, dès le début, que les États-Unis et le gouvernement ukrainien n'avaient pas intérêt à un règlement négocié. C'est faux.

Il y a une autre question relative aux négociations. Ceux qui soutiennent que la question de la guerre russo-ukrainienne doit être réglée entre les États-Unis / OTAN et la Russie traitent l'Ukraine comme un acteur secondaire. Ils agissent, contre toute évidence, comme s'il s'agissait d'une lutte qui ne concerne pas l'existence nationale de l'Ukraine, mais une bataille

entre deux puissances impérialistes. Tout règlement qui n'aurait pas été négocié avec les Ukrainiens en tête de table serait un règlement imposé au peuple. C'est une position que la gauche mondiale n'a jamais acceptée.

8. Alors que d'autres luttes de libération, telles que les Premières Nations palestiniennes, kurdes ou américaines, ont eu tendance à unir la majeure partie de la gauche, pourquoi le débat sur la libération ukrainienne a-t-il semblé l'avoir divisée?

Il y a plusieurs raisons:

- La propagande russe a habilement identifié les événements de 2014 comme un coup d'État fasciste dirigé par les États-Unis.

- Une version de «l'ennemi de mon ennemi est mon ami», ce qui signifie dans ce cas que dans la mesure où les États-Unis soutiennent le gouvernement ukrainien, cela doit signifier, pour certaines sections de la gauche, que les Ukrainiens sont du mauvais côté de l'histoire.

- Une analyse inexacte du régime de Poutine, y compris une tendance à la nostalgie de certains à l'égard de l'ancienne URSS. Cela peut être vu dans la fascination de certains gauchistes que le drapeau de l'ex-URSS a été utilisé à différents endroits par les forces russes. Ainsi, un déni de la nature semi-fasciste du régime de Poutine, y compris, mais sans s'y limiter, son soutien actif aux forces d'extrême droite à l'échelle mondiale.

- Comme nous l'avons vu dans un certain nombre de luttes, il est relativement facile pour des segments de la gauche occidentale et des mouvements progressistes de se déstabiliser si un gouvernement particulier agite le «drapeau rouge» et se proclame anti-impérialiste. Plutôt que de faire une analyse concrète, beaucoup d'entre nous sont séduits par la rhétorique et ont tendance à minimiser les accusations portées

contre de tels gouvernements comme ayant été fabriquées par la CIA et d'autres acteurs néfastes.

9. Que savons-nous du mouvement antiguerre en Russie et du sentiment antiguerre en général? Y a-t-il un moyen de soutenir les forces antiguerre/pro-démocratie en Russie sans les mettre en danger?

L'une des premières choses que Poutine a faites après l'invasion a été d'interdire le journalisme indépendant et de réprimer les manifestations. Depuis, les choses n'ont fait que s'intensifier. Les actions antiguerre se sont répandues dans toute la Russie, comme les actions de rue ou diverses formes de désobéissance civile.

La question du soutien aux forces antiguerre en Russie est compliquée par la nature du régime autoritaire de Poutine. Ce qui semble être à l'ordre du jour, c'est d'attirer l'attention sur la répression exercée par le gouvernement russe et d'apporter un soutien aux réfugiés russes qui quittent le pays pour éviter le service militaire. Une aide supplémentaire peut être apportée en soutenant les syndicalistes légitimes en Russie qui s'opposent à la guerre. Cela dit, le mouvement syndical est divisé sur la question.

10. Le gouvernement américain peut-il jouer un rôle positif qui ne sape pas la souveraineté ukrainienne? Comment pouvons-nous exprimer au mieux notre solidarité avec l'Ukraine? Y a-t-il des forces de mouvement social auxquelles nous pouvons tendre la main?

Soyons clairs. Les États-Unis ne peuvent pas négocier au nom de l'Ukraine. L'Ukraine n'agit pas en tant qu'agent des États-Unis. Les États-Unis peuvent encourager les deux parties à négocier et s'engager à soutenir toute mesure visant à garantir la sécurité des deux parties à condition qu'il n'y ait plus d'actes d'agression. Les États-Unis pourraient cesser



la livraison d'armes à partir du moment où il y aura un cessez-le-feu russe légitime et pourraient les arrêter complètement lors du retrait de toutes les forces russes. Les États-Unis pourraient également s'engager à respecter la neutralité de l'Ukraine et à ne pas soutenir leur entrée dans l'OTAN.

La gauche peut être très utile aux Ukrainiens en insistant sur le fait que le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien est la principale contradiction ici. Même si les forces du monde entier suggèrent des cadres et des plans de paix conciliants pour arrêter le carnage, en fin de compte, c'est au peuple ukrainien de décider quoi accepter.

Faisant autrefois partie de l'URSS, les partis « communistes » existent depuis des décennies en Ukraine. Les forces pro-russes, à l'intérieur et à l'extérieur

de l'Ukraine, y compris les oblasts contestés à l'Est (Donbass, Crimée, Kherson), ont effectivement utilisé l'« interdiction des partis communistes » et la langue russe comme exemples de la nature antidémocratique (voire fasciste) du régime ukrainien. Bien que ces lois aient été adoptées avant la victoire électorale de Zelensky et qu'il y ait eu une tentative d'adoucir les problèmes linguistiques, il s'agit en fin de compte d'un problème interne que le peuple ukrainien doit résoudre. Nous pouvons être solidaires de ceux qui, en Ukraine, s'opposent à la répression interne et aux initiatives néolibérales. Mais il n'en reste pas moins que le principal défi auquel l'Ukraine est confrontée est l'invasion russe. [...]

24 NOVEMBRE 2022

Canadian Dimension

L'INÉGALITÉ DE GENRE PENDANT LA GUERRE : FRONTIÈRES FERMÉES, TRAGÉDIES PERSONNELLES ET DÉFIS DÉMOGRAPHIQUES

MARINA OVCHINNIKOVA¹

Depuis le 24 février, les opinions féministes des Ukrainiennes et des Ukrainiens ont été mises à rude épreuve par les contradictions sociales et la guerre. La vie a changé et le discours sur les questions de genre a également évolué. Nous savons que le débat public est la clé du développement de la société. Dans cet article, nous allons donc essayer de parler franchement des contradictions qui transforment l'inégalité entre les sexes aujourd'hui et la rendent

pratiquement sans précédent dans le contexte de nombreuses générations récentes dans notre pays.

MOBILISATION OBLIGATOIRE DES HOMMES ET INTERDICTION DE FRANCHIR LA FRONTIÈRE

Il est nécessaire de commencer par le fait que la citoyenneté de tout pays fournit une liste de droits et – ce qui est important – d'obligations pour chacun·e, bien que très peu de personnes y souscrivent consciemment. L'article 65 de la Constitution stipule que la protection de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine est le devoir de tous

1. Marina Ovchinnikova contribue à la revue *Commons*.

ses citoyen·nes. Et la possibilité de restreindre certains droits dans des conditions particulières, notamment la loi martiale, est également prévue par la Constitution. Cependant, il ne mentionne nulle part la dimension spécifique de genre de ces restrictions.

Ainsi, si à partir du 1^{er} octobre 2022, les femmes doivent, comme les hommes, s'inscrire au service militaire dans une certaine liste de spécialités, elles continuent d'être libres d'aller à l'étranger, et ne reçoivent pas de convocations. L'avocate Maria Levchenko fait remarquer que les gardes-frontières ne vérifient aucun document des femmes qui ne servent pas dans les forces armées. Les hommes en âge d'être militaire ne sont pas autorisés à quitter le pays depuis l'introduction de la loi martiale.

Pour les femmes ukrainiennes, le service dans les forces armées est un droit pour lequel une partie du mouvement féministe se bat depuis longtemps. Officiellement, ce n'est que récemment que les femmes ont pu servir dans des spécialités de combat dans diverses branches des forces armées¹. La question de l'égalité des sexes en temps de guerre est généralement considérée sous cet angle avantageux : cet été, le ministère de la défense a fait état de plus de 38 000 femmes dans les rangs des forces armées, dont 5 000 sont en première ligne. Selon eux, ces chiffres sont parmi les plus importants des États membres de l'OTAN.

Toutefois, il convient de souligner que le service dans l'armée est un droit des femmes ukrainiennes, qu'elles peuvent exercer ou non. En même temps, pour les hommes ukrainiens, pendant une guerre de grande envergure, il s'agit bien d'un devoir, pour lequel leur responsabilité est engagée. C'est la suite

logique de la conscription obligatoire des hommes ayant atteint l'âge de 18 ans (en octobre 2022, la conscription a été annulée pour la durée de la loi martiale).

Des pétitions et des projets de loi visant à lever l'interdiction de voyager ou à élargir les catégories d'hommes autorisés à voyager apparaissent régulièrement en Ukraine et à l'étranger. L'une des pétitions a reçu plus de 27 000 signatures, après quoi le président Volodymyr Zelensky y a répondu : l'interdiction ne sera pas levée avant la fin de la loi martiale.

Les arguments «pour» l'interdiction commencent généralement par des généralisations telles que : si tout le monde part, il n'y aura personne pour défendre le pays, et les villes seront facilement occupées par les occupants. Le président Zelensky a notamment déclaré dans une récente interview que s'il n'y avait plus de peuple en Ukraine, «nous perdrons notre État». Ensuite, il y a des arguments pragmatiques : les gens doivent payer des impôts ici en Ukraine, pas à l'étranger, ils doivent soutenir l'économie, et chacun peut être utile à la défense du pays. Mais en fin de compte, tout se résume au fait que nous devrions maintenant avoir honte d'en parler. Ainsi, le secrétaire du Conseil de défense et de sécurité nationale d'Ukraine, Oleksiy Danilov, a déclaré que le désir de quitter le pays (pour les hommes) et de telles pétitions sont une manifestation de lâcheté et de comportement inacceptable pendant la guerre.

Dans le même temps, les médias occidentaux publient de temps en temps des documents selon lesquels l'interdiction de quitter le pays pendant la guerre viole les droits humains. De tels articles ont notamment été publiés par *The Guardian*, *Foreign Policy*, *The Conversation*, *The Globe and Mail*. Par ailleurs, fin octobre, l'Agence nationale pour la prévention de la corruption a soudainement déclaré que l'interdiction



1. NdT : voir «Ukrainiennes en armes», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 11.

actuelle n'était pas conforme à la Constitution. Ils conseillaient non pas d'annuler les restrictions, mais de les instaurer dans un cadre réglementaire. Ce qui devrait, selon les experts, «supprimer les tensions sociales et les risques de corruption».

La situation actuelle présente un inconvénient: si le devoir de l'homme est aujourd'hui de se battre, celui de la femme est de rester seule avec les enfants pendant que son partenaire est à la guerre ou attend d'être appelé. Seule une femme peut désormais légalement emmener des enfants dans un lieu sûr et s'en occuper. Pour un homme, au contraire, être avec un enfant est désormais un droit, et non un devoir, et la plupart des hommes ne peuvent exercer ce droit qu'ici, en Ukraine.

HISTOIRES D'HOMMES PARTANT À L'ÉTRANGER – COMÉDIE OU TRAGÉDIE ?

Selon le représentant du Service national des gardes-frontières, Andriy Demchenko, sont arrêtés en moyenne 30 à 40 personnes par jour aux points de contrôle avec de faux documents ou dans la zone dite verte, c'est-à-dire à l'extérieur des points de contrôle. En outre, chaque jour, des militaires refusent de franchir la frontière à environ 150 personnes, dont la plupart sont des hommes âgés de 18 à 60 ans. Il s'avère que chaque mois, officiellement seulement, plus de 5000 personnes tentent de franchir la frontière sans succès – soit 45000 depuis le début de la guerre. Bien entendu, il est impossible de dénombrer les «cas réussis» de franchissement.

Habituellement, ces histoires sont présentées dans les médias comme scandaleuses ou drôles – les hommes qui ont voulu quitter l'Ukraine sont toujours des anti-héros qui méritent une condamnation publique et le ridicule. Ainsi, le Studio Kvartal 95

(autrefois fondé par l'actuel président de l'Ukraine), en tournée en Europe (!), a présenté un numéro sur un homme en âge d'être militaire à la frontière avec la Pologne, qui rêve de voir sa femme, mais le garde-frontière ne le laisse pas passer. Le niveau et la pertinence de cet humour ont surpris de nombreuses personnes, à en juger par les commentaires publiés sur la vidéo.

Cependant, en réalité, les histoires d'hommes partant à l'étranger relèvent souvent bien plus de la tragédie que de la comédie. Fin mars, la militaire Yaryna Chornohuz a publié sur sa page Facebook un message «sur le sexisme, qui en temps de guerre peut se transformer en véritable tragédie pour un enfant». Yaryna a rejoint les forces armées en 2020, et son ex-mari a pris la garde de leur fille. Dans les premiers jours de l'invasion, le père de la petite Orysia, âgée de 7 ans, a décidé de l'évacuer en Europe avec une famille d'amis, et il avait prévu de venir la voir quelques semaines après. Mais les gardes-frontières n'ont accepté aucun certificat attestant que la mère de l'enfant était dans les forces armées ukrainiennes et lui ont refusé de franchir la frontière à trois reprises, si bien que l'enfant est resté à l'étranger pendant un mois et demi sans parents. Le service des gardes-frontières a proposé à l'homme de priver Yaryna de ses droits parentaux – ils accepteraient ensuite de le laisser passer. Ce n'est qu'après la publication du message sur Facebook que l'un des chefs du service des gardes-frontières a réagi et a donné au père l'autorisation personnelle de franchir la frontière.

En avril, la Verkhovna Rada a adopté la loi sur l'exemption du service militaire, notamment pour l'un des parents d'un enfant mineur, si l'autre parent est dans les forces armées, sans distinction de sexe.

Mais le texte de la loi ne précise pas si cela permettra de franchir la frontière en cas de besoin.

Une histoire plus tragique, sans dénouement heureux, est arrivée à Serhii (nom modifié) et à sa famille. La femme de Serhii est tombée gravement malade à la fin de l'année 2021. Avant le déclenchement de la guerre totale, elle était soignée en Ukraine, mais depuis février, la situation est devenue dangereuse à Zaporijia. Elle a donc décidé de partir à l'étranger avec sa fille de 15 ans. Elles se sont retrouvées en Lituanie, où elle a reçu un financement pour son traitement. Au début, le pronostic était bon, la fille écrivait à son père que tout allait bien et qu'elles reviendraient bientôt en bonne santé. Mais au début du mois d'août, la situation a empiré. Serhiy a commencé à chercher un moyen d'être là pour soutenir, aider sa femme et simplement lui enlever ce fardeau de sa fille mineure.

Ils ont commencé à préparer des documents: sa femme a collecté des certificats, les a envoyés par courrier, Serhiy les a reçus, traduits, certifiés, etc. Mais les gardes-frontières n'ont toujours pas permis à l'homme de passer. En septembre, Serhiy a eu un rendez-vous avec le chef adjoint du service des gardes-frontières, après quoi il a attendu une réponse pendant près d'un mois, si bien qu'en octobre, il a reçu un refus. L'état de sa femme empirait, et Serhiy se préparait à faire un procès. Mais le 22 octobre, la femme est décédée à l'hôpital sans voir son mari. Pendant tout ce temps, seule, sa fille de 15 ans est restée avec sa mère. Après la mort de sa femme, Serhiy a finalement reçu la permission d'aller récupérer le corps.



CE QU'ON DIT DANS LA COMMUNAUTÉ FÉMINISTE UKRAINIENNE

Dans la communauté féministe d'Ukraine, les restrictions à la circulation des hommes sont considérées comme un «paiement pour des privilèges» et sont une conséquence du patriarcat. C'est notamment ce qu'a écrit la rédactrice en chef de *Gender in Details*, Tamara Zlobina, dans un post sur Instagram.

Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui, alors que les rôles de genre d'un homme-défenseur et d'une femme-garde sont effectivement approuvés au niveau législatif, la plupart des membres de la communauté féministe, pour diverses raisons, ne considère pas nécessaire d'en parler.

«Sexuer les réfugié·es est une décision assez inédite. Il faut beaucoup repenser, réfléchir – d'un point de vue féministe en particulier. Je pense qu'il est incorrect de nier les problèmes des hommes parce que nous ne nous occupons que des problèmes des femmes. Il s'agit de reproduire des idées générales sur ce que peut et doit faire un homme ou une femme – cela ne se pose pas que dans un sens, que pour un genre», commente la sociologue et chercheuse Oksana Dutchak.

Selon Oksana Dutchak, les femmes bénéficient aujourd'hui de privilèges sur la seule base de leur sexe. En outre, une femme peut ne pas avoir d'enfants, mais la possibilité même d'enfanter un jour donne à toute femme des possibilités que les hommes n'ont pas. Le sociologue considère cette approche comme très patriarcale. «Je n'ai pas de réponse à la question de savoir si cette décision était correcte, mais il est clair que c'était la plus facile et la plus rapide de toutes les solutions possibles», explique la chercheuse.

Parmi les évolutions positives sans ambiguïté de la politique de genre pendant la guerre, les experts notent la ratification de la Convention d'Istanbul, que l'Ukraine a signée en 2011 et qui ne l'a ratifiée que maintenant sous la pression de l'UE. Iryna Dedusheva, experte de *Gender in Details*, note par ailleurs le remplacement définitif de la « Journée des hommes » soviétique par la Journée des défenseurs de l'Ukraine, ainsi que des cas d'hommes transgenres franchissant la frontière (hommes auxquels on a assigné le sexe féminin à la naissance).

L'organisation de défense des droits humains Outright International a réalisé une étude et formulé des recommandations sur la manière de supprimer les obstacles au départ des personnes transgenres d'Ukraine pendant la guerre. En particulier, il est dit que l'Ukraine s'appuie toujours sur une classification médicale qui définit le « transsexualisme » comme un trouble psychiatrique (bien que l'OMS ne classe plus le transsexualisme comme un trouble depuis janvier 2022). Toutefois, même dans le cadre de la réglementation actuelle, les femmes transgenres peuvent obtenir une « carte blanche¹ » et une exemption du service militaire. Malheureusement, dans la pratique, cela ne fonctionne presque pas, car la commission médicale militaire, qui est rarement sensible aux questions LGBTIQ, a le dernier mot pour évaluer l'aptitude d'une personne au service militaire.

CHOISIR ENTRE SÉCURITÉ ET FAMILLE

Maria [nom modifié] vit à Londres dans le cadre du programme Homes for Ukraine et travaille dans l'industrie cinématographique. Elle s'est rendue à Londres grâce à une invitation à travailler, car elle a

1. NdT : une carte blanche est délivrée aux citoyens inaptes au service en raison de leur état de santé.

perdu son emploi précédent à cause de la guerre. Le petit ami de Maria l'attend (ou attend la victoire et la levée de la loi martiale) en Ukraine, et ils peuvent se voir une fois tous les quelques mois lorsqu'elle retourne chez elle.

« Absolument chaque fois que je dis que mon petit ami est en Ukraine, ils me demandent d'abord s'il est à la guerre. Et quand je dis que non, il ne se bat pas – c'est juste un homme – et qu'ils ne le laissent pas sortir, tout le monde commence par demander "Quoi, tu ne peux même pas partir en vacances?", puis dit que c'est injuste et que c'est de la discrimination sexuelle », explique Maria.

Selon Maria, plusieurs femmes qu'elle connaît avec des enfants qui ont également reçu l'asile en Angleterre sont déjà retournées en Ukraine parce qu'elles n'étaient pas prêtes à quitter leur mari et à rester seules avec leurs enfants pendant si longtemps.

La sociologue Oksana Dutchak ajoute que les médias occidentaux ont critiqué la décision de fermer les frontières aux hommes, notamment parce que cette interdiction a en fait empêché de nombreuses femmes, en particulier celles qui avaient des enfants en bas âge, de partir vers des territoires sûrs – elles avaient peur de ne pas pouvoir s'en sortir sans un homme. Ou bien elles sont parties, mais il s'est avéré que c'était trop difficile et elles ont dû revenir après quelques mois.

« Bien sûr, il est difficile d'évaluer les risques, lequel d'entre eux est le pire pour l'enfant : ne pas voir le père, peut-être pendant plusieurs années, ou ne pas entendre les sirènes et ne pas risquer d'être frappé par un missile russe tous les jours. Du point de vue de la sécurité physique, le choix est évident. D'un point de vue psychologique, chaque famille doit prendre une décision équilibrée », commente la psychologue Vitalina Ustenko.

Celle-ci ajoute que la période de la grossesse et les premières années de la vie d'un enfant sont très sensibles et vulnérables pour les femmes. En ce moment, les femmes ont besoin de beaucoup plus d'attention, de soutien, d'assistance, de paix et de sécurité. Il est extrêmement difficile de se retrouver sans soutien pendant une telle période.

L'experte de *Gender in Details*, Iryna Dedushova, insiste également sur le renforcement du travail de soin pour les femmes :

Ce sont les femmes qui sont généralement chargées de s'occuper des enfants et des personnes âgées en temps de paix. La guerre a intensifié ces processus dans les familles où les hommes sont partis au front, ainsi que dans les situations où les femmes sont contraintes de partir à l'étranger.

En général, c'est particulièrement difficile pour les femmes ayant des enfants à l'étranger, car, en plus de leur mari, elles perdent souvent le reste de leurs proches qui les aidaient à s'occuper des enfants en Ukraine.

En mai, *Gender in Details* a lancé un *flashmob* #my_heroine sur l'héroïsme des femmes pendant la guerre, qui est passé inaperçu. Dmytro Krapyvenko, journaliste et désormais soldat des forces armées ukrainiennes, a également écrit sur «l'exploit de sa femme» :

Pendant six mois dans l'armée, je n'ai, pour être honnête, rien fait de significatif ou d'exceptionnel. Et elle... a emmené les enfants hors de Kiyv, qui était lourdement bombardée et pilonnée alors que la direction de l'ouest était bloquée, par des check-points, elle est passée à travers un million de points de contrôle avec deux enfants adultes et deux chats ! Elle a patienté trois jours avant la frontière polonaise. Elle a rapidement trouvé un emploi prestigieux et bien rémunéré. Trouver un

endroit confortable pour vivre à Lublin, où s'en-tassent les réfugiés, est une quête folle, mais vous pouvez y arriver. Elle a organisé les loisirs, trouvé un club de sport pour le plus jeune, une école et un emploi à temps partiel pour le plus âgé – elle a tout fait, je ne pouvais que fredonner quelque chose d'approbateur au téléphone : je suis fier de toi. Merci pour ton exploit !

On ne peut s'empêcher de mentionner les établissements d'enseignement qui sont passés à l'enseignement à distance depuis le début de la guerre. Il est facile d'imaginer ce que cela signifie pour les parents d'enfants en âge de fréquenter l'école maternelle et primaire. Quelqu'un devait rester à la maison avec eux en permanence, et ce n'était généralement pas des hommes, comme pendant la pandémie.

Du côté positif, les experts notent que les femmes victimes de violences domestiques ont pu s'échapper à l'étranger. La psychologue Vitalina Ustenko dit avoir déjà rencontré dans son cabinet une douzaine de femmes qui ont été aidées par la guerre en Ukraine à surmonter la guerre interne et à échapper à leur agresseur domestique. Ces femmes étaient hébergées dans d'autres pays et savaient pertinemment que leurs maris ne pourraient pas les rejoindre là-bas.

CONSÉQUENCES DÉMOGRAPHIQUES DE LA GUERRE ET UKRAINE DE DEMAIN

Selon l'ONU, plus de 12,5 millions de personnes ont quitté l'Ukraine depuis le début de la guerre. Environ 5 millions d'entre elles sont déjà rentrées. Il est difficile d'imaginer combien de citoyens ukrainiens se seraient retrouvés à l'étranger si l'interdiction de départ des hommes n'avait pas été annoncée dès le premier jour de la guerre. Après tout, de nombreuses



femmes ont été et sont empêchées d'évacuer par l'impossibilité de partir avec toute la famille, et c'est l'une des principales raisons qui poussent les femmes à retourner en Ukraine pendant la guerre.

De plus, la menace de la crise démographique restera un grand risque pour l'égalité des sexes même après la guerre. Les experts se plaignent déjà que si les Ukrainiennes et les Ukrainiens qui se trouvent actuellement à l'étranger ne reviennent pas, notre pays sera confronté à de graves problèmes économiques, car il y aura plus de retraités dans le pays que de population en âge de travailler, et le taux de natalité était déjà faible avant la guerre.

Selon la chercheuse Oksana Dutchak, il est très probable qu'après la guerre, on assiste à des tentatives de restriction de la liberté reproductive des femmes. Même aujourd'hui, il y a régulièrement des pétitions pour interdire l'avortement avec des arguments sur la restauration de la démographie.

«Il est très difficile de prévoir comment tout va évoluer après la guerre – tout sera compliqué et ambigu. Certaines femmes qui ont réussi à s'intégrer décideront probablement de rester. Les femmes qui ont un endroit où revenir, reviendront probablement en majorité. La grande question ici est de savoir ce que l'État va faire pour que plus de personnes reviennent, et non moins. Pour que les conditions soient au moins tolérables, sinon meilleures qu'à l'étranger. Il s'agit de la question de logement, du travail, mais aussi d'infrastructure sociale – à savoir si les institutions éducatives et médicales fonctionneront au niveau approprié pour encourager les familles à revenir», commente Oksana Dutchak.

La guerre à grande échelle a montré que toute approche catégorique ne peut être qu'en fonction de la situation, et que les conditions qui pouvaient exister en période de paix ou de paix partielle sont

tout simplement impossibles aujourd'hui. Mais il faut appeler un chat un chat et ne pas cacher la vérité: l'inégalité entre les sexes en Ukraine, en raison de la fermeture des frontières et de la mobilisation des hommes, est sans précédent.

Une femme qui a perdu son emploi ou son logement peut espérer le retrouver, en particulier à l'étranger. Un homme qui a perdu son emploi ou sa maison a beaucoup moins d'options. Selon Gradus Research, l'argent et le travail sont désormais les principaux besoins des personnes déplacées et de celles qui sont restées chez elles. Au moins 5 millions d'Ukrainiens ont perdu leur emploi à cause de la guerre.

Cette guerre est sans aucun doute sans précédent, donc des décisions sans précédent sont attendues. Mais il est nécessaire de les penser ou de les ajuster dans le temps, en impliquant des experts et en étudiant l'opinion publique. Un récent sondage KIIS a montré que la plupart des Ukrainien·nes ne condamnent pas les réfugié·es – même s'il s'agit d'hommes en âge de servir dans l'armée. La société est hétérogène, les gens se comportent différemment selon les situations, ont différents revenus, font face à des défis personnels différents, etc. Toute décision politique qui décide du sort de millions de personnes sur une base unique est discriminatoire, elle crée des tensions et aura des conséquences à long terme. Ces décisions doivent-elles être au fondement de l'Ukraine de demain?

29 NOVEMBRE 2022

Publié par [Commons](#)

Traduction Léonie Davidovitch

FÉDÉRATION DE RUSSIE
DANS LE VENTRE DE LA BÊTE

RÉSISTANCE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE

Nous publions un rapport sur le travail de notre mouvement antiguerre. Des coordinatrices, des militantes, des volontaires, tant celles qui sont en Russie que celles qui l'ont quittée, font leur travail pour fournir une assistance aux victimes et mener une agitation antiguerre. Résistance féministe contre la guerre compte de nombreux groupes et projets militants, d'escouades, de sections. Vous êtes toutes des résistantes à la guerre, et votre travail est visible et important.

Nous avons publié deux autres numéros de la revue antiguerre *Jenskaya Pravda*: nous mettons en place un nouveau système de distribution dans les villages et nous publions le journal dans les langues des États membres de la Fédération.

Résistance féministe contre la guerre a constitué un groupe de mères, et nous avons également commencé à coopérer avec un groupe d'initiative de mères de mobilisés: nous les redirigeons vers des psychologues, des militants des droits humains et des journalistes.

Le groupe de parents de Résistance féministe contre la guerre, avec un groupe de mères de mobilisés, a lancé une lettre ouverte aux députés et une pétition correspondante à l'occasion de la fête des mères. Leur lettre commence à être connue non seulement en Russie, mais aussi dans le monde: de nombreux grands médias mondiaux l'ont citée. La pétition a atteint 29 000 signatures en une seule journée.

Notre centre d'aide aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens déportés en Russie a récolté des fonds. Nous avons aidé des groupes de volontaires de Tchouvachie, Krasnodar et Moscou. Nous aidons

également à la recherche de personnes pour accompagner les Ukrainiens et Ukrainiennes.

Nous lançons une exposition à Paris pour soutenir les femmes russes qui s'opposent à la guerre et qui défendent leur position: les prisonnières politiques, les femmes qui s'opposent aux violences policières. L'exposition est programmée pour coïncider avec l'action des Nations unies sur les «Seize jours contre la violence sexiste».

Le 29 octobre, nous avons soutenu l'action «Retour des femmes» lancée par Memorial: dans notre version de l'action «Retour des femmes», nous avons publié les noms de femmes réfugiées et de prisonnières politiques dans plusieurs villes et pays.

Notre centre de sécurité a lancé un programme de formation à la cybersécurité pour les militants: nous suivons cette question et en rendons compte régulièrement.

Les histoires de nos militants antiguerre sont désormais formatées sous la rubrique #militants écrivent: vous pouvez nous envoyer votre histoire de résistance, et nous la mettrons progressivement en forme sous forme de fiches.

Les militantes homosexuelles de Résistance féministe contre la guerre se sont réunies dans un bureau éditorial indépendant et vont publier un zine homosexuel *Propagande LGBT*, programmé pour coïncider avec l'adoption de nouvelles lois terribles qui discriminent les personnes homosexuelles. Le zine met également en lumière l'impact de la guerre sur les homosexuel·les et leurs droits.

En plus de la pétition à l'occasion de la fête des mères, une action #letter_to_mother a été lancée: l'action est dirigée contre l'atomisation de la société

russe. Les lettres suggèrent que nous devrions discuter du rôle de la guerre et de l'État dans la rupture des relations entre les générations.

À Saint-Petersbourg, un groupe d'activistes a organisé une campagne «Vous n'étranglerez pas cette chanson, vous ne la tuerez pas», dédiée aux personnes LGBT+ en Russie.

Le centre psy lance une série de conférences-streams solidaires «Vous êtes ici» sur l'expérience collective de la guerre: suivez le programme et connectez-vous aux conférences sur notre Instagram et YouTube! Résistance féministe contre la guerre a également lancé plusieurs groupes de soutien: un groupe de soutien pour les personnes anxieuses face à la guerre et à la mobilisation, un groupe de soutien pour les bénévoles.

Nous avons préparé des collections de films et de livres antiguerre, ainsi que des guides sur la manière d'organiser des groupes de lecture dans la plus grande sécurité: tout est fait pour que les groupes

de sensibilisation antiguerre fonctionnent dans toute la Russie.

En novembre, de nombreux conflits de travail ont eu lieu entre les magasiniers de Yandex Food et leurs patrons, qui pratiquent des licenciements illégaux massifs. Avec notre aide, deux employés ont poursuivi l'entreprise et obtenu une compensation financière.

Nos sections dans 30 pays continuent leur travail! Cette année, un grand nombre de sections ont organisé un rassemblement le 25 novembre contre les violences basées sur le genre. Elles ont également participé à des actions de solidarité avec les femmes iraniennes. Ce mois-ci, nous avons une nouvelle section en Irlande. La cellule estonienne a organisé une série d'événements de dons pour aider les réfugié·es ukrainien·nes: une conférence sur la prévention du cancer du sein et une soirée poésie.

1^{ER} DÉCEMBRE 2022

Traduction Léonie Davidovitch



27 novembre – Jour des mères

Nous exigeons le retrait des troupes d'Ukraine et le retour des soldats chez eux.

NOUS EXIGEONS LE RETRAIT DES TROUPES D'UKRAINE ET LE RETOUR DES SOLDATS CHEZ EUX

Résistance féministe contre la guerre a lancé cette pétition adressée à Svyatenko Inna Yurievna, présidente du Comité de la politique sociale du Conseil de la Fédération et Ostanina Nina Aleksandrovna, présidente du Comité de la Douma d'État pour la famille, les femmes et les enfants.

Nous adressons cette pétition le 27 novembre, le jour de la fête des mères, à la présidente du comité de la politique sociale du Conseil de la Fédération Svyatenko Inna Yuryevna, à la présidente du comité de la Douma d'État pour la famille, les femmes et les enfants, Ostanina Nina Alexandrovna et aux membres de ces comités, dont le devoir est de veiller au bien-être social des familles, des femmes et des enfants en Russie.

La pétition a été initiée par les mères du mouvement Résistance féministe contre la guerre et un groupe d'initiative de mères de conscrits et de mobilisés.

Depuis neuf mois maintenant, la soi-disant «opération militaire spéciale» se poursuit, qui apporte destruction, chagrin, sang et larmes. Tout ce qui se passe en Ukraine et en Russie ne peut que blesser nos cœurs. Quelle que soit notre nationalité, notre religion ou notre statut social, nous – les mères de la Russie – sommes unies par un seul désir: vivre dans la paix et l'harmonie, élever nos enfants sous un ciel paisible et ne pas avoir peur pour leur avenir.

Nous, les mères, sommes actuellement dans une position difficile et vulnérable. Malgré toutes les promesses de soutien de l'État, le niveau de vie baisse, la pauvreté frappe à la porte de la grande majorité

des familles russes. Dans le même temps, les familles avec enfants constituent la catégorie de population la plus nécessiteuse du pays, même en temps de paix.

Après le 24 février, la situation ne fait qu'empirer. Les sanctions provoquées par l'opération militaire en Ukraine entraînent une augmentation de l'inflation et, dans le contexte de l'inflation, les revenus, qui suffisaient à peine, se déprécient. Selon les données officielles de Rosstat, presque un enfant sur cinq vit dans une famille dont le revenu moyen est inférieur au niveau de subsistance minimum par personne, c'est-à-dire dans la pauvreté. L'État nous encourage à faire plus de naissances, puis nous jette dans la pauvreté ou sacrifie nos enfants à leurs ambitions.

Notre pays a réintroduit le titre de «mère héroïne» pour les mères de nombreux enfants, alors que les statistiques officielles nous disent que la maternité (et surtout la présence de trois enfants) en Russie garantit pratiquement une vie en dessous du seuil de pauvreté pour les femmes. Nous n'avons pas besoin de titres inutiles, nous avons besoin de vraies mesures qui nous assurent, à nous et à nos familles, une vie décente!

L'énorme somme d'argent dépensée chaque jour dans les opérations militaires pourrait être investie dans notre bien-être. Mais au lieu de nouveaux jardins d'enfants, de maternités, d'écoles et d'hôpitaux, nous n'obtenons que des discours vides sans fin à la télévision sur notre «succès» et notre «grandeur».

Au moins 318000 hommes ont déjà été mobilisés (ce chiffre est donné par Vladimir Poutine). Des hommes ont été emmenés même alors qu'ils avaient

des enfants mineurs à charge. Dans de nombreuses régions, les familles des mobilisés ont dû les aider de manière indépendante, achetant tout à leurs frais, jusqu'aux gilets pare-balles. Qui subviendra aux besoins des familles qui ont perdu leur soutien de famille? Nous connaissons la réponse – toutes ces difficultés seront un fardeau supplémentaire sur les épaules déjà surchargées des mères! Beaucoup d'hommes survivants perdront leur santé et leurs capacités: notre État déléguera également leurs soins à des femmes, uniquement contre des promesses de soutien et d'avantages.

Les mères de conscrits et mobilisés sont obligées de frapper de manière humiliante aux portes des administrations municipales, essayant de ramener leurs fils et maris à la maison. Elles tiennent des piquets, rédigent des appels collectifs, déposent des pétitions, mais personne ne les entend! Les autorités démontrent leur véritable attitude envers les mères. La voix des mères dans notre pays n'est nécessaire que pendant les élections: quand c'est bénéfique pour l'État, alors elles se souviennent de nous. Le reste du temps, nous sommes seules avec nos problèmes, avec notre chagrin. Et notre gouvernement ne récupère pas les corps mutilés de parents décédés. Ils sont laissés dans un pays étranger et n'appartiennent plus à leurs familles même après leur terrible mort.

Ce qui se passe maintenant a un autre aspect terrible. Les problèmes économiques et la crise sociale

conduisent inévitablement à une augmentation de la violence domestique. Les hommes, brisés par la pauvreté et l'incertitude de l'avenir, déchargent leurs problèmes sur les femmes et les enfants. De plus, en temps de guerre, les hommes qui retournent à la vie civile portent souvent avec eux de graves traumatismes psychologiques. Et cela se traduit aussi par une violence incontrôlée envers les plus proches.

Au cours des dix dernières années, des projets de loi sur la prévention de la violence domestique ont été soumis à la Douma d'État plus de 40 fois, mais n'ont pas passé une seule lecture. En 2017, par décret présidentiel, l'article sur les coups a été supprimé du Code pénal russe, et seules la responsabilité administrative et une petite amende ont été introduites pour la violence domestique. Les femmes, y compris les mères en Russie, ne sont désormais aucunement protégées de la violence dans leur propre famille. Et la violence va augmenter chaque jour.

L'anxiété pour l'avenir de nos enfants est plus forte que jamais. Le monde dans lequel ils vivront dépend en grande partie des décisions que nous, adultes, prenons

aujourd'hui. Les allusions constantes des plus hauts dirigeants du pays quant à la possibilité d'utiliser des armes nucléaires suscitent le désespoir dans nos âmes.

26 NOVEMBRE 2022

POUR SIGNER LA PÉTITION



LA MAIN DANS LE SAC DU GÉNOCIDE

JEAN-MARC ADOLPHE¹

Alors que se poursuit la déportation d'enfants ukrainiens en Russie, les révélations sur Maria Lvova-Belova, la cheffe d'orchestre d'une politique systématique, la relie, ainsi que l'écrit l'écrivain Jonathan Littell, davantage à des pratiques nazies qu'au passé soviétique de la Russie. Notre enquête prouve toutefois qu'au-delà du cas de Maria Lvova-Belova et de ses allures de dame patronnesse, le véritable instigateur de cette politique génocidaire n'est autre que Vladimir Poutine. Mais s'il s'agit bien d'intentions génocidaires, les gouvernements occidentaux devraient agir sans tarder à leur prévention. On est loin du compte, et pendant ce temps, les « évacuations » forcées se poursuivent à un rythme soutenu.

C'est un geste, complaisamment ou négligemment filmé, on ne sait, qui est à lui seul un immense pied de nez à la communauté internationale. Le 11 novembre dernier, Maria Lvovava-Belova est en visite, sous bonne escorte militaire, dans les régions de Kherson et de Zaporijjia récemment annexées par la Russie. Dans des images tournées par la chaîne Zvezda, compagnie de télévision des forces armées russes, on la voit arriver à la nuit tombée, en sweat-shirt bleu logotypé de la lettre Z, dans un internat pédiatrique. La localisation précise n'est pas indiquée, mais la scène semble se situer à Henitchesk, ville de 20 000 habitants sur la mer d'Azov, assez loin de la ligne de front.

Maria Lvova-Belova y tient une réunion avec les responsables de la structure, puis pénètre dans la pouponnière. Les images sont furtives, mais on voit distinctement Maria Lvova-Belova se saisir d'un bambin dans un lit d'enfant, et aussitôt le confier à un militaire.

Les humanités ont déjà révélé, dès le 9 septembre, le rôle joué par Maria Lvova-Belova, commissaire de la Fédération de Russie aux droits de l'enfant (sic) et son implication personnelle dans l'enlèvement et la déportation d'enfants de Marioupol et du Donbass. Mais c'est la toute première fois qu'on la voit aussi directement prise « la main dans le sac ». Le fait qu'elle ait elle-même publié cette vidéo sur son compte Telegram en dit long sur l'impunité dont elle pense se prévaloir².

Pire encore : après avoir confirmé lors d'une conférence de presse le 26 octobre dernier, qu'elle avait bel et bien « adopté » un adolescent de 16 ans qu'elle avait été en personne « prélever » à Marioupol, cette nouvelle « mise en scène » d'enlèvement est un nouveau camouflet à l'encontre des instances internationales (Nations unies, Unicef, Croix-Rouge internationale) qui, de fait, restent pitoyablement silencieuses sur le sujet des déportations d'enfants. C'est, enfin, la preuve d'un total mépris pour la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 et des conventions de Genève relatives aux droits de l'enfant.

1. Jean-Marc Adolphe est animateur du site *LesHumanités*.

2. « Être inscrite sur les listes de sanctions, c'est un honneur réservé aux héros », a déclaré Maria Lvova-Belova début novembre. « Nous poursuivons notre mission. Les sanctions ne nous arrêteront pas. »

Les Nations unies, Maria Lvova-Belova s'en souciait pourtant, en mars dernier, lorsqu'elle écrivait à Michelle Bachelet, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, pour dénoncer « le harcèlement à grande échelle des enfants russes et russophones à l'étranger. » À l'appui de ses dires, elle mentionnait alors l'appel d'une femme vivant en Italie depuis vingt ans : « Son fils ne veut plus aller à l'école car il est victime d'intimidation en raison de ses origines russes. » Elle faisait encore état de prétendus rapports (dont personne n'a jamais entendu parler) provenant « de France, d'Espagne, de la République tchèque et de Pologne [où] le degré de russophobie est devenu incroyablement élevé » :

Une campagne anti-russe sans précédent a été déclenchée et est activement alimentée par les médias. Cette situation exige non seulement une attention particulière mais aussi une condamnation résolue car elle est incompatible avec les idéaux inscrits dans la Charte des Nations unies et les articles de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Dans une logique qui vise à faire passer l'agresseur pour victime, cette antienne de la « russophobie » est un leitmotiv. À la mi-août, le directeur adjoint du Patriarcat de Moscou, l'évêque Savva (Tutunov) de Zelenograd, étroitement lié à l'Église orthodoxe russe de Paris où il a fait une partie de ses études, dénonçait la « politique d'abolition de la culture russe », qui se serait, selon lui, intensifiée en France, et aurait pris pour cible les enfants. Aucun élément concret, mais de vagues accusations :

Un enfant, descendant de la cinquième génération de l'émigration russe [aurait] exprimé le désir d'apprendre le russe comme deuxième langue. Les enseignants l'en auraient dissuadé au motif que « tous les Russes sont mauvais ».

Et dans une autre classe, un élève « aurait été obligée de s'habiller en jaune et bleu » en soutien à l'Ukraine.

De tels délires sont abondamment repris par des sites de propagande pro-russes, et tandis que le patriarche Kirill donne la sainte bénédiction à Maria Lvova-Belova (comme il bénissait, au début de la guerre, les missiles russes qui allaient tuer des civils en Ukraine), le gouvernement français a décidé d'épargner de toute sanction la richissime Église orthodoxe russe de Paris !

« L'ÉTAT RUSSE EST GARDIEN ET PROTECTEUR DES VALEURS SPIRITUELLES ET MORALES TRADITIONNELLES, L'HÉRITAGE SPIRITUEL DE LA CIVILISATION MONDIALE » (VLADIMIR POUTINE)

En Ukraine, pour le Kremlin, les conventions internationales sont sans objet. Inspiré par des idéologues ultranationalistes comme Alexandre Douguine, Konstantin Malofeev, Alexandre Prokhanov, et Timofei Sergueïtsev (dont *leshumanités* avaient traduit et édité, début avril, l'effarante tribune publiée par l'agence officielle RIA Novosti), qui ne cessent de le marteler sur tous les tons depuis 2014 et la révolution de Maïdan, Vladimir Poutine considère que l'Ukraine n'aurait jamais dû exister en tant que nation indépendante, et donc, n'existe pas. CQFD. L'invasion qui a commencé le 24 février n'est pas une guerre mais une « opération militaire spéciale » qui relève, en gros, des affaires intérieures russes. Pour faire gober cette machination à l'opinion publique russe, le terrain a été préparé de longue date par la propagande, visant à faire passer la nation ukrainienne comme un repaire d'« ukronazis » (à l'exception des valeureux résistants héroïques et pro-russes du Donbass, pour la plupart un ramassis de zozos et de voyous), lesquels



«ukronazis» sont naturellement soutenus par un «Occident collectif» décadent auquel, seule dans sa grandeur impériale, s'oppose la Sainte Russie, dernier rempart des valeurs traditionnelles. Les «droits de l'homme» sont une invention de cet Occident décadent, CQFD bis.

«L'État russe à l'étranger est de plus en plus perçu comme gardien et protecteur des valeurs spirituelles et morales traditionnelles, l'héritage spirituel de la civilisation mondiale», écrit Poutine dans un décret signé le 5 septembre approuvant le «concept de la politique humanitaire de la Fédération de Russie à l'étranger». Ce n'est plus de l'impérialisme, c'est de la folie pure et simple; folie à laquelle Maria Lvova-Belova s'empresse naturellement d'emboîter le pas lorsqu'elle se félicite de l'appel à mobilisation lancé le 21 septembre par le président russe, puisqu'il s'agit de «protéger le peuple frère des nazis». «La Russie n'abandonne pas son peuple, surtout ses enfants!», a-t-elle ajouté dans la presse russe. Or, «les enfants des républiques du Donbass sont notre propre sang, et il n'y a depuis longtemps aucune frontière entre la Russie et la région. Les enfants de ces républiques sont les nôtres!»

Il n'est donc guère étonnant de retrouver Maria Lvova-Belova, orchestratrice en chef des déportations d'enfants d'Ukraine en Russie, en première ligne d'un autre combat: ces derniers temps, elle s'est beaucoup activée pour que la Douma d'État adopte, en sus d'une législation destinée à davantage réprimer toute forme de propagande homosexuelle, des dispositions visant à interdire, plus largement, tout ce qui serait «contraire aux valeurs traditionnelles».

Au premier rang de ces valeurs traditionnelles figure bien évidemment un patriotisme absolu. La dernière proposition en date de Maria Lvova-Belova: rétablir dans toutes les écoles de la Fédération de Russie une

formation militaire: «Il faut absolument faire revivre l'esprit patriotique» et «créer pour les enfants des héros qu'ils aient envie de suivre.» Et pour ceux qui, déportés depuis Marioupol et le Donbass, auraient quelque réticence à spontanément approuver l'esprit et la nationalité russes, un petit passage en camp de rééducation devrait suffire à les remettre dans le droit chemin. Maria Lvova-Belova ne parle évidemment pas de camps de rééducation, même en Russie, ça fait mauvais genre. Elle parle de «camps de santé» où les enfants seront suivis par des équipes de psychologues et de psychiatres. Aux petits-oignons, on imagine bien. Mais communiquer tout cela à l'Unicef et à la Croix-Rouge internationale (qui ne demandent d'ailleurs rien)? Il ne faut quand même pas exagérer.

Les masques, toutefois, tombent assez vite. En concertation avec Ramzan Kadyrov, un premier groupe d'adolescents «difficiles» vient d'être envoyé, jusqu'au 18 novembre, dans un camp «militaro-patriotique» en Tchétchénie¹. À ce rythme-là, les plus âgés pourraient ne pas tarder à être envoyés en Ukraine... se battre contre leur propre pays...

Est-ce cette seule perspective qui fait rire de bon cœur, et en franche camaraderie, l'orthodoxe Marie Lvova-Belova et l'islamiste Ramzan Kadyrov? L'épouse de ce dernier vient d'être désignée par Poutine «mère-héroïne» (une «distinction» ressuscitée de l'ère soviétique) pour avoir enfanté onze marmots. Entre-temps, Kadyrov a secrètement épousé une seconde femme, beaucoup plus jeune, qu'il a croisée dans un concours de beauté alors qu'elle n'avait pas encore 15 ans². Peu importe que la poly-

1. Ce camp s'appelle «Gorny Klyuch», il est situé à la périphérie du village de Serjen-Yurt, dans le district de Shalinsky, et l'opération est baptisée «Puissance du Caucase».

2. Aujourd'hui âgée de 30 ans, Fatima Khazuyeva est propriétaire d'un palace à Grozny, juste en face la résidence officielle de Kadyrov, et de trois

gamie ne soit guère conforme aux «valeurs traditionnelles» que prétend défendre Maria Lvova-Belova, les voies du Seigneur sont impénétrables, et Kadyrov a toujours proclamé que la loi islamique était supérieure aux lois russes. Donc, fricoter avec un barbouze assassin qui hurle vingt fois par jour Allahu akbar, ça ne pose pas de problème; en revanche, imaginer un quart de seconde que les Ukrainiens, ces «petits-russes», puissent s'enticher de démocratie; là, c'est franchement intolérable.

MARIA LVOVA-BELOVA OU L'ART DE LA PELUCHE

Mais comme l'enfer est, paraît-il, pavé de louables intentions, fussent-elles doublées du plus extraordinaire cynisme, c'est sous des atours de dame charitable que Maria Lvova-Belova vante son action auprès de l'opinion publique russe. Omettant de dire que sans les bombardements incessants qui ont fait de la ville de Marioupol une ruine béante, il n'y aurait pas eu autant de drames humains, elle se présente en sauveuse d'enfants transformés en orphelins. Et ceux qui ont abusivement été séparés de leurs parents dans les sinistres «camps de filtration» deviennent des enfants «privés de soins parentaux».

Le mode opératoire est rôdé: chaque fois que Maria Lvova-Belova est allée en personne dans le Donbass vider orphelinats et internats, elle s'est parée des attributs de la «mission humanitaire»,

luxueux appartements à Moscou, pour une valeur totale estimée à quatre millions d'euros... Le blogueur tchéchène Tumso Abdurakhmanov, à l'origine de ces révélations, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat en février 2020 en Suède, où il s'était réfugié. L'enquête a révélé que les deux auteurs de la tentative d'assassinat, Ruslan Mamaev et sa complice Elmira Shapiaeva, avaient reçu une somme de 60 000 euros pour exécuter le crime, qui avait l'objet de préparatifs à Grozny et Moscou. Les commanditaires, parfaitement identifiés, Kadyrov *himself* et le président du parlement tchéchène, Magomed Daudov, n'ont jamais été inquiétés.

arrivant les bras chargés de cadeaux, de vêtements, de gâteaux, et surtout de peluches, pour les tout-petits. Des peluches énormes, ostentatoires. C'est donnant-donnant: je te donne une peluche, tu me donnes ta liberté. La peluche est un appât, similaire aux friandises que les violeurs-pédophiles proposent aux petits enfants à la sortie des écoles pour accepter qu'ils les suivent. Maria Lvova-Belova est de cette engeance-là: sous des allures toujours souriantes (d'ancienne chanteuse de pop music qui a raté sa carrière), veille une âme de redoutable prédatrice. Début octobre, alors que 234 enfants rafiés dans le Donbass étaient sur le point d'atterrir sur un aéroport militaire de la région de Moscou, elle disait ressentir «une excitation inexprimable et des larmes de joie.» Voler et déporter des enfants, ça l'excite...

Nom de code: «The day after tomorrow». Au nom de cette «mission humanitaire», Marie Lvova-Belova s'est attaché la complicité de la Croix-Rouge russe, mais pas seulement: début octobre, au moment même où 76 enfants supplémentaires allaient être déportés de la région de Louhansk, le comité international de la Croix-Rouge acceptait d'être accrédité auprès des autorités de cette «République» autoproclamée.

MAIS AU FAIT, QUI EST MARIA LVOVA-BELOVA ?

Il n'est pas facile de retracer avec précision sa biographie, qu'elle a en grande partie modelée sur mesure. Née à Penza, le 25 octobre 1984, elle confie sur son compte Telegram: «Je me souviens que notre famille nombreuse était au bord de la pauvreté dans les turbulentes années 1990. Nous n'avions pas assez d'argent, même pour la nourriture.» Une famille au bord de la pauvreté? Après des études d'ingénieur, son père, Alexei Lvov-Belov, a suivi une carrière artistique.



D'après l'agence Penza News, dans ces fameuses années 1990, il a commencé à travailler comme enseignant à l'école de culture et d'art de Penza, puis a dirigé divers ensembles de pop et de jazz, participant même à des festivals et des concours russes et internationaux. Nommé en 2009 directeur artistique de la société philharmonique régionale de Penza, il est depuis 2014 directeur artistique du théâtre musical de Krasnodar. Ce n'est pas, à première vue, le profil type du citoyen-russe-lambda-à-mourir-de-faim, mais en faisant référence aux «turbulentes années 1990», Maria Lvova-Belova s'inscrit pleinement dans le rejet des années Elstine qui a fondé l'accession au pouvoir de Poutine.

Elle confie encore avoir «décidé dès son plus jeune âge qu'elle voulait aider les orphelins et les personnes handicapées». Une «vocation» qui serait née après avoir vu pour la première fois, encore adolescente, un enfant abandonné; elle se serait alors «promis d'aider à l'avenir les enfants orphelins.» C'est sympathique, sauf que là encore, la réalité semble passablement arrangée. Parce que c'est d'abord, dans les pas de papa, une carrière musicale à laquelle se destine la jeune Maria Lvova-Belova. Dans le collège pour la culture et les arts où enseigne son père, elle choisit la direction d'orchestre, rien de moins, et poursuit sa formation à l'Académie d'État de la culture et des arts de Samara, d'où elle sort avec un diplôme de chef d'orchestre... dont des journalistes russes indépendants n'ont jamais réussi à retrouver la moindre trace. D'autant plus gênant qu'en vertu de l'article 4 de la loi fédérale russe «sur les commissaires aux droits de l'enfant dans la Fédération de Russie», un-e fonctionnaire de ce niveau est normalement tenu-e d'avoir eu une formation supérieure.

Cette même année de diplôme suspect (2002), elle rencontre Pavel Kogelman, programmeur

informatique qu'elle épouse l'année suivante. Leur fille aînée naît deux ans plus tard, puis un garçon, puis un troisième enfant en 2010, accompagné la même année de quatre enfants adoptifs. Maria Lvova-Belova n'a peut-être pas renoncé à devenir chef d'orchestre, mais c'est dans le social et le caritatif qu'elle va commencer à prendre la baguette et mettre en musique son sens des affaires.

En 2014, elle crée une première fondation, Quartier de Louis (en hommage, paraît-il, à Louis Armstrong): un projet de réhabilitation et d'adaptation sociale destiné à préparer les diplômés des orphelinats et des pensionnats présentant différents niveaux de handicap à une vie indépendante. Dans la foulée, le Quartier de Louis s'agrandit avec trois nouveaux équipements, dont «les Nouveaux rivages», un manoir de campagne «pour la réhabilitation et l'adaptation des résidents», et la «Maison de Veronika», pension pour les enfants des orphelinats souffrant de handicaps graves, qui va devenir le fer de lance de l'action publique de Maria Lvova-Belova.

Car Lvova-Belova est, dans le même temps, entrée en politique, au sein de la Chambre publique de la région de Penza, puis à partir de 2017, de la Chambre publique de la Fédération de Russie. Cela facilite grandement les aides publiques dont elle a besoin pour financer ses institutions privées... Distinguée en 2020 parmi les «Leaders de Russie», elle rencontre à cette occasion Vladimir Poutine, qui la nomme, en novembre 2021, commissaire de la Fédération de Russie pour les droits de l'enfant.

Entre-temps, un premier couac est venu ternir la jolie réputation de la Maison de Veronika. Dès la première année de fonctionnement de cette pension, Ilmir Valiev, un chômeur en fauteuil roulant, est décédé à l'hôpital clinique de Penza après avoir

manqué deux dialyses successives. Des journalistes qui ont enquêté sur ce cas se sont aperçus que le jeune homme n'avait pu payer le taxi pour se rendre à l'hôpital, sa pension étant intégralement affectée au remboursement d'un prêt que Maria Lvova-Belova l'avait obligé à contracter pour payer... ses frais de séjour à la Maison de Veronika. D'autres résidents avaient alors fait savoir que cette pratique de prêts contraints était quasi-systématique.

D'autres morts suspectes sont intervenues dans les établissements gérés par Maria Lvova-Belova. Le dernier en date, le 12 octobre 2022, concerne une jeune fille handicapée, Sasha Seliverstova, dont le cas avait été abondamment médiatisé trois ans plus tôt pour organiser une collecte de fonds. Des observateurs se sont étonnés de la totale indifférence affichée par Maria Lvova-Belova au décès de Sasha. La raison, peut-être, de ce silence? Le site indépendant Bloknot révèle qu'une altercation avait eu lieu entre l'aujourd'hui commissaire russe aux droits de l'enfant et la jeune handicapée: celle-ci avait réclamé, en vain, des fruits indispensables à son régime alimentaire. La jeune fille est-elle morte de cette carence alimentaire? On ne saura sans doute jamais.

Mais comme l'écrit l'enquête de Bloknot:

Bien sûr, il est possible que Maria Lvova-Belova soit une véritable militante, animée par le désir de faire le bien, et que les tragédies qui lui sont associées ne soient qu'un malheureux concours de circonstances. Mais cela pourrait aussi être l'inverse: il s'agit d'une jeune femme au cœur complètement froid pour qui les personnes qui l'entourent ne sont que des outils pour atteindre des objectifs personnels de carrière, politiques ou même financiers. Même les personnes les plus proches d'elle ne font pas exception, notam-

ment les enfants placés en famille d'accueil et les personnes handicapées couvertes par les projets «Quartier de Louis» et «Maison de Veronika» dans sa ville natale de Penza.

Cette bonne dame patronnesse, dont le mari a été ordonné prêtre orthodoxe en 2019, et qui a elle-même reçu la bénédiction d'un représentant du patriarche Kirill, est en tout cas au four et au moulin pour organiser la déportation des enfants d'Ukraine et leur adoption en Russie. L'annexion à la hussarde des régions de Kherson et de Zaporijjia, en plus de celles de Donetsk et de Louhansk, libère même de misérables obstacles administratifs: les frontières. Au lendemain du discours d'annexion de Poutine, elle s'est réjoui que son «travail», jusqu'à présent artisanal, «puisse devenir systématique».

Les dernières informations en provenance des régions de Kherson et de Zaporijjia confirment hélas cette tendance. Dans la région de Kherson, avant la libération de la ville par les forces ukrainiennes, environ 300 enfants ont été enlevés à leurs familles au motif fallacieux de leur offrir une semaine de vacances, «vacances» dont ils ne sont jamais revenus. Le 12 novembre dernier, 52 enfants supplémentaires ont été retirés d'un hôpital pédiatrique et conduits vers une zone «sûre» non spécifiée en Russie, dans le cadre d'un programme de «relocalisation médicale». Et c'est loin d'être fini: des responsables russes de l'oblast de Zaporijjia ont récemment déclaré que le transfert de plus de 40 000 enfants était encore prévu dans les prochaines semaines!

Côté russe, la «machine à adopter» semble connaître quelques ratés. Malgré les efforts déployés par Maria Lvova-Belova en lien avec un certain nombre de gouverneurs régionaux, et malgré les émoluments qui leur sont proposés, les



familles candidates pour l'adoption n'ont pas l'air de se bousculer au portillon. Pour susciter des vocations, d'éminents milblogueurs russes ont commencé à faire circuler le 9 novembre une série de documentaires en plusieurs parties présentant des enfants ukrainiens du Donbass adoptés par des familles russes. L'une de ces vidéos montre un adolescent «évacué» après avoir été blessé à Marioupol, aujourd'hui employé... dans un atelier de réparation de matériel militaire!

UN SEUL RÉFÉRENT : VLADIMIR POUTINE

Quel que soit le zèle tout particulier déployé par Maria Lvova-Belova pour mettre en œuvre cette déportation massive d'enfants ukrainiens, elle n'est «que» cheffe d'orchestre d'une stratégie délibérée, qui a été élaborée bien avant sa nomination comme commissaire de la Fédération de Russie aux droits de l'enfant. Comme l'indique la juriste ukrainienne Kateryna Rashevskya, «la Russie a commencé à déplacer puis adopter illégalement des enfants ukrainiens depuis l'occupation de la Crimée en 2014». Et dès avant l'invasion russe, le 24 février dernier, les structures de déportation, à commencer par les camps de filtration, étaient prévues et organisées. Les enfants sont les premières victimes d'une politique qui repose sur l'obsession martelée par certains idéologues ultranationalistes, et reprise par Vladimir Poutine : l'Ukraine, en tant que nation indépendante, n'aurait jamais dû exister, et donc, n'existe pas. L'Ukraine n'est rien d'autre que la «petite Russie» et doit rentrer dans le giron. Son patrimoine culturel doit être détruit et pillé, ses enfants doivent être «russifiés». Maria Lvova-Belova ne dit rien d'autre : les enfants raflés en Ukraine sont «de retour à la maison» : «les enfants de ces républiques sont les nôtres», déclarait-elle à l'agence Tass.

Maria Lvova-Belova n'a qu'un seul supérieur hiérarchique : Vladimir Poutine en personne. Et c'est à lui qu'elle rend compte, directement, de son entreprise de déportation.

Le 9 mars 2022, une quinzaine de jours seulement après le début de l'invasion russe en Ukraine, la commissaire aux droits de l'enfant est reçue par le maître du Kremlin. Le script de leur rencontre (sans doute en partie expurgé) est publié par le site du Kremlin. «Il va sans dire que votre travail est l'une des activités les plus importantes», précise d'emblée Vladimir Poutine. Maria Lvova-Belova précise qu'elle souhaite «coordonner les aspects stratégiques de notre travail avec vous, mon supérieur immédiat». Elle informe le président que «1 090 orphelins de diverses structures d'accueil sont arrivés [en Russie]. Certains pourraient être mis dans des logements temporaires, tandis que ceux qui ont la nationalité russe pourraient s'installer définitivement». «Pourquoi seulement ceux qui ont la nationalité russe? Cela doit s'appliquer quelle que soit leur citoyenneté», répond Vladimir Poutine. C'est que, objecte Maria Lvova-Belova, «il y a des réserves juridiques à prendre en compte». «Dites-moi simplement ce qu'elles sont, et nous travaillerons à supprimer ces obstacles», conclut Poutine. Fin mai, il signera le décret permettant d'attribuer la nationalité russe aux enfants déportés d'Ukraine, rendant ainsi possible leur adoption.

Maria Lvova-Belova a bénéficié à plusieurs reprises des services du ministère russe de la Défense, notamment lorsqu'il s'est agi, le 7 octobre dernier, d'acheminer 234 enfants raflés dans le Donbass, à bord de trois avions militaires qui ont livré leur «cargaison» sur le tarmac de l'aérodrome militaire de Chkalovsky, à Moscou.

Mais Vladimir Poutine est le seul auquel Maria Lvova-Belova rend compte, directement, de la mission

dont elle a été chargée, et à laquelle le président russe prête la plus grande attention. Le 25 octobre dernier, elle rencontre à nouveau Vladimir Poutine et lui expose une difficulté imprévue: certaines des familles sollicitées pour adopter ces enfants sont conscientes qu'elles pourraient elles aussi être poursuivies pour complicité de crimes de guerre. Le lendemain, Lvova-Belova donne la conférence de presse où elle confie qu'elle a elle-même adopté un adolescent de Marioupol (façon d'inspirer confiance à des familles hésitantes?).

Le 11 novembre dernier, enfin, Maria Lvova-Belova indique sur son compte Telegram: «Sur instruction du président [Vladimir Poutine], nous travaillons dans les nouveaux territoires russes.» On ne saurait être plus clair: Poutine est, en personne, le donneur d'ordre.

C'est loin de n'être qu'un détail. Les multiples cas de crimes de guerre dont la Russie s'est rendue coupable en Ukraine sont déjà plus nombreux qu'un tableau de médailles sur un torse de général! Mais d'un point de vue juridique, il ne sera pas toujours aisé d'établir, pour un tribunal pénal international, que la chaîne de commandement remonte directement jusqu'au président russe. Comment prouver que Poutine aurait personnellement donné l'ordre d'une pratique systématique de viols et d'actes de torture, par exemple? Dans le cas des déportations et adoptions d'enfants, les preuves sont là: il suffit de recopier les publications de Maria Lvova-Belova sur son compte Telegram!

Et ce crime de guerre a un nom: génocide, comme l'a rappelé Sylvie Rollet, présidente de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre, lors de la conférence de presse coorganisée par cette association entre Paris et Kyiv, le 15 novembre dernier.

En outre, selon l'écrivain Jonathan Littell, dans cette même conférence de presse du 15 novembre, ces déportations d'enfants ont davantage à voir avec des précédents liés au nazisme plus qu'au passé soviétique de la Russie, où les déportations de populations, non moins dramatiques, étaient d'une autre nature.

CRIME DE GÉNOCIDE

Comme l'indique un récent rapport du New Lines Institute et du Centre Raoul Wallenberg, «la Russie porte la responsabilité de l'État pour les violations de l'article II et de l'article III(c) de la convention sur le génocide à laquelle elle est liée». Le New Lines Institute et le Centre Raoul Wallenberg rappellent en outre que ce «risque très sérieux de génocide [...] déclenche l'obligation de prévention des États en vertu de l'article I de la Convention sur le génocide».

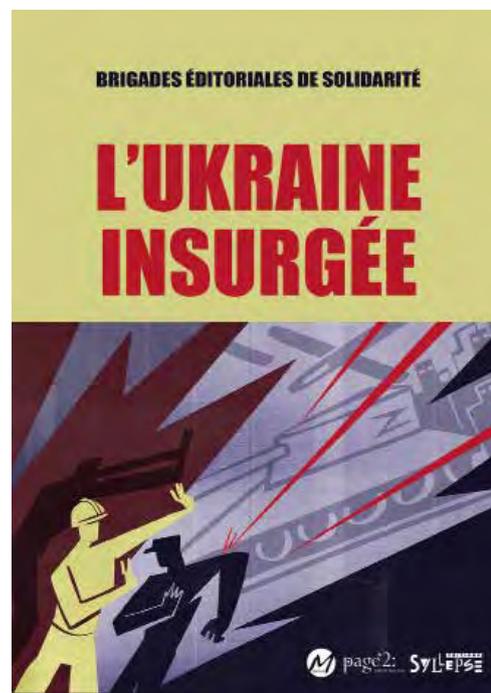
Ces deux ONG ont réuni une équipe de juristes et d'experts en génocide, un second groupe d'enquêteurs spécialisés dans le renseignement de sources ouvertes (OSINT), et des linguistes qui ont pu utiliser les nombreuses sources primaires que cette guerre a déjà créées. Le rapport issu de ces travaux pointe très précisément, sur 47 pages, les raisons pour lesquelles il existe «des motifs raisonnables de conclure que la Russie est responsable d'une incitation directe et publique à commettre un génocide, et d'un génocide fondé sur une intention de détruire en partie le groupe national ukrainien». Et dans ce contexte, «le transfert forcé d'enfants ukrainiens vers la Russie est un acte génocidaire au sens de l'article II (e) de la Convention sur le génocide.» [...]

Enfin, le New Lines Institute et le Centre Raoul Wallenberg rappellent que «la Convention sur le génocide impose aux États une obligation juridique minimale de prendre chacun des mesures raisonnables



pour contribuer à la prévention du génocide, une obligation qui s'étend de manière extraterritoriale et s'applique indépendamment du fait que les actions d'un État suffisent ou non à prévenir le génocide.» À interpréter *stricto sensu* cette mise en garde, la quasi-totalité des chefs d'État et de gouvernement européens pourraient être ultérieurement poursuivis pour absence de mise en œuvre de mesures de prévention de génocide. Et le premier à comparaître sera Emmanuel Macron qui, afin de ne pas «humilier» Vladimir Poutine, a refusé le 1^{er} avril dernier, d'employer l'expression «génocide», précisément parce que «reconnaître ce crime entraînerait un devoir d'assistance»... Ce qui s'appelle donc, clairement, un refus d'assistance à peuple en danger. On comprend mieux pourquoi il est inutile d'espérer de l'Élysée quelque position que ce soit sur le sujet des déportations d'enfants, ce qui est donc une forme de blanc-seing laissé à Vladimir Poutine et à «la cheffe d'orchestre» Maria Lvova-Belova...

www.leshumanites-media.com/post/la-main-dans-le-sac-du-génocide



396 pages
dont 12
en couleurs
20 €
Les bénéfices seront
intégralement reversés
à la solidarité

LA MÉMOIRE VOLÉE DE MARIOUPOL

DÉTRUIRE LA MÉMOIRE

OLGA KANUNNIKOVA¹

À Marioupol, les occupants russes ont détruit le monument aux victimes de l'Holodomor (1932-1933) et des répressions politiques. Jusqu'au 19 octobre 2022, dans le centre de Marioupol, sur une petite place, se dressait un monument aux victimes de l'Holodomor et de la terreur politique soviétique.

Le monument avait été érigé en 2004 lors de la Journée de commémoration des victimes de l'Holodomor et de la répression, à l'intersection de l'avenue de la Paix et de la rue de l'Université, près du théâtre d'art dramatique de Marioupol. L'organisation Memorial de Marioupol est à l'origine de ce monument, financé par le conseil municipal de la ville et les entreprises SU-112 «Stalkonstruktisia», DPU-128 «Donbasstalkonstruktisiya», TVAT «Azovmash», VAT «Markokhim», PP «Heraklès» ainsi que la VAT PBP «Azovintex». Les auteurs en sont : l'artiste A. Pinchukov, les architectes S. Rudenko, K. Okulenko, Y. Sagirov et V. Zemlyanoy.

Il n'existe pas de données précises sur le nombre d'habitants de Marioupol morts pendant la grande famine de 1932-1933, mais il est colossal. Notons que la majeure partie des bâtiments emblématiques de la ville a été construite au moment de cette famine, ou un peu plus tard. Au prix de quelles forces et par quels moyens cela a-t-il pu se faire ? Au cours de la première moitié du 20^e siècle, la population de l'Ukraine, y compris Marioupol, a fait face à trois vagues de famine : 1921-1922, 1932-1933 et

1946-1947. Des millions de personnes en ont été les victimes. Celle de 1932-1933, l'Holodomor, fut la plus terrible, Elle atteint son apogée en janvier-février 1933. Dans la région de Donetsk, la population de 29 districts et 83 localités fut touchée par cette famine. La politique des dirigeants soviétiques a conduit à cette tragédie : l'industrialisation, la collectivisation, la dékoulakisation, l'application de mesures draconiennes dans la campagne d'approvisionnement en céréales.

Le bilan des conséquences tragiques de ces années de famine n'est pas encore connu avec précision, car les données ne sont pas toutes disponibles et les résultats du recensement suivant ont été falsifiés.

Le *Livre de la mémoire* de la région de Donetsk, publié en plusieurs volumes, contient les noms de plus d'un millier et demi d'habitants de Marioupol et du district de Marioupol, fusillés uniquement pendant la Grande Terreur – chiffre auquel s'ajoute celui de ceux envoyés dans des camps ou déportés.

En mémoire de ces événements et en signe de respect pour les victimes innocentes, un monument «Aux victimes de l'Holodomor de 1932-1933 et de la répression politique» a été érigé au carrefour des routes par lesquelles les habitants de la ville étaient conduits dans les prisons du NKVD.

Le piédestal rectangulaire est divisé en deux parties : des dalles de granit noir et rouge symbolisent la terre ukrainienne et le sang innocent versé. Sur la dalle noire se trouvent les trois épis de blé qui auraient pu sauver la vie d'une personne, mais auraient pu également la lui retirer, en vertu du «décret des Trois épis»; sur la dalle rouge court le fil de fer barbelé du Goulag. Sur le monument, ces mots en ukrainien :

1. Publié par le site de Memorial France.

«Жертвам Голодомору 1932-1933 рр. та політичних репресій» и «Не забудемо трагедій минулого, щоб не пережити їх знову». « Aux victimes de l'Holodomor 1932-1933 » et « Nous n'oublierons jamais la tragédie du passé, pour qu'elle ne se répète pas. »

Le 19 octobre, sous la direction des envahisseurs russes qui se sont emparés de Marioupol, le monument a été démolì, à l'aide d'un camion-grue. Le granit qui a servi à construire le monument sera recyclé en matériaux de construction.

Les initiateurs de la démolition affirment qu'ils l'ont fait dans le cadre de la « lutte contre la désinformation ». La représentante de l'organisation « sociale », la Jeune République, Evgeniya Krotova, a déclaré que les nouvelles autorités de la ville ne font pas la guerre aux monuments, mais suppriment le symbole d'une « désinformation d'État ».

Artem Bobrovsky, titulaire de la chaire de l'Université nationale de Donetsk, docteur en histoire, affirme qu'il n'y a pas eu d'Holodomor en Ukraine. Selon lui, « conformément aux sources historiques, la famine a touché les régions méridionales de la Russie, puis de l'Union soviétique tous les dix ans environ » et celle de 1932-1933 a dévasté « non pas l'Ukraine ni le Donbass, mais le Kazakhstan, la région de la Volga et le Caucase du Nord ». Olga Chmatchkova, enseignante à l'Université technique d'État Priazovskyi, a déclaré que les habitants de Marioupol « ne devraient pas remuer les tragédies du passé ».

Néanmoins, l'Holodomor et la terreur politique exercée par le gouvernement soviétique ne sont pas seulement officiellement reconnues en Ukraine, mais aussi dans les documents adoptés par les autorités russes qui condamnent les répressions et la famine des années 1930. Ainsi, dans une résolution publiée en 2008 sur le site du Parlement de la Fédération de Russie, « les députés, rendant hommage à la mémoire

des victimes des années 1930, condamnent fermement le régime qui a méprisé la vie des gens afin d'atteindre des objectifs économiques et politiques, et déclarent inacceptable toute tentative de faire revivre des régimes totalitaires dans les États qui faisaient autrefois partie de l'URSS, négligeant les droits et la vie de leurs citoyens ».

La démolition du monument aux victimes de l'Holodomor et des répressions politiques entre en contradiction avec le respect qu'exprimaient, par le passé, les autorités russes pour les victimes de la famine et de la répression (« Conception pour perpétuer la mémoire des victimes de la répression politique », 2015). Cet acte symbolique montre sans équivoque les objectifs impériaux de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, le désir de détruire l'identité ukrainienne et la mémoire historique.

[Memorial](#)

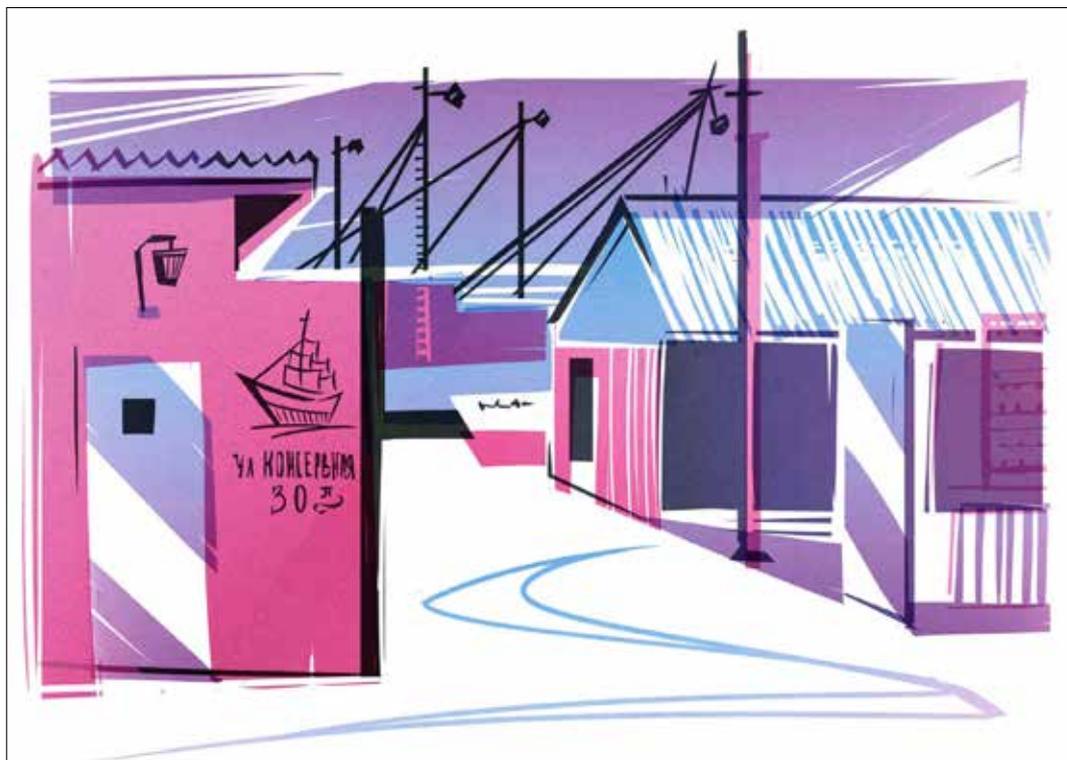
Traduction et adaptation Memorial France



LE PARC DE LA MÉMOIRE DE MARIOUPOL

Au printemps 2022, les troupes de la Fédération de Russie ont détruit notre ville. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes. Les pays occidentaux, for-

de réflexion culturelle et de lutte pour l'égalité ont perduré. Par conséquent, le Parc de la mémoire de Marioupol n'est pas le cimetière de la ville. C'est un



tement dépendants des énergies fossiles à l'époque, n'ont presque rien fait pour nous sauver. Le désir de continuer à faire des affaires avec la Fédération de Russie, qui guidait les élites européennes, a sapé les principes démocratiques européens. Cependant, nos valeurs de Marioupol, notre expérience d'ouverture,

parc où nous grandissons et nous développons, où nos idées politiques et artistiques évoluent.

Site en français

www-mariupolmemorypark-space.translate.google/?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp

MOSAÏQUES DE MARIOUPOL ET D'AILLEURS

PATRICK LE TRÉHONDAT

Marioupol est désormais tristement connue dans le monde entier comme ville martyre de l'impérialisme russe. Elle abritait l'une des plus grandes et des plus diverses collections de mosaïques ukrainiennes créées entre les années 1960 et 1980 et qui ont pour la plupart été détruites par les frappes russes.

En 2008, une découverte artistique exceptionnelle a eu lieu à Marioupol. Lors de la rénovation du restaurant Ukraine, construit avant la Seconde Guerre mondiale, deux panneaux de mosaïque ont été découverts derrière l'un de ses murs. Ces panneaux avaient été créés par un groupe de monumentalistes ukrainiens animé par Alla Horska. Alla Horska (1929-1970) est une artiste peintre monumentaliste ukrainienne des années 1960. Mais elle a été aussi une militante du mouvement des droits humains. Dans sa jeunesse, elle est une membre active du Club de la jeunesse créative de Kyiv [voir Dissidences ukrainiennes]. Entre 1965 et 1968, elle participe à des manifestations contre la répression des militants ukrainiens qui se battent pour les libertés démocratiques, ce qui lui vaut de nombreux démêlés avec la police politique. En 1967, Alla Horska, rejointe par un groupe d'artistes dont Viktor Zaretskyi, Halyna Zubchenko, Borys Plaksii, Hryhorii Pryshedko, Vasył Prakhnin et Nadiia Svitlychna, arrive à Marioupol. En moins de deux mois, le groupe crée les mosaïques *Arbre de vie* et *Boryviter* pour le restaurant Ukraine. Les artistes cherchaient à combiner la tradition folklorique ukrainienne dans une expression moderne et l'art soviétique dans leurs panneaux. Sont utilisés

des matériaux inattendus tels que des scories de céramique et du métal. *L'Arbre de vie* brille grâce à une feuille d'aluminium, et les artistes ont même utilisé des fragments de cuillères en aluminium pour *Boryviter*.

Alla Horska et Viktor Zaretskyi, en raison de leur position politique et de leur production artistique, sont rapidement qualifiés par les autorités bureaucratiques de «nationalistes bourgeois ukrainiens». Viktor Zaretskyi, né dans le Donbass et souvent considéré comme le «Klimt ukrainien» signe dans cette période une lettre publique protestant contre les procès politiques des artistes et intellectuels ukrainiens en 1965-1966. Leurs œuvres sont régulièrement détruites par les autorités et la plupart des œuvres d'Alla Horska ont été perdues à jamais. Elle est assassinée par le KGB le 17 novembre 1970. Ses funérailles, le 7 décembre, se transforment en une campagne de résistance à la dictature bureaucratique.

Les autorités soviétiques ordonnent alors la destruction de ses mosaïques à Marioupol. Cependant, les habitants résistent et cachent les panneaux derrière un faux mur de briques dans le restaurant Ukraine, préservant ainsi cette œuvre d'art inestimable que l'on retrouvera en 2008. Elles seront détruites par les bombardements russes en 2022. Poutine achève le travail d'anéantissement de ces œuvres que la bureaucratie soviétique n'avait pas réussi mener à bien.

La majorité de ces mosaïques ont été créées dans les années 1960-1980. Des milliers de bâtiments résidentiels, de maisons de la culture, de jardins d'enfants, de cinémas, d'instituts de recherche, d'entreprises industrielles et des arrêts de bus sont décorés de mosaïques. L'essor des arts monumentaux et



décoratifs était lié au développement rapide de projets architecturaux typiques de l'époque soviétique. En raison de l'apparition de si grands espaces vides sur les façades, celles-ci ont été décorées de mosaïques, de vitraux et de reliefs, qui comprenaient des représentations de travailleurs ordinaires, de réalisations scientifiques, de cosmonautes, de maternité, d'industrialisation et d'art populaire. Dans un monde où le réalisme socialiste était le seul style d'art officiel, il y a de nombreux exemples de mosaïques présentant de l'art abstrait qui était alors interdit en Union soviétique (en 1962, Khrouchtchev qualifiait l'art abstrait de «saleté, décadence et déviation sexuelle»).

Dans ces moments difficiles de régime totalitaire, les mosaïstes ont pu incarner une expression de la culture ukrainienne et s'éloigner des récits de propagande. La majorité des mosaïques ne comportent pas d'éléments de symboles de propagande apparents, ce sont d'abord des décorations lumineuses, colorées et assez romantiques.

Les bombardements et les tirs incessants des troupes russes depuis les airs, la mer et la terre ont ruiné et rasé jour après jour Marioupol et ses mosaïques. Il en a été de même dans de nombreuses autres villes.

Pour aller plus loin sur l'art ukrainien (1880-2020)

Alisa Lozhkina, *Une révolution permanente: l'art ukrainien contemporain et ses racines*, Paris, Nouvelles Éditions Place, 2020.

À propos du titre de son livre Alisa Lozhkina déclarait: «Le titre de mon livre est inspiré de l'œuvre de Léon Trotsky, mais j'utilise surtout cette expression comme une métaphore pour souligner le fait que l'histoire ukrainienne du 20e siècle jusqu'au début du 21e siècle a été très tourmentée.»

<https://blogs.mediapart.fr/festival-un-week-end-l-est/blog/171122/une-revolution-permanente>



Alla Horska, *Arbre de vie*, Marioupol.



Arbre de vie de Alla Horska détruit à Marioupol.



Arbre de vie de Alla Horska détruit à Marioupol.



Métallurgistes de Valentyn Konstantinov et Lel Kuzminkov. Œuvre installée au 2^e étage de la gare de Marioupol.



Relief de Yakiv Raizin et Viktor Ponomariov. Œuvre installée au 1^{er} étage de la gare de Marioupol.



La gare de Marioupol, avant et après.



Alla Horska, *Boryviter*,



Élèves de première année par Valentyn Konstantinov et Lel Kuzminkov.



Le Chant de la forêt, pièce de la célèbre écrivaine ukrainienne et héroïne nationale Lesya Ukrainka, avec l'écrivaine elle-même au centre, Yalta.



Ivano-Frankivsk.



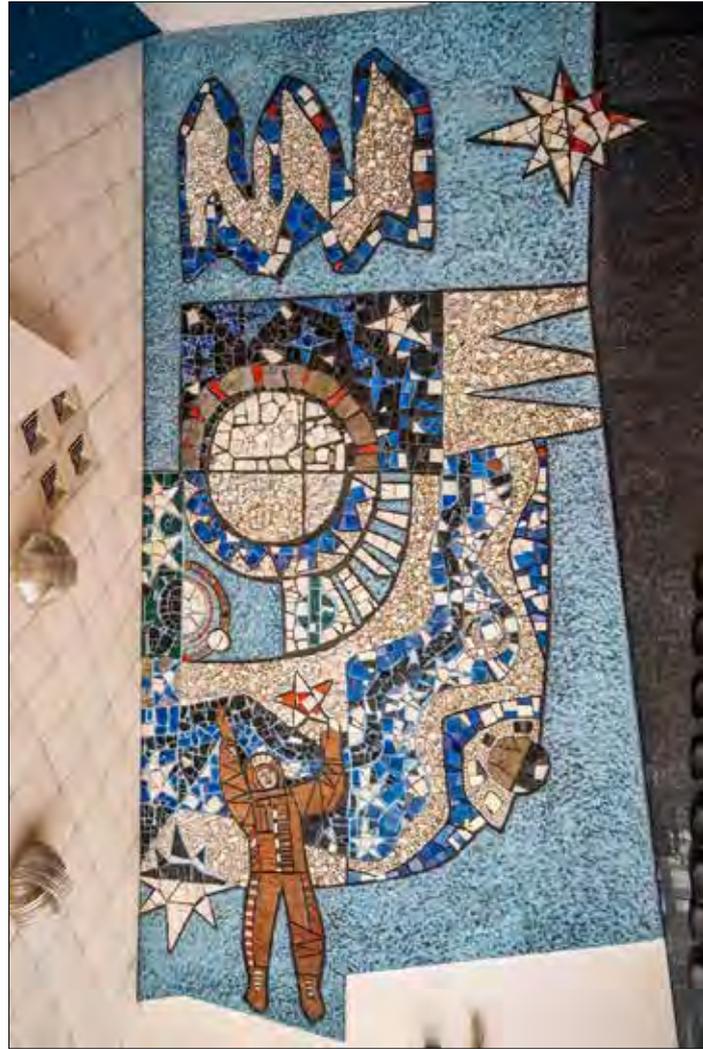
Mosaïques de Petro Kot et Oleh Kovalyov.



Mosaïques du quartier Khortytsky de la ville de Zaporijia.



Mosaïques du quartier Khortytsky de la ville de Zaporijia.



Espace par Valery Lamakh, Ernest Kotkov et Ivan Lytovchenko.



Taras Hryhorovych Shevchenko, par Yakiv Rayzin, Mykola Tykhonov, Oleksandr Kechedzhy.



Yalta.



Jeunesse par Valenty Konstantinov et Lel Kuzminkov
(Société des volontaires de l'armée soviétique, de l'armée de l'air et de la marine).

BOÎTES ALERTES

GRAPHISTE, POÈTE ET SOCIALISTE: UNE FEMME QUI PREND DES RISQUES

ENTRETIEN AVEC KATYA GRITSEVA

Pouvez-vous nous parler un peu de vous? Qui êtes-vous? Où vivez-vous actuellement? Et je crois que vous avez été déplacée - alors où avez-vous vécu au cours de l'année écoulée?

Je suis née dans une famille d'ouvriers d'une usine métallurgique de Marioupol. Ma famille est restée dans le territoire occupé, bien que notre maison ait brûlé dans les premiers jours de la guerre. Ces cinq dernières années, j'ai vécu et étudié à Kharkiv en tant qu'illustratrice de livres. Mais lorsque la guerre a commencé, rentrer dans le Donbass était encore plus dangereux que de rester à Kharkiv et ensuite j'ai dû déménager à Lviv avec d'autres étudiants. Nous vivions alors dans un dortoir de l'académie d'art de Lviv et nous avons eu la chance que l'administration de l'académie de Lviv nous permette d'y vivre. Mais quelques mois plus tard, nous avons tous été expulsés littéralement en un jour et avons eu besoin de temps pour trouver de l'argent afin de pouvoir nous permettre de nous loger ailleurs. Le marché du logement en Ukraine occidentale est devenu terrible, car les propriétaires exigent des prix de location exorbitants. J'ai décidé de rester à Lviv avec mon camarade et partenaire.

Maintenant, avec lui, nous commençons à faire revivre le syndicat étudiant de gauche Прямая дія (Action directe). En résumé, je peux dire de moi que je suis une graphiste, une poète, une socialiste, une étudiante militante et une femme qui prend des risques.

C'est impressionnant que vous ayez continué à faire de l'art pendant la guerre et l'occupation. Je ne peux pas imaginer à quel point c'est difficile. Comment avez-vous trouvé le temps, l'espace et la force psychique nécessaires à la création artistique?

La guerre m'a mobilisée et a accéléré tous les processus: sociaux, émotionnels et intellectuels. Maintenant, je travaille et j'étudie plus que jamais. J'ai peur de ne plus pouvoir rien faire. Je veux aider la résistance ukrainienne et le mouvement révolutionnaire avec ce dont je suis capable – l'art! Je connais





des jours difficiles, et des états mentaux dangereux qui sont devenus plus fréquents, mais tout se passe si vite que je n'ai pas le temps de faire durer mes périodes de dépression. Qu'à côté de moi, il y ait une équipe de mes camarades et un objectif commun m'aide beaucoup. Le mouvement de gauche à Lviv s'est renforcé, et j'ai rencontré des personnes plus talentueuses et partageant les mêmes idées. Je ne planifie pas ma semaine, je n'essaie pas d'être efficace, je ne cours pas après l'argent. Je dessine et je fais de la politique parce que cela n'a aucun sens pour moi de vivre sans cela, et c'est aussi fascinant.

Le dessin au fusain est épique, en particulier votre utilisation de la lumière et de la forme. La forme

similaire du corps et des fossés anti-char, et aussi la fragilité et la force du corps humain en temps de guerre. Pouvez-vous parler de ce dessin, pour quoi il a été fait et comment vous l'avez abordé?

J'ai fait *La mer. Attention!* pour l'académie. C'est peut-être pour cela qu'il est différent de mes autres travaux et qu'il est réalisé dans le style académique caractéristique de l'école de Kharkiv, comme un dessin dynamique au fusain dans la tradition du graphisme réaliste soviétique. J'ai travaillé sur le concept pendant assez longtemps, donc cette œuvre est technique et exprime mes émotions les plus importantes sur ce qui s'est passé à Marioupol. Je peux communiquer avec ma famille par Internet, je comprends donc combien il est difficile pour eux de s'adapter à de nouvelles conditions de vie dans une ville détruite et occupée. À Marioupol, le danger guette à chaque tournant. On peut mourir d'une balle de l'armée russe, de faim et de maladie, se retrouver sous les décombres d'une maison, et la criminalité et la violence augmentent de façon exponentielle. Mon grand-père est sorti se promener, et un arbre incendié l'a écrasé et tué, par une journée ensoleillée ordinaire, sans bombes, ni tirs. La nouvelle réalité est absurde. C'est révoltant!

Ce dessin représente mon frère de 14 ans. J'ai utilisé sa photo pour créer cette composition lorsque nous étions au bord de la mer et qu'il s'amusait sur les rochers. Les enfants et les adolescents sont obligés de s'adapter, et ils passent leur enfance dans la réalité des hérissons antichars et des champs minés. Ils ont mûri très vite. S'ils ne traitaient pas leur nouvelle vie comme un jeu, il leur serait plus difficile de conserver leur santé mentale. Les enfants nagent dans la mer, jouent sur les terrains de jeux et jouent à des «jeux de guerre». Je peux comprendre cette situation, et en même temps elle m'effraie et me surprend beaucoup.



La mer. Attention!

Comment avez-vous été impliquée dans le graphisme politique?

Lorsque j'ai dû choisir quelle profession choisir après l'école, mes convictions politiques ont sérieusement modifié mon chemin de vie. Je pensais que je dessinais plutôt bien et que je pourrais peut-être travailler pour des magazines de gauche, alors je suis allé étudier le graphisme des livres.

Aujourd'hui, je crée des dessins et je dessine pour l'organisation du Sotsialniy Rukh et la revue *Commons*, et j'organise périodiquement des ateliers sur des sujets politiques. Je suis impliquée dans l'action politique presque autant que dans l'art. Il est utile de s'orienter et de mener à bien des tâches graphiques en connaissant toutes les caractéristiques du travail militant.

Que voulez-vous que vos affiches fassent? Éduquer les gens? Les inspirer? Les mobiliser? Comment?

Tout ce qui précède! Je veux parler à plus de gens des socialistes d'Ukraine et les impliquer dans le travail politique. C'est cool s'ils réalisent leurs droits et leurs opportunités et commencent à faire quelque chose pour les autres. Habituellement, je discute des

sujets des affiches avec mes camarades, donc leur contenu sémantique ne relève pas seulement de mon mérite. Nous publions des affiches dans nos médias et permettons aux organisations amies à l'étranger de les utiliser librement pour différents projets.

Comment avez-vous abordé les illustrations que vous avez réalisées pour la revue Commons, Après la guerre? Quelle a été votre inspiration? Qu'est-ce qui a motivé sa conception? Que vous a-t-il fallu pour visualiser cette idée?

Pour le projet *Après la guerre*, j'ai dû déterminer comment dépeindre l'Ukraine, et savoir si son développement après la fin de la guerre se ferait sous la bannière d'idées progressistes. Cette œuvre futuriste et lumineuse dépeint des personnes de diverses professions: médecins, enseignants, constructeurs, militants, artistes, etc. Ils font tous quelque chose ensemble et aident les autres, créant ainsi l'Ukraine du futur. La composition m'est venue assez rapidement, elle est décorative et rappelle les peintures murales et les livres de science-fiction. J'aimerais essayer de peindre cette image sur un mur à l'avenir. Il me semble aussi que l'image pour *Après la guerre* est en grande partie sur Kharkiv, j'y ai inclus quelques associations issues de cette ville, notamment des couleurs, et des éléments architecturaux. Les auteurs qui ont répondu à l'appel ouvert par *Après la guerre* parlent de sujets variés. Leurs prévisions et les analyses qu'ils portent ne sont souvent pas aussi ensoleillées que mon dessin.

L'Ukraine souffre d'années de chômage, de la réduction des droits des travailleurs et d'une mauvaise infrastructure. J'ai très peur d'un virage à droite en politique. Mais le pire serait de perdre la guerre et de finir en esclavage russe. L'occupation n'a rien apporté de bon à ma famille, il ne faut pas se faire d'illusions sur un possible bon empire russe. Il est très



important de retrouver la liberté et un espace pour une politique de gauche en Ukraine, et mon travail est comme une feuille de route inspirante. C'est une alternative qui ne peut apparaître que si les forces de gauche arrivent au pouvoir.

Pouvez-vous nous parler de votre travail avec Sotsialnyi Rukh? Parlez-nous en plus de votre engagement politique et comment il affecte votre travail. Qu'est-ce qui est important pour vous de transmettre dans vos œuvres d'art?

Je milite au sein du Sotsialnyi Rukh depuis presque un an. Mon activité ne se limite pas à la conception de matériel visuel, mais je suis impliquée dans le travail de l'organisation elle-même. J'ai aidé à organiser des groupes Sotsialniy Rukh à Kharkiv et Lviv, à assurer l'interface avec le mouvement étudiant et à participer à des actions. Par exemple, j'ai organisé un piquet antifasciste à Marioupol en 2021 et j'ai aidé les étudiants à organiser une manifestation contre la fermeture de la faculté d'architecture et de construction à Kharkiv. Nous sommes une petite organisation, donc l'opinion de ses membres est prise en compte dans la formation de notre politique s'ils sont actifs. Nous nous identifions comme des socialistes démocratiques et prônons le soutien aux mouvements syndicaux de base et aux initiatives populaires, la lutte contre le modèle patriarcal de la société, le changement climatique et la discrimination à l'égard des minorités. Vous pouvez en savoir plus sur la position actuelle du Mouvement social avec la résolution que nous avons adoptée en septembre 2022.

L'organisation m'a façonnée à bien des égards pour devenir ce que je suis maintenant, elle m'a aidée à trouver des contacts avec des personnes partageant les mêmes idées et m'a permis de trouver régulièrement du travail. Si je n'avais pas cette expérience pratique de l'activisme, je ne comprendrais pas beaucoup de

choses, je ne serais pas capable de les représenter et j'aurais moins de motivation. Les personnes ayant des opinions similaires aux miennes me nourrissent et je comprends clairement où je dois aller et que je vais dans la bonne direction. Je sépare mes dessins politiques de l'art que je fais pour moi-même – leurs buts sont complètement différents. Il est important de faire des œuvres lumineuses et compréhensibles qui font comprendre le sens de tel ou tel article, que ce soit par un autocollant ou une affiche. La simplicité et parfois la banalité ne sont pas terribles pour ce genre d'activités (bien qu'il me soit difficile de faire du *clickbait*¹ et des banalités, je dois me dépasser). Mais je comprends que parfois il faille renoncer à son étrangeté pour faire un visuel plus démocratique.

Avez-vous organisé des ateliers de création d'affiches avec le Sotsialniy Rukh? Si oui, pouvez-vous nous en parler? Quel type d'affiches les participants ont-ils réalisé?

Jusqu'à présent, je n'ai organisé que trois ateliers. Ils étaient tous à mon initiative et s'adressaient chaque fois à un public particulier. En général, je prépare une petite étude sur le sujet (affiches, pochoirs, impressions sur carton dans l'art politique). Après une courte conférence, nous passons à la partie pratique. J'utilise des matériaux bon marché et des matériaux que l'on peut trouver à la maison et j'enseigne aux gens comment utiliser des matériaux recyclés pour préparer des peintures. Même avant la guerre, nous avions des ressources limitées, ma famille vivait pauvrement et j'étais habituée à ne pas dépenser d'argent pour du matériel artistique coûteux. De nombreuses personnes ont maintenant dû déménager. Ils ne peuvent pas stocker les matériaux

1. NdT : technique visant à exagérer (voire falsifier) un sujet pour attirer plus de clics.





et les œuvres d'art dans leurs maisons temporaires, les presses à imprimer sont trop chères, les prix des articles essentiels augmentent très rapidement, alors dépenser de l'argent pour du papier de qualité est la dernière chose à faire. Il est important de montrer aux gens que leur situation économique ne les empêche pas d'être des artistes. C'est peut-être l'idée principale que je veux transmettre dans mes cours. De plus, j'observe une tendance en Ukraine, qui se manifeste par la banalisation du *freeganisme*, la transformation de matériaux usagés et l'organisation de plus en plus de personnes en coopératives.

Le festival de la culture DIY de Lviv, qui a récemment attiré de nombreux jeunes, en est un exemple. Le projet «Gareleya Neotdryosh», qui rassemble des artistes de la région orientale de l'Ukraine, partage également des conceptions similaires. Le commissaire Vitaly Matukhno organise souvent des expositions dans des bâtiments abandonnés ou non destinés à des expositions d'art. Il est difficile pour les artistes en herbe de pénétrer dans les galeries si elles sont privées, c'est donc une bonne initiative, qui montre qu'il n'est pas du tout honteux d'être un artiste «sans succès» et pas riche. On peut se contenter de peu.

Vous créez des images qui mettent souvent en évidence le lien entre les gens et le travail et l'industrie, et vos illustrations utilisent souvent un travail au trait vif et stylisé pour représenter des personnes et des lieux. Il me semble que vous vous inspirez délibérément de l'héritage graphique et politique soviétique/socialiste. Je suis curieux de savoir comment cela s'inscrit contextuellement dans le moment présent.

J'ai été fortement influencée par l'observation de l'art monumental soviétique, que l'on trouve dans toutes les villes ukrainiennes. À Marioupol, les mosaïques et les peintures murales étaient intéressantes, et il y a eu une période où je copiais ces représentations. Les Ukrainiens ne perçoivent pas la remise en question du style soviétique comme quelque chose de terrible. Nous avons même des mouvements de jeunesse qui défendent le patrimoine culturel soviétique (save.kvity.ukrainy). En fait, c'est notre histoire et notre peuple, les Ukrainiens ont créé toutes ces œuvres graphiques, monumentales et architecturales. Bien sûr, ceux qui détestent cette approche prônent la destruction du patrimoine culturel de l'Ukraine soviétique et critiquent l'ancienne et la nouvelle gauche.

Quelqu'un peut aimer mon style, quelqu'un peut ne pas l'aimer - je peux l'accepter, et je ne vais pas pour autant aller au clash avec mes ennemis de classe et idéologiques. Je ne veux pas dire pour autant que j'établisse des parallèles entre l'art de la gauche militante soviétique et ce qui se fait actuellement en Ukraine.

J'aime le modernisme. J'ai été influencé par les artistes du Bauhaus et de l'avant-garde de Kharkiv qui m'entouraient dans mon contexte de vie. Je trouve les racines de mon style même dans les dessins animés soviétiques. C'est simplement la façon dont j'ai été formée.

Dans l'une de vos histoires Instagram, vous posez la question suivante: «Existe-t-il une histoire de l'art militant de gauche en Ukraine?». Quelle est votre conclusion?

J'ai posé la question en plaisantant, car j'ai dû apposer une inscription amusante sur ma photo avec un pistolet au musée des sciences de Lutsk. Mais certaines personnes ont pris ma question au sérieux, alors j'y ai aussi réfléchi et j'ai fait quelques recherches. L'art d'avant-garde du début du 20^e siècle correspond parfaitement à ce terme. Les artistes ukrainiens ont fortement influencé le développement de styles tels que le cubisme, le futurisme et l'abstractionnisme. Les artistes radicaux de Kharkiv n'hésitaient pas à s'engager dans le graphisme de propagande et, dans le même temps, réalisaient de nombreuses expériences techniques qui sont entrées dans l'histoire. Parmi les artistes les plus connus, citons Vasily Ermilov, Adolf Strakhov et Anatole Petritsky. Les artistes contemporains ouvertement de gauche sont peu nombreux en Ukraine, mais ils existent. Parmi eux, Nikita Kadan, David Chichkan et le groupe Voïni dobra i svitla.

Quels sont les artistes qui vous inspirent? Y a-t-il d'autres artistes ukrainiens avec lesquels vous travaillez, que vous appréciez ou que vous pensez que nous devrions connaître?

Je n'aime pas la peinture à l'huile, donc mes auteurs les plus influents sont les graphistes. Les auteurs significatifs pour moi sont Frans Masereel, Rockwell Kent, Käthe Kollwitz et Aleksandr Deineka. Parmi les artistes contemporains, j'aime l'auteur de bandes dessinées et d'affiches politiques, Michael de Forge. Les différents domaines de l'art s'influencent mutuellement. Je suis très attentive à la photographie et au cinéma, c'est pourquoi j'aimerais mettre en avant des cinéastes comme Chris Marker et Michelangelo Antonioni. J'essaie de ne pas sortir du contexte et de la scène artistique de l'Ukraine. Je participe à des résidences, j'assiste à des conférences et je communique avec des artistes. Je suis proche du travail de groupes tels que Studio Serigraph, Etching Room et Lithography30. Je rencontre beaucoup de gens sympathiques, et j'apprécie beaucoup les œuvres de mes amis Dasha Molokoedova, Sonya Bylym, Denys Pankratov, Karina Sinitsa, Olga Lisovskaya et des photographes du groupe Truba, Olexiy Chistotin et Ihor Chogol.

Comment les gens peuvent-ils découvrir vos créations artistiques? Comment les gens peuvent-ils vous soutenir?

Dès le début de la guerre, mon travail artistique a été diffusé par le réseau mondial et les publications de gauche. La maison d'édition française Syllepse,





dont j'ai rencontré l'éditeur grâce à des relations du Sotsialniy Rukh, a déployé beaucoup d'efforts dans ce sens. Je suis un peu irresponsable en ce qui concerne mes droits d'auteur, pour autant je ne dirais pas que j'aime le concept selon lequel l'art est votre propriété si vous êtes l'auteur de l'image. Jusqu'à présent, cette position n'a fait que m'aider. Par exemple, les activistes ont pu organiser des expositions à Paris, en Belgique, en Allemagne, en Italie et au Japon. Bien que cela ne m'ait pas apporté de ressources matérielles, cela m'a néanmoins permis d'être plus



connectée et de montrer aux gens à l'étranger que l'art ukrainien peut être porteur de récits spécifiques de gauche.

Vous pouvez me trouver sur les réseaux sociaux (IG: cmrd_grits, Facebook et Behance), me soutenir avec un repost ou financièrement. Si vous voulez organiser une exposition dans votre ville, je peux fournir des œuvres gratuitement. Je suis ouvert à toutes les suggestions et collaborations. Comme ma famille a souffert à Marioupol, j'ai décidé de vendre des autocollants et des cartes postales sur cette ville en échange de dons pour les soutenir. Je peux donc vous envoyer des fichiers pour imprimer ces supports.

Travaillez-vous actuellement sur des projets qui vous enthousiasment et que vous souhaitez partager?

Je travaille sur un livre sur les personnalités de l'histoire du mouvement de gauche ukrainien avec mon ami Vladislav Starodubtsev. Je m'occuperai de sa partie graphique. Ce projet n'est encore qu'une ébauche, je ne peux donc pas partager de documents à son sujet. J'ai également réalisé des illustrations et des mises en page pour le livre *Rules for the Radicals* de Saul Alinsky cet été. J'ai fait toutes les parties techniques, et mes camarades du Mouvement social ont fait la traduction collective en ukrainien. Le livre contient six illustrations en couleur, que j'ai ensuite divisées en quinze petites et utilisées dans le bloc du livre.

La musique et le son font partie intégrante de votre expérience artistique. Qu'écoutez-vous, le cas échéant, lorsque vous créez des images?

Il ne m'est pas facile de ne faire qu'une seule chose lorsque je travaille, alors la musique ou les conférences audio m'aident à me concentrer et à maintenir mon attention. J'aime trouver des raretés musicales et faire des listes de lecture à thème. Je m'intéresse



particulièrement à la musique électronique des années 1980 et à la new wave. Je suis une personne nerveuse qui dessine rapidement et passionnément. Par conséquent, le plus souvent, la musique que j'aime est pareille. Maintenant, j'écoute habituellement Grauzone, Aksak Maboul, Sleaford Mods, Easter, Svitlana Nianio et les premiers albums de Skryabin (Мова риб). Parmi les groupes ukrainiens modernes, j'aime Kurs Valut, The LastPassenger, Yuriy Bondarchuk.



Autre chose que vous voulez nous faire savoir?

Il est important de comprendre que la lutte de l'Ukraine est une résistance à un système impérialiste et extrêmement totalitaire, et non la défense de son gouvernement officiel et de ses lois anti-ouvrières idiotes. Il s'agit d'une bataille pour le droit à l'existence indépendante d'un territoire tel que l'Ukraine et la liberté de son peuple. Le nationalisme russe et le pouvoir oligarchique sont un problème bien plus important que les radicaux de droite ukrainiens minoritaires, ne croyez pas la propagande russe. Les véritables socialistes ne peuvent pas mener d'activités politiques dans les territoires occupés. Si vous voulez aider le peuple ukrainien, ne soyez pas idéaliste, analysez les événements actuels et ne vivez pas selon des dogmes. Exigez suffisamment d'armes pour l'Ukraine et un régime sans visa pour les réfugiés de tous les pays qui souffrent des guerres impérialistes de vos États.

Vous pouvez également soutenir des organisations horizontales telles que Sotsialniy Rukh (Mouvement social), les collectifs de solidarité et les groupes féministes ukrainiens. Si la position de ces ONG ne vous convient pas, aidez alors les syndicats ukrainiens ou participez à l'aide humanitaire aux victimes de la guerre. La culture ukrainienne a longtemps été dépendante de la Russie à l'Est et de la Pologne à l'Ouest, alors faire connaître le travail de nos artistes, écrivains et musiciens sera d'une grande aide. Nous avons le droit à la subjectivité et devons être visibles et être libérés des stéréotypes coloniaux.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR COURRIEL EN
NOVEMBRE 2022.

Publié par [Justseeds](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

DISSIDENCES UKRAINIENNES (1959-1981)

PATRICK LE TRÉHONDAT

À la fin des années 1950, le «dégel» krouchtchévien voit l'apparition du mouvement des *chistdesiantyky* ukrainiens (génération des années 1960), qui avait principalement une préoccupation artistique : liquider le réalisme socialiste et essayer de nouvelles formes d'expression dans tous les arts. Les membres de ce mouvement étaient généralement d'origine populaire. Leur première organisation a été le Klub Tvorchoï Molodi (KTM, Club de la jeunesse créative) de Kyiv, fondé en 1959 par l'étudiant universitaire, et plus tard directeur de théâtre, Les Taniuk. La plupart des documents produits par le KTM ont été détruits ou perdus lors de la brutale fermeture du club par le KGB en 1965. Le club, initialement un club de théâtre, est né sous l'égide du Komsomol (Union de la jeunesse communiste), car ses membres se considéraient comme communistes et léninistes, et croyaient fermement au bien-fondé de la révolution d'Octobre. Le club, qui rassemblait tous les jeunes intellectuels et artistes non conventionnels de la capitale, était également le moyen par lequel la jeune génération exprimait son mécontentement à l'égard de la bureaucratie. Le groupe souhaitait un retour à une véritable politique léniniste dans la vie sociale et économique du pays. Mais la principale préoccupation de ces jeunes intellectuels était la question nationale ukrainienne. Selon eux, une véritable politique léniniste devait s'attacher à restaurer la culture et la langue ukrainiennes après les persécutions de la période stalinienne et les diffuser dans toute la république soviétique d'Ukraine. Les activités du



club étaient destinées à encourager l'utilisation de la langue ukrainienne et à diffuser la connaissance de la culture ukrainienne (littérature, art, histoire, etc.). Ils interrogeaient la relation de l'individu avec les sujets collectifs et donc posaient la question du parti et la question de la nation. Dans leur volonté d'améliorer leur art, ces intellectuels ont compris qu'un rôle clé était joué par la langue, et notamment la langue ukrainienne, celle qu'ils parlaient au sein de leurs familles. Très rapidement, le mouvement a donc acquis une conscience nationale, liée à des idéaux socialistes. L'une des premières initiatives réussies du club a eu lieu dans la salle principale de l'Institut des arts avec 70 personnes présentes. Elle se composait principalement de deux parties : pendant la première moitié, Taniuk a lu et commenté *La rotonde des assassins*, un roman de Todos Osmachka, un écrivain ukrainien vivant à l'étranger et officiellement interdit. Alla Horska [voir Mosaïques de Marioupol et d'ailleurs], qui sera assassinée par le KGB en 1970, devient l'une des membres les plus actives du club.

Pour Les Taniuk, «c'est à ce moment-là que commence le véritable Club de la jeunesse créative. Les artistes non-conformistes ont apporté un esprit de mutinerie active, de négation des anciens dogmes et formes [d'art]. L'appartement-atelier d'Alla Horska à Kiyv est devenu une seconde maison pour le club, et c'est souvent elle qui est capable de transformer les idées des gens en projets pratiques».

Le 12 mai 1962 une soirée en l'honneur de Les Kurbas, acteur et metteur en scène ukrainien, est organisée et il est demandé au public d'assister à la réunion en portant un bouquet de fleurs rouges, afin de commémorer la mémoire de cette victime

de la répression stalinienne. La réunion dure six heures, pendant lesquelles des participants évoquent la mémoire des victimes du Goulag et dénoncent Staline.

Le club organise des voyages d'étude sur des lieux historiques de l'Ukraine. De ces initiatives naît un comité pour l'étude des répressions staliniennes, qui a même demandé aux autorités de construire un monument à Bykivyna, site d'une fosse commune de victimes du régime soviétique en Ukraine des années 1930.

Ce cheminement intellectuel menaçait le chauvinisme grand-russe de Moscou qui veillait à tenir d'une main de fer le «peuple frère» ukrainien. Le Club de la jeunesse créative sera fermé brutalement en 1965, et malgré une première vague d'arrestations d'intellectuels en 1965, les activités de ce groupe ont continué à exister dans une zone grise entre la légalité et l'illégalité jusqu'en 1968. Outre les initiatives purement culturelles et artistiques, cette génération *chistdesiatnyky* (ceux des années 1960) a organisé de nombreuses réunions publiques pour célébrer les événements clés de l'histoire et de la culture ukrainiennes. Deux d'entre eux en particulier représentaient les occasions les plus importantes: le premier était la réinhumation en Ukraine du poète national Taras Chevtchenko le 22 mai et le second était la commémoration du massacre de Babi Yar le 29 septembre alors que la bureaucratie soviétique s'attachait à effacer toute mémoire de l'extermination des Juifs. Ces rassemblements publics constituaient des tentatives de construire un espace public alternatif au sein de la société ukrainienne, et avaient pour but de forcer le gouvernement soviétique à entreprendre des réformes.

Dès les années 1960, le 22 mai est devenu un jour d'agitation politique en Ukraine jusqu'à

l'effondrement de l'Union soviétique. À Kyiv notamment, les gens se rassemblaient autour du monument de Taras Chevtchenko, considéré comme le plus grand poète romantique de langue ukrainienne et lisaient des poèmes et des documents politiques sur la russification de l'Ukraine. La police arrivait sur place et arrêtait généralement quelques participants. Mais en 1967, les participants ne se dispersèrent pas, ils se rendirent devant le bâtiment qui abritait le comité central du parti et protestèrent contre les arrestations. Surprises par cette réaction les autorités décidèrent de libérer les personnes arrêtées et les manifestants purent rentrer chez eux. La manifestation de 1967 est considérée comme l'une des plus réussies, y compris en termes de participation, même si elle n'a réuni que trois cents personnes.

Face à la contestation montante, le gouvernement tenta une absorption du mouvement. Le gouvernement soviétique décida d'organiser sa propre commémoration officielle de Babi Yar. Ce qui pouvait ressembler à une victoire était en réalité une défaite, car les discours tenus dans ces manifestations officielles ne relevaient pas d'une commémoration sincère de la tragédie.

Le Printemps de Prague et l'invasion soviétique qui ont suivi en août ont radicalement changé la situation politique. À partir de 1968, les dirigeants soviétiques ont décidé de mettre fin à leur politique relativement tolérante à l'égard des intellectuels non-conformistes et ont considéré que la répression (camps de travail, goulag et prisons psychiatriques) était le seul moyen d'éviter ce qui s'était passé en Tchécoslovaquie. Le mouvement artistique du *chistdesiatnytstvo* a donc dû décider s'il devait ou non devenir un véritable mouvement politique et s'opposer frontalement à la bureaucratie.



Participants du Club de la jeunesse créative, 3 mai 1963.

Entre 1968 et 1972, le mouvement national ukrainien d'opposition se divise en trois courants: le premier est celui de ceux qui veulent éviter un conflit ouvert avec le pouvoir et pensent que l'expression artistique représente encore un moyen d'influencer le pouvoir politique. Cette faction était dirigée par Ivan Dziuba, critique littéraire et était totalement opposée à toute organisation formelle du groupe, qui en ferait un mouvement illégal et donc passible de répression. Cette partie du mouvement sera réduite au silence par la répression de 1972. Dziuba, par exemple, après avoir passé un an en prison, a été nommé à un poste de secrétaire dans une usine et n'avait plus le droit d'écrire.

Malgré son triste destin, ce groupe est important car il a donné naissance aux prémices d'un mouvement écologique en Ukraine¹. L'occasion en a été une polémique littéraire à propos d'un roman sur la corruption en politique par le secrétaire de l'Union des écrivains ukrainiens, Oles Honchar. dans une recension de ce roman, le critique littéraire Ievhen Sverstiuk a identifié le problème de la pollution produite par les usines soviétiques en Ukraine et a donné naissance au début d'une pensée écologique ukrainienne en termes nationaux: la pollution était une conséquence de l'industrialisation forcée de l'Ukraine par Moscou, qui ne s'intéressait qu'à l'exploitation des ressources naturelles ukrainiennes. La pollution était donc considérée comme une conséquence de plus de l'impérialisme soviétique sur l'Ukraine. L'interprétation nationale de la question environnementale est devenue un large sujet de discussion dans la dissidence des années

1970 et a été reprise par toutes les fractions de la dissidence ukrainienne. Le mouvement écologiste n'a connu qu'une incarnation politique que pendant la perestroïka, en 1987, sous la direction de Yurii Shcherbak, un médecin et zoologiste travaillant à Kyiv, qui, dès les années 1970, était la figure la plus marquante du mouvement écologiste.

Le deuxième courant de la dissidence ukrainienne était représenté par les intellectuels qui avaient fini par rejeter complètement l'expérience soviétique, étaient devenus anticommunistes et étaient animés d'un fort sentiment national. Le principal représentant de ce groupe était l'historien Valentyn Moroz. Moroz considérait le pouvoir soviétique comme un régime totalitaire, non pas en raison de la violence des répressions, mais parce qu'il voyait dans l'expérience soviétique une tentative d'uniformiser les consciences et de standardiser les cultures humaines. L'imposition de la culture et de la langue soviétique (pour lui la langue soviétique étant une variante du russe, mais différente pour les dissidents) était bien sûr la pierre angulaire de cette stratégie.

Une manifestation particulière du comportement non-conformiste de ce courant de la dissidence nationale était représentée par des chœurs spontanés qui se réappropriaient le répertoire traditionnel des chansons folkloriques ukrainiennes. L'exemple le plus important est la chorale Kyïv Homin (Brouhaha), qui, à partir de 1970, a organisé des spectacles publics non officiels dans les rues de la capitale. Les membres de l'ensemble étaient principalement jeunes mais d'origines sociales différentes, tous unis par l'amour des chansons folkloriques ukrainiennes. Leurs spectacles constituaient une alternative à la culture soviétique officielle. La récupération de la culture traditionnelle, populaire et folklorique était un élément de non-conformité

1. Le Partiiia zelenykh Ukrayiny, parti écologiste ukrainien, a été fondé en 1990. Il succède à la Green World Association, fondée en décembre 1987 à la suite de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl de 1986.



Branche de Donetsk du groupe ukrainien d'Helsinki.

qui faisait de la simple existence d'un tel groupe une menace pour le pouvoir. Le 22 mai 1971, la chorale Homin a rassemblé un public de près de 400 personnes autour du monument de Chevtchenko et, en conséquence, a été déclarée illégale et démantelée à la fin de la même année. Cependant, de nombreux autres petits chœurs similaires ont existé et ont fonctionné dans toute l'Ukraine au cours des années 1970 et 1980.

Enfin, la troisième partie de la dissidence ukrainienne au début des années 1970 était représentée par un intermédiaire entre les deux positions précédentes. Ce groupe était très critique à l'égard de l'Union soviétique, mais ne l'avait pas encore condamnée, et elle croyait en la défense de la culture ukrainienne, mais ne considérait pas pour autant les Russes comme des ennemis. Ce courant a attiré de nombreuses personnes dont l'appartenance nationale n'était pas aussi rigide définie, comme le célèbre Leonid Pliouchtch, qui était un Ukrainien russophone.

La figure la plus représentative de ce courant est Viatcheslav Tchernovil, car c'est lui qui a fondé en janvier 1970 le premier magazine ukrainien illégal, la *Gazette ukrainienne* (Український Вісник). En 1969, un groupe de jeunes journalistes et d'étudiants universitaires avaient décidé de fonder un journal pour diffuser des informations sur ce qui se passait en Ukraine, comme alternative à la presse officielle. Ce journal dénonçait des arrestations et la répression, qui occupaient bien sûr la grande majorité des pages. Une autre des batailles de ce journal était la réintroduction de la lettre *r* dans l'alphabet ukrainien, une bataille que la *Gazette* considérait comme un facteur décisif pour la survie de la langue ukrainienne. Selon le bureau du KGB pour la région de Lviv, «le magazine est dactylographié

puis reproduit [par dactylographie et photographie] et les premiers exemplaires ont été distribués à différentes personnes». Plus tard, des numéros du journal parviennent à l'Ouest et sont publiés notamment en anglais et en français. En janvier 1972, la publication est arrêtée. Compte tenu de la grande autorité du magazine, plusieurs groupes clandestins disparates ont tenté d'en poursuivre la publication. En 1974, Stepan Khmara (pseudonyme de Maksym Sagaydak) de Chervonograd, région de Lviv, avec les journalistes de Kiyv Oles Shevchenko et Vitaly Shevchenko publient leur *Gazette* sous le numéro 7-8 (réédité en 1975 à l'étranger). Ce magazine critiquait durement le «régime d'occupation en Ukraine», et soulignait la nécessité de définir «une position politique clairement définie avec une orientation anticoloniale au premier plan», d'«unir tous les groupes démocratiques anticoloniaux en Ukraine», car ce n'est que dans ce magazine que les gens voient «des progrès dans le déploiement de la question nationale – la lutte de libération pour la démocratie». Après son retour d'exil, Tchernovil, avec Mykhailo Horyn, Ivan Gel, Pavel Skotchka et Vasyl Barladyanu, a repris la publication de la revue. Le numéro d'août 1987 était dédié à la mémoire du poète Vasyl Stus, mort deux ans plus tôt dans le camp de Kuchino dans la région de Perm.

À partir du numéro 11 (janvier 1988), le magazine devient l'organe du Groupe ukrainien d'Helsinki, et plus tard l'organe de l'Union ukrainienne d'Helsinki.

Finalement, les trois factions de la dissidence ukrainienne ont été réduites au silence lors des répressions de 1972: presque tous leurs membres ont été arrêtés et envoyés dans des prisons, des



La Gazette ukrainienne

camps de travail et des hôpitaux psychiatriques criminels.

À partir de 1976, le mouvement de dissidence renaissant était purement politique. Ses membres venaient de toutes les couches de la société et pas seulement des milieux intellectuels et des artistiques comme précédemment, car la tâche de cette nouvelle dissidence était la libération de l'Ukraine du joug soviétique. La tâche principale n'était pas de trouver de nouveaux moyens d'expression artistique pour la culture ukrainienne (comme cela avait été le cas jusqu'en 1972), mais d'atteindre un objectif politique : l'indépendance de l'Ukraine. Ensuite, ses membres rejetaient le marxisme-léninisme et le socialisme comme idéologie politique : l'expérience des prisons et des camps les avaient convaincus de leur nocivité. À cet égard, la seule exception flagrante est Léonid Pliouchtch (1939-2015) qui a continué à défendre le marxisme, même après sa fuite à l'Ouest. Devant des journalistes interloqués, il déclare en 1976 à sa descente de train lors de son expulsion d'Union soviétique : « Je suis marxiste » et explique que « l'URSS est un capitalisme d'État ».

Enfin, les participants de ce nouveau mouvement dissident partageaient une tactique de combat commune : le respect des droits de l'individu. Puisqu'il était impossible de fonder une association indépendante, les membres de la nouvelle dissidence ukrainienne ont décidé de ne pas déclarer leur véritable mission politique. À partir de 1975, les nouveaux dissidents ukrainiens purent s'appuyer sur la signature de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité européenne, en comptant sur le soutien de puissants alliés occidentaux.

Le 6 novembre 1976, dix dissidents ukrainiens fondent un groupe Helsinki ukrainien, suivant l'exemple du groupe Helsinki de Moscou, fondé six

mois auparavant pour promouvoir l'application de l'Acte d'Helsinki en Union soviétique. Plus tard, de nombreux autres militants ont adhéré à ce groupe. Les activités du groupe d'Helsinki consistaient principalement à rédiger des lettres publiques et des pétitions, et à organiser des manifestations publiques contre les arrestations injustifiées et autres violations des droits humains. De plus, le groupe entretenait des relations avec les Ukrainiens qui avaient fui à l'Ouest. La libération de Leonid Pliouchtch en 1976 marqua un tournant dans la conscience de la puissance du lien avec l'Occident, que les dissidents exploitèrent pleinement. Pour ce faire, le groupe ukrainien d'Helsinki décida d'utiliser comme représentants officiels ceux qui étaient réfugiés dans les pays occidentaux afin de gagner en visibilité : ses deux représentants les plus importants furent le général Piotr Grigorenko, qui se trouvait aux États-Unis depuis 1977, et Leonid Pliouchtch, qui était leur représentant dans les pays d'Europe occidentale. Piotr Grigorenko (1907-1987), né dans l'oblast de Zaporijia, était un ancien général de l'Armée soviétique, qui, opposé, défendra notamment les droits des Tatars de Crimée. Le pouvoir soviétique décida de réprimer violemment le groupe ukrainien d'Helsinki : de nombreux membres ont été retrouvés mystérieusement morts, et des vagues successives d'arrestations ont décimé le groupe. En 1978, tous les membres du premier groupe d'Helsinki, sauf un, avaient été condamnés à l'emprisonnement dans des camps de travail ou des hôpitaux psychiatriques. Les arrestations les plus importantes ont été celles qui ont précédé les Jeux olympiques de Moscou de 1980, lorsque presque tous les dissidents ukrainiens ont été mis en prison. Parmi eux, Oksana Meshko qui avait 75 ans lorsqu'elle a été condamnée à six mois de camp de travail et

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

le poète Vasyl Stus à cinq ans de prison à cinq ans de prison, il souffrait d'une grave maladie de l'estomac, et il est mort dans un camp de travail en 1985. En 1983, le groupe ukrainien d'Helsinki comptait 37 membres, dont 22 étaient dans des camps de prisonniers, cinq étaient en exil, six ont émigré à l'Ouest, trois ont été libérés et vivaient en Ukraine, un (Mykhailo Melnyk) s'est suicidé. En 1987-1988, pendant la période de la perestroïka et de la glasnost, tous les membres emprisonnés du groupe ont été libérés. À leur retour en Ukraine, ils ont relancé l'organisation et élu un nouveau

responsable, Levko Lukianenko. Ils ont changé le nom du groupe en Association ukrainienne d'Helsinki (Ukrainska helsinska spilka). Le 7 juillet 1988, ils ont publié la Déclaration de principes de la nouvelle association et publié ses statuts. L'objectif de l'association était de promouvoir la réforme démocratique en Ukraine et d'assurer sa souveraineté économique et politique. Lors des élections de 1990, l'Association ukrainienne d'Helsinki a été dissoute et remplacée par le Parti républicain ukrainien.



Maksym Rylsky lors d'un événement organisé par Les Taniuk et le Club de la jeunesse créative à Kyiv (années 1960).

« LE FILM LE PLUS IMPORTANT QUI SE DÉROULE ACTUELLEMENT DANS LE MONDE »

ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR DE MARIOUPOL, SASHKO PROTYAG¹

Sashko Protyag est un cinéaste et un activiste de Marioupol, cofondateur du collectif des cinéastes Freefilers. Dans ses œuvres, Sashko aborde les thèmes de la mémoire, de l'altération et de l'aliénation. Il vit actuellement à Zaporijia, où il est bénévole pour les personnes déplacées et l'armée ukrainienne.

Le nouveau film de Sashko, *My favourite job, 2022*² (*Mon travail favori 2022*) raconte l'histoire d'Anya et de Yura, qui ont pris part à l'auto-organisation des chauffeurs qui se sont rendus de Zaporijia à Marioupol pour évacuer des gens.

My favourite job, 2022, le premier film que vous avez réalisé après le 24 février, parle de personnes qui ont abandonné leur vie antérieure et ont commencé à sauver la vie des autres. Cela ne semble pas du tout accidentel si vous regardez comment votre propre vie a changé. Il semble qu'avant la guerre, votre principal verbe était «comprendre» (en particulier, «faire/regarder des films pour comprendre»). C'est encore dans votre vocabulaire, mais j'ai entendu dire que votre principal verbe en 2022 serait «aider». Comment ressentez-vous

ce changement, et comment a-t-il affecté le processus d'interaction avec la vie à travers le cinéma?

Je n'ai pas encore eu l'occasion d'observer de l'extérieur le changement de ma position en tant que réalisateur ou spectateur. Lorsque nous regardons ou faisons des films uniquement pour nous entraîner à comprendre, il y a quelque chose de narcissique dans tout cela. Maintenant, je me méfie de la vision narcissique du monde. Je n'accepte pas de me placer ou de placer un autre moi au centre de tous les autres. Et en général, le processus d'accumulation du bagage intellectuel s'est avéré peu fiable. Ce processus d'observation, de conclusion et de promotion de nouvelles idées a toujours été très eurocentrique. Nous constatons aujourd'hui que le trésor intellectuel que constituent les expériences de compréhension et d'observation s'est révélé le plus souvent incapable de nous aider. Tous ces intellectuels, qui semblaient toujours comprendre tout, se sont avérés être de peu d'aide pour nous. Ils auraient probablement dû admettre qu'ils n'avaient pas compris quelque chose d'important. Nous pouvons imaginer qu'un tel «cinéma intérieur» qu'une personne regarde, modifie les choses, afin de faire face aux difficultés.

Quant à «aider», j'ai beaucoup de matériel à monter maintenant, et *My favourite job, 2022* n'est qu'une partie d'un grand film. J'ai choisi ce matériel à monter en une fois parce que c'est important aujourd'hui pour les volontaires qui se rendent à l'Est et au Sud pour aider les gens. À mon avis, l'histoire d'Anya et de Yura peut aider à comprendre. Je combine donc ces deux mots – «aider» et «comprendre».

1. Entretien avec Yulia Serdyukova, Geo et Ira Tantsyura.
2. NdT: le film a été en libre visionnage sur le site du Фестиваль феміністичного кіно (Festival du film féministe) du 29 novembre au 9 décembre 2022.

Vous décrivez souvent vos expériences comme du cinéma. Par exemple, vous m'avez dit un jour que cette histoire de chauffeurs et de conducteurs qui vont de Zaporijia à Marioupol pour chercher leurs proches est probablement le film le plus important qui se passe dans le monde entier en ce moment. Six mois se sont écoulés depuis. Quel est le film le plus important que vous avez regardé pendant cette période?

Pour beaucoup d'entre nous, le cinéma est devenu une sorte d'outil de compréhension : où je suis, ce que je suis, ce qui s'est passé, et comment cela peut être perçu. Nous avons développé la fonction de «home cinéma interne», dans laquelle nous faisons défiler quelque chose comme un «cinéma interne». Elle fait déjà partie de notre culture. Avant le 24 février, j'allais – après avoir rédigé toutes ces satanées demandes de subvention – m'organiser quelques semaines pour regarder des films que je voulais voir depuis longtemps. Par miracle, cette sélection de films a survécu, conservée sur un «fexnet¹». Je l'ai trouvé à la fin du mois d'août, et pendant tout ce temps, je n'ai regardé qu'un seul film – *Que voyons-nous quand nous regardons le ciel?* de Alexander Koberidze. C'est un film sur le football, les cafés d'ambiance, la romance et le mysticisme – tout ce que je déteste vraiment. Mais Alexander Koberidze a fait un très beau film sur quelque chose qui m'ennuie dans la vie ordinaire. Et je l'ai regardé avec plaisir sur ma caméra interne [rires].

Pour poursuivre la conversation sur l'expérience de la vie en tant que cinéma, je voudrais vous poser la même question que celle que vous avez posée aux cinéastes ukrainiens lors de votre conversation avec eux pour le festival :

À Izioum, j'ai dû enregistrer une conversation avec une femme qui a survécu à cinq mois d'occupation. Elle a décrit son expérience comme un film. J'ai également rencontré cette comparaison à plusieurs reprises lors de conversations avec des hommes et des femmes de Marioupol qui ont survécu au blocus. Que signifie ce sens de la cinématographie? Qu'est-ce que cela peut signifier de travailler avec une caméra et de faire du montage dans une vie qui est vécue comme un film?

Une amie m'a avoué qu'elle pouvait accepter une certaine expérience traumatisante si elle la voyait dans un film – ou comme un film. Cette conversation a eu lieu en 1995 ou 1996, et à l'époque je ne m'intéressais absolument pas au cinéma, je ne regardais jamais rien, mais je me suis souvenu de cette conversation. Et soudain, ce dialogue m'est revenu lors d'une rencontre avec cette femme à Izioum. J'aimerais en savoir plus à ce sujet, mais il semble vraiment que le cinéma puisse être un outil pour surmonter et comprendre certaines expériences. On peut imaginer un «cinéma intérieur» qu'une personne regarde, modifie, afin de faire face aux difficultés.

Mais il y a toujours une frontière entre ce qui peut être un cinéma – un cinéma «physique» qui peut être montré à quelqu'un d'autre – et quelque chose qui est mon cinéma intérieur.

Dans le film vous utilisez l'animation 3D. Veuillez nous dire comment et pourquoi vous avez choisi certaines scènes – certaines expériences – pour utiliser cette technique.

Dès le printemps, il est devenu évident qu'il serait très difficile de trouver des documents pour décrire ce qui se passait sur l'autoroute Zaporijia-Marioupol, à tous ces points de contrôle et le long de l'autoroute. J'ai essayé de chercher des enregistrements de voitures sur Internet, bien sûr, ce n'est pas qu'on ne



1. NdT : service de stockage de fichiers informatiques.

peut pas utiliser de *dashcams*¹ sur cette route, mais la présence d'une caméra pouvait créer beaucoup de problèmes pour tout le monde. Je n'ai même pas pu trouver d'images vidéo tournées par les occupants. Puis j'ai compris que de telles expériences pouvaient être décrites comme un récit transformé en mythe : l'histoire de personnes qui se rendent dans des endroits où il n'y a rien, pas même de communication, et qui sauvent des gens. Dans ce récit, il était nécessaire d'ajouter une certaine dimension mythologique de l'imaginaire – dans le sens où il est difficile à imaginer. J'ai immédiatement eu l'idée claire que les graphismes de Vova Morrow et la musique de NFNR seraient capables de transmettre cette atmosphère. Je n'ai pas influencé la technique de Vova de quelque manière que ce soit, je lui ai simplement donné des références, Vova en a trouvé d'autres et, par conséquent, il a tout reproduit assez fidèlement. Dans une seule scène, il s'est avéré que l'hypermarché Epicenter était situé du mauvais côté – c'est la seule chose que nous avons corrigée dans l'implémentation du passage de Vova. Je lui ai fait entièrement confiance pour travailler sur les graphiques. Combiné à la musique d'Olesya, il me semble que nous sommes parvenus à recréer très fidèlement cette expérience mythique.

La scène où vous « conduisez » la voiture accidentée – de quoi s'agit-il pour vous ?

Le moment même où Yura nous a raconté l'histoire de l'appel des prétendues autorités de la république populaire de Donetsk n'a pas été enregistré. Nous ne pouvions pas revenir en arrière et dire : « Yura, peux-tu nous redire comment tout cela s'est passé. » Lorsque nous tournions, nous savions déjà que Yura avait reçu un appel de types de la république

populaire de Donetsk et qu'il avait été condamné en vertu de certaines de leurs lois impensables. Le fait même de cet appel est très grotesque, comme si c'était une sorte de mème² qui s'était réalisé. Je voulais donc illustrer cet appel. J'ai imaginé comment je pourrais proposer un tel scénario lors d'un *pitch* à un fonds qui finance le cinéma, et là, les gens ont déjà tout compris et me regardent comme un parfait idiot. C'était une sorte de moment d'illusion. Yura jouait un jeu très dangereux avec de parfaits idiots, et moi, je me promenais dans Zaporijia, j'ai vu cette voiture accidentée et j'ai demandé à mon ami, avec qui nous marchions à ce moment-là, de tourner une improvisation. Cela montre sans doute comment je me sens dans le monde du grand cinéma, des grands projets et des grandes ambitions. J'arrive sur leur parking dans cette voiture, et voilà à quoi elle ressemble. [rires]

Les stéréotypes ne peuvent pas expliquer le mouvement intensif de volontariat de la base, lorsque des personnes de couches sociales très différentes se sont portées volontaires ensemble et se sont soutenues mutuellement.

Il y a une scène à la fin du film où Anya ironise sur les « pratiques d'appât du gain ». Je vois dans cette ironie la stigmatisation des pratiques des femmes qui s'inscrivent dans les problèmes systémiques de la pauvreté, de la discrimination et du capitalisme. Et par conséquent, elle permet des récits plus dangereux, tout en réduisant l'espace pour l'empathie et le soutien. Le dialogue lui-même est très important et montre les choses incroyables qu'Anya et le reste de l'équipe font quand ils trouvent les bonnes choses pour aider. Mais je ne peux m'empêcher de penser que l'ironie n'est pas l'outil le plus empathique pour comprendre des

1. NdT : caméra embarquée placée sur le pare-brise d'une voiture.

2. NdT : élément ou un phénomène repris et décliné en masse sur Internet.

problèmes très douloureux et systémiques. Que pensez-vous de cette scène?

Anya connaît bien la culture populaire moderne: les tendances de la mode, l'industrie de la beauté, les possibilités professionnelles dans ce domaine. En même temps, je dirais qu'elle est féministe (bien que je n'aie pas entendu le mot «féminisme» de la part d'Anya). Nous avons parlé à plusieurs reprises avec elle du sexisme et de sa présence dans le milieu du bénévolat, de la façon dont certains conducteurs ont mal perçu sa position de leadeuse. À mon avis, sa déclaration sur les «pratiques d'appât du gain» n'est pas misogyne – c'est une blague sur l'environnement qu'elle connaît bien. En fait, Anya dit cela non pas dans une position de haine, mais dans une position d'ironie. Ironie du sort, les stéréotypes ne peuvent pas expliquer l'intense mouvement de volontariat de la base, lorsque des personnes issues de couches sociales très différentes se sont portées volontaires et se sont soutenues mutuellement. Anya propose en plaisantant une explication stéréotypée selon laquelle toute cette aide n'a été possible que grâce à des «rituels visant à attirer les volontaires». Mais c'est juste une blague. Tout n'a pu se produire en opposition aux stéréotypes, mais grâce à l'unité et au travail acharné. Dans le film, on peut voir qu'Anya est plus grande, plus forte et au-delà de tous les stéréotypes – et elle en est consciente. Elle connaît les injustices de la vie, et pour elle, une telle blague n'est pas de la misogynie, mais une indication ironique de l'optique misogyne qui ne fonctionne tout simplement pas avec elle, et avec ce qu'elle fait maintenant.

La projection de My favourite job, 2022 au Festival du film est en fait une première mondiale. Comment imaginez-vous l'avenir du film? Dès le début de l'invasion à grande échelle, le collectif Freefilmmers a été bombardé d'offres de «solidarité» de la part de collectifs

de base du monde entier. Parlez-nous de cette graine de soutien mutuel que nous avons fait germer cette année.

Ces dernières années, les «grands» festivals industriels de films documentaires ont souvent accueilli des discussions sur les modes alternatifs de distribution des films, et souvent ces conversations aboutissent à une impasse, car malgré la crise évidente des modes classiques de distribution des films, aucune alternative n'a encore été trouvée. Comment faire et regarder des films en marge du capitalisme mondial?

Je pensais plus tard (après le film), pour un maximum de démocratie, poster le film sur un YouTube indépendant. Honnêtement, je ne sais pas pourquoi je dois penser à ce qui est discuté dans les grands festivals, pourquoi ils doivent trouver de nouvelles formes alternatives de distribution. En gros, j'en ai rien à foutre de ce qu'ils pensent. Je ne pense pas qu'il soit judicieux de prendre au sérieux les plans de tous ces patriarches géniaux sur la manière dont ils veulent développer de nouvelles formes de sauvetage de leur industrie. Je ne suis pas intéressé par ça.

Le réseau des initiatives de base qui critiquent l'ordre capitaliste, en particulier dans le domaine de la culture, de l'art et de l'activisme, s'est beaucoup développé cette année. Au début du mois de mars, à peu près le même jour, nos amis proches de WET Film de Rotterdam, des amis de Slovaquie et la plateforme estonienne electron.art nous ont proposé d'organiser des projections pour soutenir notre communauté, et nous avons immédiatement commencé à appeler à des projections de solidarité. Puis cette graine a commencé à pousser. Nous avions un grand nombre de spectacles, ils étaient tous conçus pour une petite communauté. Nous avons toujours montré des films: nous venions dans une ville, vingt, trente, maximum quarante personnes venaient, et après la projection nous parlions. Cette fois-ci, il y



avait une différence importante: aucun de nous ne pouvait assister à ces projections. Les gens se sont rassemblés, ont regardé nos films, qu'ils ont choisis eux-mêmes, et ont manifesté leur solidarité de différentes manières. Les gens des petites villes venaient souvent nous donner 50-60 euros. Parfois, de petits centres d'art versaient de petites sommes pour la projection.

J'ai été particulièrement impressionné par l'une des dernières projections au Pays de Galles, où des personnes se sont réunies pour réfléchir à l'Ukraine orientale dans une ville où se trouvait autrefois une petite usine qui a été fermée pendant le règne de Thatcher. Les conservateurs thatchériens ont promis la prospérité à la ville, y ont construit un parc *high-tech*, et maintenant tout s'est effondré, et les gens se rassemblent sur ces ruines, sur les restes de l'infrastructure. Aujourd'hui, ils s'y sont rassemblés pour regarder nos films (les œuvres des photographes de l'Est de l'Ukraine y étaient également exposées). C'était un événement de la plus grande solidarité imaginable, parce que ce sont des gens d'une ville pauvre, probablement beaucoup d'entre eux sont au chômage, et ils ont écrit quinze lettres de soutien et collecté des fonds. Certains d'entre eux ne pouvaient pas utiliser les systèmes de paiement sur Internet, ils donnaient simplement de l'argent liquide aux organisateurs. Au Pays de Galles, ils ont développé des reproductions sympas, et l'affiche de l'événement n'était pas seulement en anglais, mais aussi en gallois. Cet événement n'avait rien à voir avec les festivals ou l'industrie artistique.

Le réseau des initiatives de base qui critiquent l'ordre capitaliste, en particulier dans le domaine de la culture, de l'art et de l'activisme, s'est beaucoup développé cette année. Il y a de nombreuses régions du monde avec lesquelles nous manquons

encore d'interaction, mais avec le temps, j'espère que nous serons en mesure de nous connecter avec les communautés d'autres pays. Ils ont leur propre expérience de la résistance au capitalisme et de nouvelles idées pour créer un art qui ne se transforme pas en instrument d'asservissement et d'exploitation coloniale. Nous aimerions développer cette graine.

1^{ER} DÉCEMBRE 2022

Publié par [Commons](#)

Traduction Léonie Davidovitch

DU MÊME RÉALISATEUR

Quoi quoi? Dialogue ukrainien oriental (sous-titre en anglais)

Ce film explore les possibilités et les problèmes du dialogue social dans les villes de l'Est de l'Ukraine. L'équipe Creative East analyse le multiculturalisme historique. Le film étudie les problèmes et les possibilités de construire un dialogue culturel dans les villes de l'Est de l'Ukraine. L'équipe du film analyse l'histoire multiculturelle de la région, les difficultés d'épanouissement culturel. Le film ne donne pas de réponses définitives, mais essaie de créer un espace pour une discussion impartiale sur la culture de l'Est de l'Ukraine.

www.youtube.com/watch?v=SVNs6GU4-6I

Les films de Freefilmers sur Youtube

www.youtube.com/@freefilmers2755

DES NOUVELLES DE FRANCE

LYON

UNE EXPOSITION DES ŒUVRES DE KATYA GRITSEVA

HÉLÈNE BERTRAND¹

Salle bondée, visiteurs observant avec attention les travaux artistiques exposés, public attentif aux interventions orales, en particulier celles de l'artiste, musique et chants, discussions multiples débordant sur le trottoir... Ce fut au final une soirée militante et chaleureuse en défense de l'Ukraine qui, le samedi 26 novembre, fut consacrée – dans le café fédératif des Clameurs à Lyon – à une jeune artiste et graphiste ukrainienne Katya Gritseva.

LES ŒUVRES ?

Incontestablement, elles sont d'une grande fraîcheur et d'une grande qualité artistique, s'appuyant sur l'héritage de ce que fut le futurisme et le Bauhaus, mais en renouvelant, de manière très personnelle, ces courants majeurs de l'art du 20^e siècle. Toutes les œuvres exposées partent d'un thème politique avec lequel les moyens artistiques utilisés sont indissociables.

Exemples: le remarquable autoportrait avec Maïakovski, tout en noir et blanc et aux traits de gravure, ou bien les différentes œuvres consacrées au livre *Être radical*, composées uniquement de rouge, de noir et de blanc dont l'une met en scène trois personnages (un activiste, une représentation de l'amour et un ouvrier) face à trois tueurs armés de fusils, à tête

de loups, défenseurs manifestes du capital, ou encore des œuvres à dominante de jaune représentant des femmes dans différentes postures (poings levés, ou bien mitrailleuse en bandoulière...) consacrées à la solidarité féministe internationale.

D'autres œuvres sont plus immédiatement évocatrices de l'actuelle situation de l'Ukraine, l'une représentant trois immenses tournesols (emblème de l'Ukraine) se dressant sur un champ de ruines que des hommes casqués entreprennent de déblayer. Ou bien, le thème de l'ambulance: deux ambulanciers emportant un blessé, tandis qu'une ambulancière est assise au premier plan, accablée, le tout dans une dominante d'orange et de violet sur fond noir.

En contrepoint, ce tableau évoquant la souffrance actuelle du peuple ukrainien, une note d'espoir: une œuvre titrée *Après la guerre*, dans une dominante de bleu léger et jaune (les couleurs emblématiques de l'Ukraine) évoquant des ouvriers en train de reconstruire, un infirmier, bras ouverts, une enseignante.

« JE ME BATS POUR MA LIBERTÉ, CELLE DE TOUS LES UKRAINIENS »

La soirée fut marquée par différentes prises de paroles, la plus importante étant celle de la jeune artiste ukrainienne: Katya Gritseva. Dans une intervention liminaire, Katya rappelle que la guerre est une réalité depuis 2014.

Cette réalité, pour moi, a-t-elle expliqué, c'est avant tout la mort de proches, d'amis. Et c'est pareil

1. Membre de Émancipation Lyon-69.

pour tous les Ukrainiens. Je suis moi-même réfugiée : ma famille est à Marioupol et je vis actuellement à Lviv. Mon travail est maintenant en lien exclusif avec la guerre. C'est un choix personnel. Je veux aider mon pays l'Ukraine. Et elle explique être contre les nationalismes ukrainiens ou russes : je me bats pour sa liberté, celle de tous les Ukrainiens, le droit

d'appartenir au pays que nous voulons, l'Ukraine. Je me bats contre la barbarie de l'impérialisme russe.

En même temps, elle constate que le gouvernement profite de l'état de guerre pour faire passer des lois contre les travailleurs : ce qui, de fait, constitue une entrave à la défense du pays, et c'est contradictoire avec tout ce qu'il dit. Les Ukrainiens sont démunis car ils doivent concentrer toute leur énergie à la lutte armée contre l'invasion de l'armée russe et ils n'ont pas, ni le temps ni l'énergie, de combattre en même temps, les lois que le gouvernement fait passer contre eux.

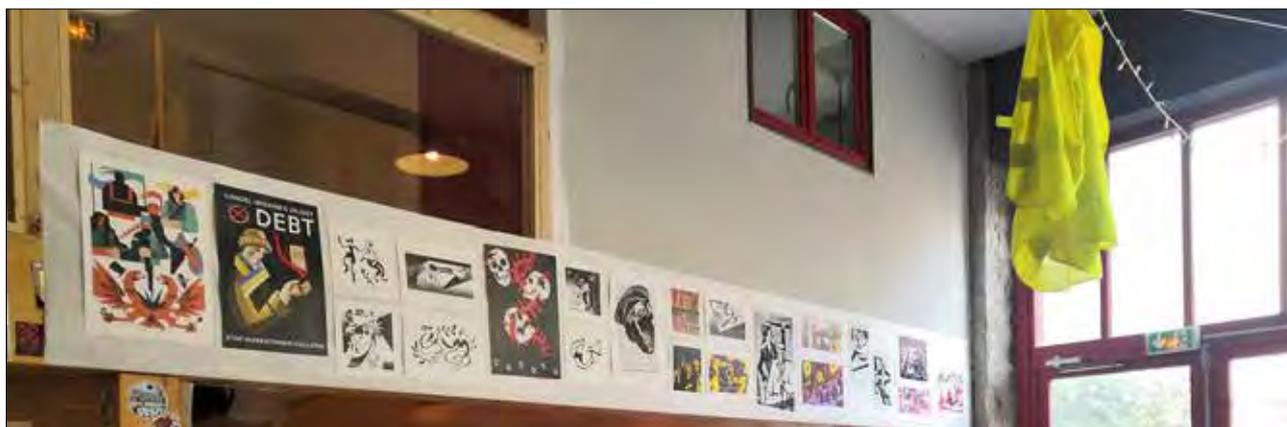
C'est ainsi que « nous les étudiants devons nous organiser contre la fermeture programmée des universités : il s'agit d'un plan de restructuration qui prévoit de réduire le nombre des grandes universités d'Ukraine (de 150 à 80) ». Aujourd'hui, le ministère de l'Éducation et des Sciences de l'Ukraine veut fermer l'Académie ukrainienne d'imprimerie à Lviv. En décembre dernier, des étudiants et enseignants s'étaient mobilisés contre la fermeture de l'Université nationale de construction et d'architecture de Kharkiv.

Ma première activité syndicale ? M'insurger et aider à l'organisation des étudiants, d'où qu'ils viennent, pour conserver leur droit d'accéder au logement étudiant.

« IL N'Y A QU'UNE ALTERNATIVE : LA LIBERTÉ OU LA MORT »

Katya dit ensuite militer au sein de Sotsialnyi Rukh depuis un an. Elle ne réalise pas seulement du matériel visuel, elle participe à des actions, elle aide à organiser des groupes de Sotsialnyi Rukh. Alors que toute la vie politique en général est défaillante en Ukraine, l'existence et l'activité de Sotsilanyi Rukh sont d'autant plus importantes. Toute la phraséologie





du «communisme» est rejetée dans la société. Sotsialnyi Rukh fournit une analyse de gauche de la situation en Ukraine, anticapitaliste et anti-impérialiste. Le mouvement a pour vocation d'aider les Ukrainiens à tous les niveaux, humain, juridique, associatif, politique et syndical.

Oui il est important de ne pas travailler seuls, isolés. Sotsialnyi Rukh aide à la reconstruction du petit syndicat étudiant dont je fais partie, le syndicat Pryama Diya (Action directe). Sotsialnyi Rukh intervient aussi avec les associations qui, dans notre pays, aident à tous les niveaux les femmes réfugiées et leurs enfants. C'est normal de retourner en Ukraine, pour lutter avec ses amis, sa famille et son groupe politique: «Il n'y a qu'une alternative: la liberté ou la mort.»

Diverses questions furent posées par le public auxquelles Katya a répondu...

Comment vit-on à Lviv aujourd'hui?

De temps en temps il y a des bombes et l'on souffre aussi de cette maladie qui est la guerre. Mais en ce moment Lviv est aussi une ville de solidarité et d'actions, avec beaucoup de rassemblements

et d'aide de bénévoles. Sotsialnyi Rukh apporte une aide juridique aux travailleurs qui ont des problèmes avec leur employeur (défense du salaire, et d'autres droits...). Actuellement Lviv est une ville surpeuplée, elle accueille énormément de réfugiés, souvent sans logement: les militants de Sotsialnyi Rukh les aident pour l'hébergement, la préparation des repas dans les cuisines. Cette aide est apportée à tous les réfugiés, quelle que soit leur origine: Ukrainiens, Roms... Je suis une militante. En ce moment, je participe à la mobilisation des étudiants et du personnel de l'Académie ukrainienne de l'imprimerie à l'Université de Lviv que le gouvernement veut fermer. Bien sûr, nous avons des difficultés, mais pour rien au monde je ne partirai de l'Ukraine.

Comment analyser les déplacements de population d'Ukraine en Russie?

La propagande russe dit aux Ukrainiens qui vivent à l'est que la situation sera plus sûre sur le territoire russe. De temps en temps certains acceptent d'aller en Russie car ils ont peur pour leur vie. Beaucoup d'enfants ont été déportés. Beaucoup d'adultes sont aussi déplacés en Russie. C'est une politique «normale» pour les autorités russes qui cherchent à assimiler les

Ukrainiens. Cette politique d'«assimilation», se traduit aussi par des déplacements de populations russes sur le territoire ukrainien.

MUSIQUE, CHANTS ET DISCUSSIONS ANIMÉES

Ces interventions furent entrecoupées de musique et de chants ukrainiens, accompagnés de musiciens (ukrainien, russe), auxquels succédèrent d'innombrables discussions autour d'un verre. Sur la mezzanine, était notable l'attention avec laquelle les visiteurs regardant les œuvres exposées au point qu'il manquait parfois un peu de place. Puis les discussions s'ensuivaient. Certains visiteurs étaient particulièrement intéressés par l'œuvre intitulée *Après la guerre* qui évoque la reconstruction du pays. Certains formulaient des questions concernant les outils techniques mis en œuvre pour réaliser les œuvres. Et sur la terrasse, des échanges autour d'un verre, entre Katya et des jeunes, des femmes de retour de la manifestation féministe de l'après-midi entrecoupés de chants féministes.

La soirée fut introduite puis conclue par une présentation du Collectif 69 de soutien au peuple ukrainien¹ ainsi que des associations ukrainiennes (Lyon Ukraine et Ukraine 33) qui exigent notamment le retrait des troupes russes de tout le territoire d'Ukraine. Et tout cela n'eut rien de compassé, d'affligé dans cette ambiance chaleureuse qui s'est terminée par... L'Internationale jouée à la cornemuse.

1. Collectif 69 de soutien au peuple ukrainien : Association Lyon-Ukraine, Comité Ukraine 33, Association européenne de l'éducation AuRA, Attac-Rhône, Bel'Art (association culturelle biélorusse), Comité d'information pour une Syrie libre et démocratique, EELV 69, Émancipation 69, Ensemble! 69, FSU 69, Ligue des droits de l'homme 69, L'Insurgé, MAN, MFPF 69, Nouveau Parti anticapitaliste, Union des fédéralistes européens, Union syndicale Solidaires du Rhône.

Au final, un bilan largement positif, jugé comme tel par les participants qui montrèrent que l'on pouvait se rassembler pour combattre une tragédie, sans pour autant se lamenter : tout combat pour la liberté et l'émancipation sociale est source de vie.

POURSUITE D'UNE DISCUSSION

Suite à la soirée de vernissage de l'exposition, le lendemain était organisé un moment d'échange avec des militants du Collectif. Et ce fut l'occasion pour Katya de préciser certains aspects de son travail et de son engagement.

J'ai rencontré, dit-elle, des gens politisés et d'autres non politisés. J'ai discuté avec des réfugiés ukrainiens qui sont ici parce qu'ils ont peur. Et mon travail est aussi une aide à la politisation. J'ai été surprise par les chants militants joués à la cornemuse et aussi par les discours politiques des personnes. Je ne suis pas seulement contente pour ma personne mais parce que cette soirée est le produit d'un travail collectif. Je perçois aujourd'hui votre pays d'une autre façon. Et j'espère que cet événement vous aidera dans votre travail.

Puis elle a échangé sur ses relations à l'art et à la politique.

Comment réalises-tu tes œuvres ?

J'ai étudié à l'Académie des arts de Kharkiv où j'ai été formée à différentes techniques de gravure : linogravure, eau-forte, collagraphie. Avant de rencontrer Sotsialnyi Rukh, j'ai cherché des groupes marxistes, mais je n'en ai pas trouvé. Puis, j'ai choisi mes travaux universitaires de telle sorte qu'ils aient un aspect politique. À l'académie, je dois rendre mes travaux artistiques. Et c'est pour moi un jeu de mettre un aspect politique, dans quelque chose qui n'est pas politique. J'ai étudié l'histoire, l'esthétique



des avant-gardes du 20^e siècle. Mon objectif est de progresser dans ce projet d'art. En général mes professeurs n'entravaient pas cette recherche. Parfois même ils m'encourageaient, et à d'autres moments, cela leur faisait peur. Je pars souvent sur une idée, puis d'autres idées se rajoutent au fur et à mesure de mon travail, en lien avec ma vie personnelle, un évènement, une découverte sur Internet...

As-tu changé de style après le début de la guerre?

Depuis le mois de février, j'utilise plus de couleurs; avant j'avais beaucoup moins confiance en moi quant à l'utilisation de la couleur. La couleur nécessite un entraînement et cela permet une amélioration de mon travail. Aujourd'hui j'utilise le numérique: je travaille avec Photoshop. J'ai l'avantage de travailler avec peu de journaux, Sotsialnyi Rukh, *Commons*, Direct Action. Ils ont déjà des chartes graphiques, des impératifs que je dois suivre.

Y a-t-il des réseaux de jeunes artistes en Ukrainien?

Je ne veux pas parler politique, mais je dessine politique. Tous les artistes soutiennent l'Ukraine actuellement, mais très peu se déclarent militants de gauche. Ceux qui sont ouvertement de gauche sont peu nombreux en Ukraine. Parmi eux, Nikita Kadan, David Chichkan et le groupe Воїни добра і світла (Guerriers du Bien et de la Lumière).

Fais-tu partie d'un groupe féministe? Quelles actions mènent les groupes féministes?

Je ne fais pas partie d'un groupe féministe, mais je suis proche d'elles, Sotsialnyi Rukh est un groupe très important pour nous; nous avons des membres de qui font partie de groupes féministes, comme la Loge féministe, Bilkis, l'Atelier féministe à Lviv.

Les féministes travaillent en collectif. À Lviv, elles font de l'aide humanitaire, de l'aide juridique. Elles

aident les femmes réfugiées à adopter les habitudes de vie de Lviv; elles les aident à trouver un travail; elles gardent gratuitement des enfants. Elles organisent toutes les semaines des réunions, des conférences, des groupes d'aides...

Hier, il y avait une manifestation contre les violences sexistes, contre la publicité sexiste dans les bars qui vendent la marque de liqueur La Cerise ivre qui affiche sur les étiquettes de ses bouteilles une femme dénudée. Aujourd'hui, les féministes sont plus actives qu'avant la guerre.

POUR CONCLURE

Notre collectif va faire tourner l'exposition dans d'autres lieux de la métropole de Lyon. Nous avons par ailleurs pris contact avec des milieux artistiques (enseignants en arts plastiques, en histoire des arts, Pratiques artistiques amateurs des Beaux-Arts de Lyon, librairie des arts, voire étudiante en arts appliqués...). Ces trois jours avec Katya et son amie Sonia ont été pour nous une source d'enrichissement. Dans notre univers social et politique français, marqué par les reculs des acquis sociaux, le courage et la détermination de ces jeunes à combattre à la fois pour leur liberté, contre l'invasion armée de l'impérialisme russe et en défense des droits du monde du travail est un véritable encouragement à renforcer la dimension internationaliste de nos luttes.

PARIS
UN MEETING ET UNE MANIF

Troupes de Poutine hors de toute l'Ukraine!

Une crise humanitaire sans précédent menace la population d'Ukraine cet hiver. Depuis février 2022 et l'invasion du territoire ukrainien par les forces de Vladimir Poutine, les victimes se comptent en dizaines de milliers, les personnes déplacées en millions, les dommages en dizaines de milliards d'euros.

À l'occupation d'une partie du territoire ukrainien par les forces d'invasion s'ajoutent la destruction systématique et continue des sources d'énergie, notamment d'électricité, d'approvisionnement d'eau et de certaines infrastructures vitales du pays tout entier, le déplacement forcé d'habitants dans les territoires occupés, y compris vers le territoire russe, dont la déportation de milliers d'enfants souvent séparés de leurs parents, les viols...

En Russie, des gens sont enrôlés de gré ou de force pour faire la guerre. Des centaines de milliers de jeunes hommes veulent à raison s'y soustraire ; d'autres choisissent courageusement de s'y opposer frontalement.

Pour exiger le départ des troupes de Poutine de toute l'Ukraine

MANIFESTONS

**samedi 10 décembre
14 heures, de Trocadero
vers l'ambassade de Russie**

**L'invasion doit
cesser et avec elle
cette guerre !**



Premiers signataires:

Union des Ukrainiens de France - Russie Liberté - Socialistes russes contre la guerre - Association des Géorgiens en France - Géorgie vue de France - Collectif pour une Syrie libre et démocratique CPSLD - Coordination des Syriens de France - CSDH Iran - A Manca - Assemblée européenne des citoyens - Association autogestion - Aplusoc - ATTAC France - Cedetim - Club Politique Bastille - Confédération générale du travail (CGT) - Coopératives Longo Mai - Éditions Syllepse - Émancipation Lyon 69 - Ensemble ! - Europe Écologie Les Verts (EELV) - Entre les lignes entre les mots - Fédération internationale des Sound Libertaires - Fondation Copernic - Forum civique européen - Fédération syndicale unitaire (FSU) - Gauche démocratique et sociale - Gauche écosocialiste - Ligue des droits de l'Homme (LDH) - L'Insurgé - Les Humanités - Mémorial 98 - Mouvement national lycéen (MNL) - Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) - Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre - Pour une écologie populaire & sociale (PEPS) - Régions et peuples solidaires (RPS) - Rejoignons-nous - Réseau syndical international de solidarité et de luttes - RESU France (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) - Réseau Penser l'émancipation - Union syndicale Solidaires

CONTACT : ukrainsolidaritefrance@solidaires.org

















Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Massari Editori



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».